



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL 2017



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL 2017



SOMMAIRE

TEMPS FORTS DE LA BCEAO EN 2017	VIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES ET ORGANIGRAMME DE LA BCEAO	XIII
MESSAGE DU GOUVERNEUR	1
VUE D'ENSEMBLE	3
I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	7
1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL	7
1.1.1 - Activité économique dans les grands pays industrialisés	7
1.1.2 - Activité économique dans les pays émergents et en développement	7
1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières.....	8
1.1.4 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes	12
1.1.5 - Emplois et inflation dans les pays industrialisés.....	15
1.2 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA ..	15
1.2.1 - Produit intérieur brut et évolution du secteur réel dans l'UEMOA	15
1.2.1.1 - Production agricole	16
1.2.1.2 - Production minière	16
1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires du commerce de détail	17
1.2.2 - Evolution de l'inflation	17
1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure.....	18
1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats.....	18
1.2.3.2 - Mobilisation des ressources et situation de la dette extérieure	20
1.2.4 - Evolution de la Balance des paiements	20
II - MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	23
2.1 - OBJECTIF DE LA POLITIQUE MONETAIRE	23
2.2 - ACTION MONETAIRE	23
2.2.1 - Politique des taux d'intérêt	23
2.2.2 - Opérations d'open market	23
2.2.3 - Actions sur les guichets permanents de refinancement	24
2.2.4 - Dispositif des réserves obligatoires	24
2.3 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES.....	25
2.3.1 - Actifs extérieurs nets.....	25



2.3.2 - Créances intérieures	25
2.3.2.1 - Créances nettes sur l'Administration publique centrale	26
2.3.2.2 - Créances sur les autres secteurs.....	26
2.3.2.3 - Centralisation des risques bancaires	26
2.3.3 - Masse monétaire et base monétaire	26
III - EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER ET ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE ET D'INCLUSION FINANCIERES	29
3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	29
3.2 - MARCHE INTERBANCAIRE	30
3.3 - MARCHE FINANCIER	32
3.3.1 - Mobilisation des ressources par les Etats	32
3.3.1.1- Mobilisation des ressources sur le marché régional	32
3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional	33
3.3.2 - Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)	33
3.4 - ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE FINANCIERE	33
3.4.1 - Préservation de la stabilité financière	34
3.4.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière	35
3.4.3 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC)	36
3.4.4 - Autres actions contribuant à la stabilité financière.....	37
3.5 - ACTIONS EN FAVEUR DE L'INCLUSION FINANCIERE	39
IV - GESTION DES SIGNES MONETAIRES, DES SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT ET DES RESERVES DE CHANGE	41
4.1 - GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	41
4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	41
4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire.....	41
4.1.3 - Mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO	41
4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....	42
4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA.....	42
4.2.2 - Sécurisation, modernisation des systèmes et moyens de paiement et contribution à l'inclusion financière	43
4.2.2.1 - Sécurisation et modernisation des systèmes de paiement	43
4.2.2.2 - Sécurisation des services de paiement	44
4.2.2.3 - Contribution des systèmes et moyens de paiement à une inclusion financière accrue	44
4.3 - GESTION DES RESERVES DE CHANGE	46

V - CADRE INSTITUTIONNEL, ADMINISTRATION DE LA BCEAO ET COOPERATION INTERNATIONALE	47
5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES.....	47
5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA	47
5.1.2 - Conseil des Ministres de l'UMOA	48
5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO	51
5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO.....	55
5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO	55
5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO	56
5.2.1 - Gestion des ressources humaines	56
5.2.1.1 - Effectif	56
5.2.1.2 - Formation	58
5.2.2 - Patrimoine immobilier	60
5.2.3 - Système d'information et de communication.....	61
5.2.4 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle.....	61
5.2.5 - Dispositif du contrôle de gestion.....	63
5.2.6 - Système de Management de la Qualité (SMQ) de la BCEAO	64
5.3 - COOPERATION INTERNATIONALE	64
5.3.1 - Coopération monétaire et financière	64
5.3.1.1 - Relations avec le Fonds Monétaire International (FMI)	64
5.3.1.2 - Relations avec les autres institutions	65
5.3.2 - Intégration économique et monétaire	65
ANNEXES	69
LISTE DES GRAPHIQUES	
Graphique 1 : évolution des cours du pétrole	9
Graphique 2 : évolution des cours du caoutchouc	10
Graphique 3 : évolution des cours du café	10
Graphique 4 : évolution des cours du cacao	11
Graphique 5 : évolution des cours du coton	11
Graphique 6 : UMOA - agrégats de monnaie	27
Graphique 7 : évolution des effectifs de la BCEAO	57
LISTE DES TABLEAUX	
Tableau 1 : évolution des taux de change moyens annuels.....	14
Tableau 2 : évolution des taux de change moyens trimestriels.....	14

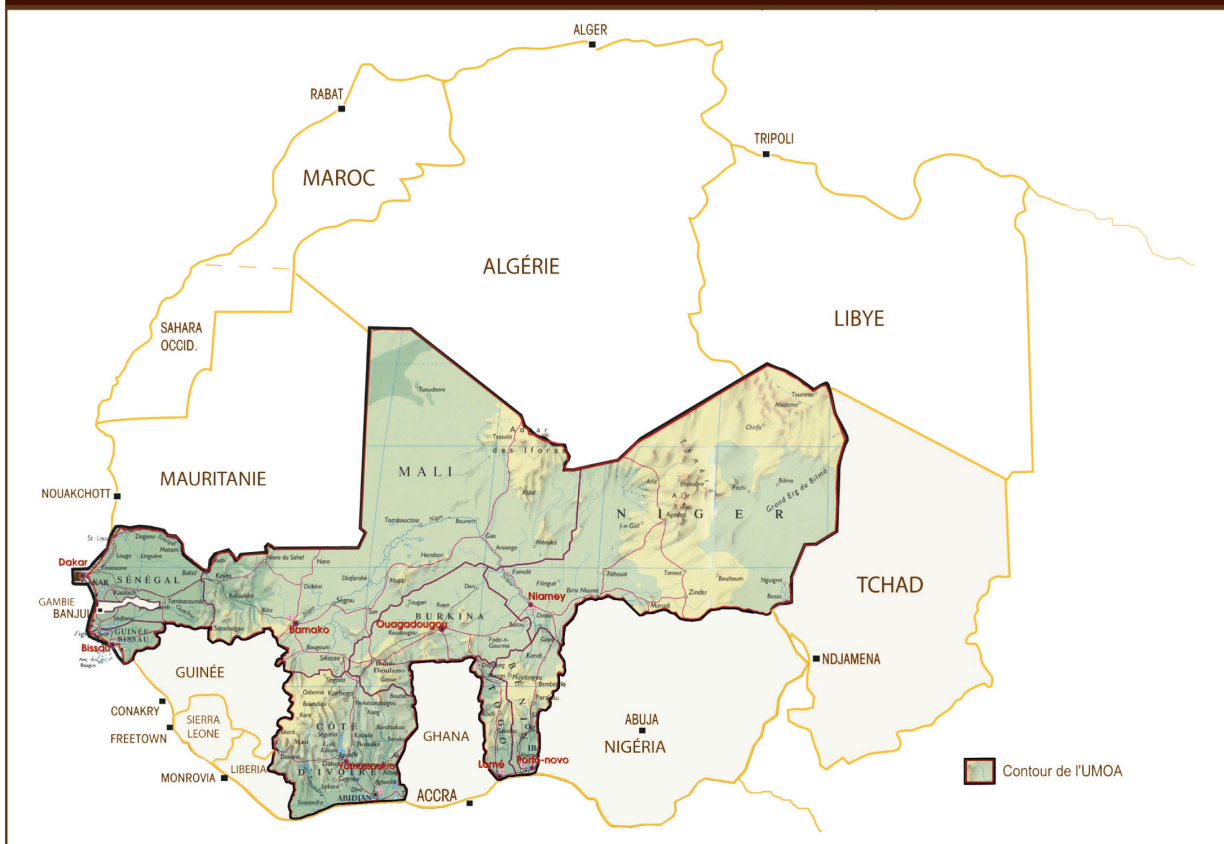
Tableau 3 : variation des prix à la consommation en 2016 et 2017	18
Tableau 4 : situation des finances publiques en 2017	19
Tableau 5 : coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques.....	25
Tableau 6 : agrégats de monnaie	27
Tableau 7 : évolution des taux interbancaires en 2017	31
Tableau 8 : évolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2017	31
Tableau 9 : émissions sur le marché des titres publics.....	32
Tableau 10 : taux d'intérêt moyen des bons du Trésor	32
Tableau 11 : encours des titres publics au 31 décembre 2017	33
Tableau 12 : évolution de l'encours des titres publics	33
Tableau 13 : mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO	42

ENCADRES

Encadré 1 : Aperçu de la nouvelle Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA (CB-UMOA)	34
Encadré 2 : Participation de la BCEAO aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière.....	45



L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), instituée par le Traité du 12 mai 1962 auquel se sont substitués ceux du 14 novembre 1973 et du 20 janvier 2007, regroupe les huit Etats membres suivants :

- | | |
|---------------|---------|
| BENIN | MALI |
| BURKINA FASO | NIGER |
| COTE D'IVOIRE | SENEGAL |
| GUINEE-BISSAU | TOGO |

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dont le cinquante cinquième exercice est ici retracé, est l'Institut d'émission commun des Etats membres de l'UMOA, chargé notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. : - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en francs CFA.

TEMPS FORTS DE LA BCEAO EN 2017

L'exercice écoulé a été marqué, pour la BCEAO, par les évènements ci-après.

AU PLAN MONETAIRE ET FINANCIER

Consultation régionale sur le projet de loi-modèle « *Sukuk* » pour l'Afrique subsaharienne

Une consultation régionale sur le processus d'élaboration d'une « loi-modèle » sur les « *Sukuk* », ou obligations islamiques, s'est tenue les 23 et 24 janvier 2017, au Siège de la BCEAO à Dakar. Organisée par la Banque Islamique de Développement (BID) et son Institut Islamique de Recherches et de Formation (IRTI), cette rencontre a constitué la première d'une série de consultations prévues par la BID dans les différentes régions de ses pays membres (Afrique Subsaharienne, Asie Centrale, Asie du Sud-Est, Afrique du Nord et Moyen-Orient). Elle vise à doter les Etats concernés d'un texte-type, basé sur les meilleures pratiques, qui leur permettra d'adapter le cadre juridique régissant les émissions de *Sukuk*.

La réunion de Dakar a regroupé environ quatre-vingt participants provenant des banques centrales, des Ministères chargés des finances et des infrastructures ainsi que des acteurs des marchés financiers (Autorités de régulation, bourses et sociétés de gestion) d'une vingtaine de pays d'Afrique au Sud du Sahara, dont ceux de l'UEMOA. L'Agence UMOA-Titres et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont également pris part à la rencontre.

Conférence sur le partage des données sur le crédit dans l'UMOA

Une Conférence sur le partage des données sur le crédit dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en vue d'améliorer l'inclusion financière, s'est tenue le 1^{er} juin 2017, au Siège de la Banque Centrale. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO. Ont participé à la rencontre des responsables des opérations ou de la clientèle des établissements assujettis (établissements de crédit et systèmes financiers décentralisés) ainsi que des dirigeants des grands facturiers (opérateurs de téléphonie mobile, sociétés de distribution d'eau et d'électricité).

Cette conférence, organisée conjointement par la BCEAO et la Société Financière Internationale (SFI) et animée par des experts internationaux dans ce domaine, visait à approfondir les connaissances des acteurs concernés de la Zone sur les enjeux du système de partage d'informations sur le crédit et sur son apport au développement du marché du crédit.

Participation au Forum Mondial sur les politiques d'inclusion financière

Le Gouverneur de la BCEAO a participé du 13 au 15 septembre 2017 à Sharm-El-Sheikh en Egypte au Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière (GPF) ayant pour thème : « *Exploiter la diversité, promouvoir l'inclusion* », organisé par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), en collaboration avec la Banque Centrale d'Egypte. L'édition de cette année a permis de mettre en évidence quelques-unes des innovations et activités d'inclusion financière qui se déroulent dans le monde arabe. Le forum a également montré la manière dont la diversité crée et favorise des réformes de politiques et des innova-



tions efficaces en matière d'inclusion financière et sociale. Le GPF de l'année 2017 a été, par ailleurs, l'occasion d'embrasser la diversité des acteurs de l'inclusion financière au-delà du réseau de l'AFI et d'encourager une collaboration et une coopération plus importantes vers des objectifs communs.

AU PLAN DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE ET DE LA COOPERATION MONETAIRE

Visite de travail du Gouverneur de la BCEAO auprès de la BADEA

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre la BCEAO et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, a effectué une visite de travail au siège de cette Institution à Khartoum au Soudan, du 15 au 20 janvier 2017.

Participation à la conférence sur le thème « *Les banques centrales face aux chocs exogènes : stratégies de sortie de crise* »

Le Gouverneur de la BCEAO a participé à une conférence de haut niveau sur le thème : « *Les banques centrales face aux chocs exogènes : stratégies de sortie de crise* », organisée par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), le 25 janvier 2017 à Yaoundé. Cette conférence a enregistré la participation des Ministres de l'Economie et des Finances des pays membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), des Gouverneurs de banques centrales, des universitaires ainsi que des représentants des institutions financières sous-régionales et internationales.

Les discussions ont porté sur les conséquences des chocs exogènes au cours des dernières années et les participants ont partagé leur expérience sur les mesures de politique monétaire appropriées que les banques centrales ont prises pour renforcer la résilience des économies des pays confrontés à ces chocs exogènes.

Participation à la conférence sur le thème « *Opérations bancaires transfrontalières et réformes réglementaires : quels enseignements l'Afrique peut-elle tirer de l'expérience internationale ?* »

Le Gouverneur de la BCEAO a pris part, les 1^{er} et 2 février 2017 à Maurice, à une conférence de haut niveau, organisée par le FMI en collaboration avec le Comité de Bâle, sur le contrôle bancaire et le Partenariat pour le développement du secteur financier en Afrique (*Making Finance Work for Africa*).

L'objectif de cette rencontre sur le thème susmentionné était de fournir aux autorités africaines l'opportunité de discuter des enseignements tirés de ce qui s'est passé en Europe, notamment durant la crise financière internationale. Ces échanges ont permis également aux parties prenantes de dresser le bilan des progrès réalisés pour encourager la coopération transfrontalière en Afrique et d'évaluer les efforts qui restent à fournir pour améliorer la surveillance des banques panafricaines et des cadres de résolution de leurs défaillances.

Réunion du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

La première réunion ordinaire du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) s'est tenue le 8 mars 2017, au Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Godwin I. EMEFIELE, Gouverneur de la Central Bank of Nigeria (CBN), son Président en exer-

cice. Cette session avait pour objectif d'évaluer la mise en œuvre des décisions prises lors de la 39^e session du Conseil des Gouverneurs qui s'est déroulée à Abuja en août 2016.

5^e édition du Forum des Marchés Emergents sur l'Afrique

Le Gouverneur de la BCEAO a participé, du 26 au 27 mars 2017 à Abidjan, à la 5^e édition du Forum des Marchés Emergents sur l'Afrique, organisée en collaboration avec le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, le Forum des Marchés Emergents et l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA). Cette rencontre avait pour objet d'échanger sur le développement économique et social à long terme du continent africain. Les discussions ont porté sur : (i) *l'Afrique dans quarante ans*, (ii) *le renforcement du capital humain et l'amélioration de la qualité de l'éducation*, (iii) *la démographie et l'urbanisation*, (iv) *la transformation de l'Afrique rurale*, (v) *les solutions au déficit de l'Afrique en infrastructures*, (vi) *l'amélioration de techniques chirurgicales en Afrique pour sauver des vies*.

Ce forum a été co-présidé par Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire avec Messieurs Horst KOEHLER, ex-Président de la République Fédérale d'Allemagne et Michel CAMDESSUS, ex-Directeur Général du FMI.

Signature de la Convention amendée entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale

En marge de la 5^e rencontre bilatérale entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), Messieurs Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, et Abbas MAHAMAT TOLLI, Gouverneur de la BEAC, ont procédé à la signature d'une convention de coopération dans les locaux du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, le 12 avril 2017.

Le document vise à compléter et à renforcer certaines dispositions de la Convention de coopération du 16 octobre 2007, conclue entre les deux Autorités de contrôle.

La convention amendée tient compte de l'évolution des activités bancaires et de la réglementation y afférente, notamment la résolution des crises bancaires, les normes de Bâle II et III, la supervision sur base consolidée, le nouveau Plan Comptable Bancaire ainsi que le suivi des risques induits par le développement des établissements de crédit transfrontaliers.

Participation de la BCEAO aux réunions de printemps et aux Assemblées annuelles des Institutions de Bretton Woods

Une délégation de la BCEAO conduite par son Gouverneur a pris part aux réunions de printemps et aux Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, tenues à Washington, respectivement du 17 au 23 avril et du 9 au 15 octobre 2017.

Ces rencontres ont concerné principalement les réunions du Comité Monétaire et Financier International (CMFI) des Gouverneurs du Fonds Monétaire International et du Comité du Développement de la Banque Mondiale.



24^e édition de la réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des pays francophones

Le Gouverneur de la BCEAO a pris part à la 24^e édition de la réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des pays francophones, organisée par la Banque Nationale Suisse, les 24 et 25 mai 2017 à Montreux. Cette édition a été marquée par l'organisation d'une conférence sur le thème : « *Digitalisation financière : opportunités et défis pour les banques centrales* ». Cette conférence a porté, d'une part, sur les avantages et les inconvénients de la digitalisation financière ainsi que son impact sur le modèle d'affaires des banques et, d'autre part, sur le nouveau rôle des banques centrales dans le monde financier digitalisé.

Participation aux réunions annuelles de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

Dans le cadre des réunions annuelles de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), tenues les 15 et 16 août 2017 à Pretoria, en Afrique du Sud, le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, a pris part au symposium sur le thème : « *Perspectives d'intégration monétaire en Afrique : leçons tirées de l'expérience d'intégration monétaire et financière de l'Europe* » et à la 40^e réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA. A l'issue de cette réunion ordinaire, le Gouverneur de la South African Reserve Bank, Vice-Président de l'ABCA, a été élu, selon le principe de rotation établi, au poste de Président du Bureau de l'Association.

Participation à la célébration du 60^e anniversaire de la Banque du Ghana

Une délégation de la BCEAO conduite par le Gouverneur a participé aux activités organisées dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire de la Banque du Ghana, le 18 août 2017 à Accra. Au cours de cette rencontre, le Gouverneur a adressé un message de félicitation au Gouverneur de la Banque du Ghana, Dr Ernest ADDISON. La BCEAO a pris part également à une conférence abordant les thèmes ci-après : (i) « *Les retombées des implications de la politique monétaire des Etats-Unis pour les économies émergentes comme le Ghana* », (ii) « *Le changement du rôle des banques centrales dans la politique économique* », (iii) « *Une seule monnaie africaine pourrait-elle supporter une croissance à deux chiffres ?* » et (iv) « *L'époque des paiements électroniques : opportunité ou menace pour la banque* ».

AU PLAN DE LA GESTION DE LA BCEAO

Le Gouverneur de la BCEAO élevé au rang de Commandeur de l'Ordre du Mérite de Guinée-Bissau

Le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a été élevé au grade de Commandeur de l'Ordre du Mérite bissau-guinéen par son Excellence José Mario VAZ, Président de la République de Guinée-Bissau, lors d'une cérémonie solennelle organisée en son honneur, le 9 janvier 2017, au palais présidentiel à Bissau.

Une trentaine de convives, parmi lesquels le Premier Ministre de Guinée-Bissau et plusieurs membres de son Gouvernement ainsi que les Ambassadeurs du Sénégal et de France, ont pris part à l'évènement.

Election du Gouverneur au Conseil d'Administration de l'Alliance pour l'Inclusion Financière

Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, a été élu Administrateur de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) au cours de l'Assemblée Générale des banques centrales, institutions et pays membres de l'AFI, qui s'est tenue le 13 septembre 2017 à Sharm-El-Sheikh en Egypte. Le Gouverneur de la BCEAO devient ainsi membre du Conseil d'Administration de l'AFI au sein duquel la BCEAO représentera les membres de la région de l'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

L'Alliance pour l'Inclusion Financière, créée en 2009, est une organisation internationale indépendante composée de plus de 100 pays à travers le monde. Elle a pour objectif de définir des stratégies et politiques pour promouvoir l'inclusion financière des populations exclues du système financier et d'accompagner les pays dans la mise en œuvre de leur programme en la matière.

Par ailleurs, les actions de la BCEAO, qui a adhéré à l'AFI en 2011, ont permis de faire passer le taux d'utilisation des services financiers dans l'UEMOA de 26% en 2010 à 65% en 2016, grâce notamment à un cadre réglementaire qui offre des facilités pour développer les transactions financières via la téléphonie mobile.

Cérémonie de pose de la première pierre de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Tahoua

Le 18 décembre 2017, Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger, et son homologue du Burkina Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE ont procédé à la pose de la première pierre de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Tahoua, en présence du Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE.

Ont également pris part à cette cérémonie des personnalités de l'Etat du Niger, des représentants du corps diplomatique accrédité au Niger et plusieurs autres invités.

La construction d'une troisième Agence Auxiliaire au Niger répond au souci permanent de la BCEAO de rapprocher ses services des usagers, en particulier ceux des pôles économiques dynamiques de l'intérieur des pays membres de l'UMOA. En outre, elle s'inscrit dans le cadre de la politique d'extension du réseau de la Banque Centrale qui vise l'amélioration de la qualité de la circulation fiduciaire, la décentralisation et la sécurisation des activités bancaires ainsi que le renforcement de l'intermédiation financière dans l'Union.



COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES ET ORGANIGRAMME DE LA BCEAO



COMPOSITION DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA

au 31 décembre 2017

PRÉSIDENT : Son Excellence Docteur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire.

Son Excellence **Patrice Athanase Guillaume TALON**,
Président de la République du Bénin.

Son Excellence **Roch Marc Christian KABORE**,
Président du Faso.

Son Excellence Docteur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire.

Son Excellence **José Mário VAZ**,
Président de la République de Guinée-Bissau.

Son Excellence **Ibrahim Boubacar KEÏTA**,
Président de la République du Mali.

Son Excellence **Issoufou MAHAMADOU**,
Président de la République du Niger.

Son Excellence **Macky SALL**,
Président de la République du Sénégal.

Son Excellence **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président de la République Togolaise.

COMPOSITION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

au 31 décembre 2017

PRESIDENT : M. Amadou BA,

Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal.

République du Bénin

MM. Romuald WADAGNI, Ministre de l'Economie et des Finances ;

Abdoulaye BIO TCHANE, Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement.

Burkina Faso

M^{me} COULIBALY Hadizatou Rosine SORI, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;

M. Eric Wendenmanegha BOUGOUMA, Ministre des Infrastructures.

République de Côte d'Ivoire

MM. Adama KONE, Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;

Abdourahmane CISSE, Conseiller Spécial auprès du Président de la République.

République de Guinée-Bissau

MM. Joao Alage Mamadu FADIA, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances ;

José BIAI, Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Intégration Régionale.

République du Mali

Dr. Boubou CISSE, Ministre de l'Economie et des Finances ;

M. Abdel Karim KONATE, Ministre du Commerce et de la Concurrence, Porte-parole du Gouvernement.

République du Niger

M. Massoudou HASSOUMI, Ministre des Finances ;

M^{me} KANE Aïchatou BOULAMA, Ministre du Plan.

République du Sénégal

MM. Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;

Birima MANGARA, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, chargé du Budget.

République Togolaise

MM. Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances ;

Kossi ASSIMAÏDOU, Ministre de la Planification du Développement.



COMPOSITION DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

au 31 décembre 2017

PRESIDENT : M. Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la BCEAO.

Vice-Gouverneurs de la BCEAO

M. Jean-Baptiste COMPAORE ;

M. Mamadou DIOP.

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

République du Bénin

M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, Directeur du Trésor.

Burkina Faso

M. Ousmane OUEDRAOGO, ancien Vice-Gouverneur de la BCEAO, ancien Ministre d'Etat, Ministre des Finances et du Plan.

République de Côte d'Ivoire

M. Mama OUATTARA, Professeur à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Directeur du Groupe de Politique Economique (GPE).

République de Guinée-Bissau

M. Rui Duarte FERREIRA, Conseiller du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé des Affaires Internationales.

République du Mali

M. Bangaly N'Ko TRAORE, Président du Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide (SHA).

République du Niger

M. Mahamane ANNOU MALLAM, ancien Président du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES).

République du Sénégal

M. Aliou FAYE, Directeur du Centre d'Etudes de Politiques pour le Développement (CEPOD).

République Togolaise

M. Mongo AHARH-KPESSOU, Secrétaire Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers.

République Française

M^{me} Françoise DRUMETZ, Directeur des Etudes Microéconomiques et Structurelles de la Banque de France.

MEMBRES NOMMES INTUITU PERSONAE

M. Lansina BAKARY, Expert Consultant, ancien Conseiller Economique du Gouverneur de la BCEAO, Abidjan (République de Côte d'Ivoire) ;

M. Maïna Boukar MOUSSA, Vice-Président du Groupe d'Etudes et de Recherches pour le Développement Economique et Social (GERDES), Niamey (République du Niger) ;

M. Adama DIAW, Professeur Titulaire de Sciences Economiques, Directeur de l'Ecole Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société à l'Université Gaston Berger, Saint-Louis (République du Sénégal).



COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

au 31 décembre 2017

PRESIDENT : M. Tiémoko Meyliet KONE,

Gouverneur de la BCEAO.

République du Bénin

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Burkina Faso

M. Naby Abraham OUATTARA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

République de Côte d'Ivoire

M. Konan Jacques ASSAHORE, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

République de Guinée-Bissau

M. Mamadu BALDE, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

République du Mali

M^{me} SIDIBE Zamilatou CISSE, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances.

République du Niger

M. Taher HASSANE, Directeur Général de l'Inspection Générale des Finances.

République du Sénégal

M. Adama Racine SOW, Trésorier Général, Agent Comptable Central de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor.

République Togolaise

M. Sévon-Tépé Kodjo ADEDZE, Commissaire Général par intérim (Office Togolais des Recettes).

République Française

Monsieur Samuel GOLDSTEIN, Chef du Bureau chargé de l'Afrique subsaharienne et de l'Agence Française de Développement à la Direction Générale du Trésor,



COMPOSITION DU COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

au 31 décembre 2017

PRESIDENT : M. Adama Racine SOW,

Trésorier Général, Agent Comptable Central de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor, République du Sénégal.

République du Bénin

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

République du Niger

M. Taher HASSANE, Directeur Général de l'Inspection Générale des Finances.

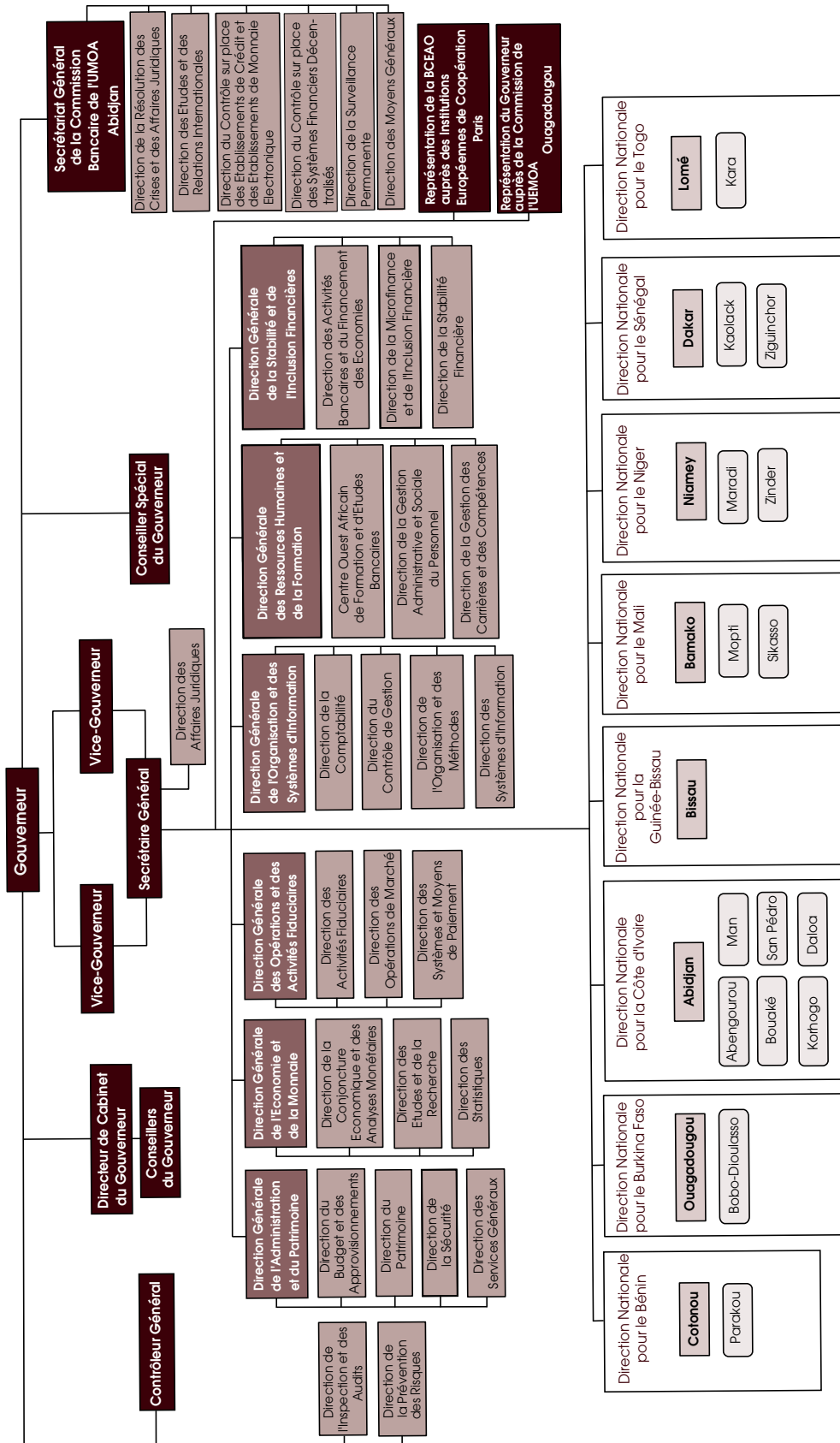
République du Sénégal

M. Adama Racine SOW, Trésorier Général, Agent Comptable Central de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor.

République Togolaise

M. Sévon-Tépé Kodjo ADEDZE, Commissaire Général par intérim (Office Togolais des Recettes).

ORGANIGRAMME DE LA BCEAO AU 31 DECEMBRE 2017



BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

au 31 décembre 2017

GOUVERNEUR	: M. Tiémoko Meyliet KONE
VICE-GOUVERNEUR	: M. Jean-Baptiste M. P. COMPAORE
VICE-GOUVERNEUR	: M. Mamadou DIOP
Secrétaire Général	: M. Abdoulaye SECK
Directeur de Cabinet	: M. Siriki KONE
Conseiller Spécial du Gouverneur	: M. Oumar Tatam LY
Conseiller du Gouverneur	: M. Jean-Baptiste Ayayé AMAN

CONTROLE GENERAL

Contrôleur Général	: M. Jean-Baptiste Ayayé AMAN
Conseillers du Contrôleur Général	: M. Kadjémna Guy GO-MARO M. Oumar KABO

DIRECTIONS GENERALES

Directeur Général de l'Administration et du Patrimoine	: M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	: M. Ismaila DEM
Directeur Général des Opérations et des Activités Fiduciaires	: M. Armand BADIÉL
Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	: M ^{me} Aminata FALL NIANG
Directeur Général des Ressources Humaines et de la Formation	: M ^{me} Akouélé Sylviane MENSAH
Directeur Général de la Stabilité et de l'Inclusion Financières	: M. Ousmane SAMBA MAMADOU

CONSEILLERS DES DIRECTEURS GENERAUX

Conseiller du Directeur Général de l'Administration et du Patrimoine	: M. Ibrahima SYLLA
Conseiller du Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	: M. Bassambié BATIONO
Conseiller du Directeur Général des Opérations et des Activités Fiduciaires	: M. Bwaki KWASSI
Conseiller du Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	: M. Coulibaly HORO
Conseiller du Directeur Général des Ressources Humaines et de la Formation	: M. Abdoulaye TRAORE
Conseiller du Directeur Général de la Stabilité et de l'Inclusion Financières	: vacant

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur du Budget et des Approvisionnements	: M. Fama Adama KEÏTA
Directeur du Patrimoine	: M. Ali SEINI OUMAR
Directeur de la Sécurité	: vacant

Directeur des Services Généraux	: M. Emmanuel Junior ASSILAMEHOO
Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	: M. Sourou Antonin DOSSOU
Directeur des Etudes et de la Recherche	: vacant
Directeur des Statistiques	: M. Madani TOURE
Directeur des Activités Fiduciaires	: M. Djibril CAMARA
Directeur des Opérations de Marché	: M. Mahamane Alassane TOURE
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	: M ^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Directeur de la Comptabilité	: M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur du Contrôle de Gestion	: M. Kora LILIOU
Directeur de l'Organisation et des Méthodes	: M. Jean-François JOSSOU
Directeur des Systèmes d'Information	: M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Directeur du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	: M ^{me} Aminata HAIDARA
Directeur des Affaires Juridiques	: vacant
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	: M ^{me} Marie Evelyne SEABE
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	: M. Mohamed Almountaka ALFIDJA
Directeur des Activités Bancaires et du Financement des Economies	: vacant
Directeur de la Microfinance et de l'Inclusion Financière	: M. Patrick KODJO
Directeur de la Stabilité Financière	: M. Habib THIAM
Directeur de l'Inspection et des Audits	: M. Kadjemna Guy GO-MARO
Directeur de la Prévention des Risques	: M. Sama MAMANE

REPRESENTATIONS

Représentant Résident du Gouverneur auprès de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	: M. Charles Luanga KI-ZERBO
Représentant de la BCEAO auprès des Institutions Européennes de Coopération	: vacant

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	: M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO
Directeur National pour le Burkina Faso	: M. Charles Luanga KI-ZERBO
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	: M. Chalouho COULIBALY
Directeur National pour la Guinée-Bissau	: M ^{me} Helena Maria José NOSOLINI EMBALO
Directeur National pour le Mali	: M. Konzo TRAORE
Directeur National pour le Niger	: M. Maman Laouane KARIM
Directeur National pour le Sénégal	: M. Ahmadou Al Aminou LO
Directeur National pour le Togo	: M. Kossi TENOU

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Secrétaire Général	: M ^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA
Secrétaire Général Adjoint	: M. Antoine TRAORE

ADRESSES DES DIFFERENTS SITES DE LA BCEAO

SIEGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA - Boîte Postale : n° 3108 - Dakar
Téléphone : (221) 33 839 05 00 - Télécopie : (221) 33 823 93 35 et 33 822 61 09
Site internet : <http://www.bceao.int> ; Courriel : courrier.bceao@bceao.int

BENIN

Cotonou

Avenue Jean-Paul II
01 Boîte Postale : n° 325 RP
Téléphone : (229) 21 36 46 00/21 31 24 66/21 31 24 67
Télécopie : (229) 21 31 24 65
Courriel : courrier.BDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Symphorien AGBESSADJI

Parakou

Boîte Postale : n° 201
Téléphone : (229) 23 61 03 25
Télécopie : (229) 23 61 10 91
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Grégoire DAGBA

BURKINA

Ouagadougou

Avenue Gamal Abdel NASSER
Boîte Postale : 01 BP 356
Téléphone : (226) 25 49 05 00/ 25 30 60 15
Télécopie : (226) 25 31 01 22
Courriel : courrier.CDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Adama SANKARA

Bobo-Dioulasso

Avenue Mamadou KONATE
Boîte Postale : n° 603
Téléphone : (226) 20 97 04 44
Télécopie : (226) 20 97 04 58
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ibrahim DIABY-KASSAMBA

COTE D'IVOIRE

Abidjan

Av. Abdoulaye FADIGA angle Bd. Roussel
Boîte Postale : 01 1769 ABIDJAN 01
Téléphone : (225) 20 20 84 00
Télécopie : (225) 20 22 00 40
Courriel : courrier.ADN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Yao Magloire KONAN

Abengourou

Boîte Postale : n° 905
Téléphone : (225) 35 91 37 15
Télécopie : (225) 35 91 31 76
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Georges DIAW

Bouaké

Boîte Postale : n° 773
Téléphone : (225) 31 63 33 13 et 31 63 33 14
Télécopie : (225) 31 63 38 31
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Issouf OUATTARA

Daloa

Boîte Postale : n° 46
Téléphone : (225) 32 78 38 85
Télécopie : (225) 32 78 13 10
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Madigbè KABA

Korhogo

Boîte Postale : n° 54
Téléphone : (225) 36 86 01 10 et 36 86 01 11
Télécopie : (225) 36 86 15 30
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ningou Jacques HLYN GNELBIN

Man

Boîte Postale : n° 1017
Téléphone : (225) 33 79 02 67
Télécopie : (225) 33 79 02 28
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Assémian Noël ACKAH

San Pedro

Boîte Postale : n° 387
Téléphone : (225) 34 71 21 84
Télécopie : (225) 34 71 24 48
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Banga Mian AMOIKON

GUINEE-BISSAU

Bissau

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátria
Boîte Postale : n° 38
Téléphone : (245) 44 325 63 25 / 44 321 55 48
Télécopie : (245) 44 325 63 00
Courriel : courrier.SDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : Lassana SAMBU

MALI

Bamako

94, Avenue Moussa TRAVELE
Boîte Postale : n° 206
Téléphone : (223) 20 70 02 00 / 20 22 25 41/2022 54 06
Télécopie : (223) 20 22 47 86

Courriel : courrier.DDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Bazoumana
TRAORE

Mopti

Komoguel II, route de Sévaré
Boîte Postale : n° 180
Téléphone : (223) 20 21 01 02
Télécopie : (223) 21 43 05 07
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Amadou Boucari CISSE

Sikasso

Rue Mamadou TRAORE
Boîte Postale : n° 453
Téléphone : (223) 21 62 00 77
Télécopie : (223) 21 62 08 79
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ibrahima TOURE

NIGER

Niamey

Rue de l'Uranium
Boîte Postale : n° 487
Téléphone : (227) 20 72 33 30 / 20 72 33 40
Télécopie : (227) 20 73 47 43
Courriel : courrier.HDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Abdourahmane
ABOUBACAR ABANI

Maradi

Boîte Postale : n° 265
Téléphone : (227) 20 41 00 96
Télécopie : (227) 20 41 00 45
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Daouda BOUKARI

Zinder

Boîte Postale : n° 133
Téléphone : (227) 20 51 00 94
Télécopie : (227) 20 51 07 24
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Abibou MOUSSA

SENEGAL

Dakar

Boulevard du Général De Gaulle x Triangle Sud
Boîte Postale : n° 3159
Téléphone : (221) 33 889 45 45
Télécopie : (221) 33 823 57 57
Courriel : courrier.KDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. François Etienne
Déthié SENE

Kaolack

Boîte Postale : n° 79
Téléphone : (221) 33 938 40 00

Télécopie : (221) 33 941 33 23
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Babacar SENE

Ziguinchor

Boîte Postale : n° 317
Téléphone : (221) 33 991 10 39 / 33 938 80 35
Télécopie : (221) 33 991 16 59
Chef de l'Agence Auxiliaire : M^{me} Awa BA CAMARA

TOGO

Lomé

Rue Abdoulaye FADIGA
Boîte Postale : n° 120
Téléphone : (228) 22 21 53 84
Télécopie : (228) 22 21 76 02
Courriel : courrier.TDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Kodjo SEDJRO

Kara

Boîte Postale : n° 75
Téléphone : (228) 26 60 60 79
Télécopie : (228) 26 60 62 69
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Komi Denyo KOWU

REPRESENTATION DU GOUVERNEUR AUPRES DE LA COMMISSION DE L'UEMOA

Avenue Gamal Abdel NASSER, Ouagadougou,
Burkina Faso
Boîte Postale : 64 OUAGADOUGOU 01
Téléphone : (226) 50 31 61 01 / 50 30 60 15 / 14
Télécopie : (226) 50 30 63 76
Courriel : courrier.Z03@bceao.int

REPRESENTATION DE LA BCEAO AUPRES DES INSTITU- TIONS EUROPEENNES DE COOPERATION

29, rue du Colisée, 75008 Paris, France
Téléphone : (33) 1 42 25 71 60
Télécopie : (33) 1 42 56 00 37
Courriel : bceao@paris-bceao.org

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Boulevard Botreau Roussel (rue privée CRRAE-
UMOA) 01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 20 25 57 57
Fax : (225) 20 22 45 52
Site web : www.bceao.int
Email : courrier.z02sg@bceao.int



Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest



MESSAGE DU GOUVERNEUR

L'activité économique internationale s'est raffermie en 2017, marquée par un regain de dynamisme dans les pays industrialisés, ainsi que dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement. Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est ainsi établi à 3,7% en 2017, après une réalisation de 3,2% en 2016.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la relance économique amorcée en 2012 s'est maintenue. L'activité a été soutenue par la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, la bonne tenue de la production agricole et l'essor des services. En termes réels, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, a progressé de 6,7% en 2017, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti relativement modéré à 0,8% en 2017, contre 0,3% en 2016.

Dans ce contexte, la politique monétaire de la Banque Centrale est demeurée accommodante, afin de soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres.

La BCEAO a ainsi maintenu son principal taux directeur, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité, à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013, dans un environnement de faible inflation.

Par ailleurs, la Banque Centrale a poursuivi ses efforts pour approfondir et diversifier le système financier. Elle a ainsi assuré l'élargissement de la gamme des produits et instruments destinés à soutenir le financement des économies, en mettant l'accent sur la promotion du crédit-bail, du capital-investissement, de l'affacturage, et de la finance participative, notamment la finance islamique.

L'Institut d'émission a également poursuivi la mise en œuvre de ses projets visant le renforcement de la solidité du système bancaire, à travers l'amélioration de la réglementation et de la supervision bancaire et financière, aux fins de les aligner sur les standards internationaux.

Dans ce cadre, un nouveau dispositif prudentiel conforme aux normes de Bâle II et III, ainsi qu'un nouveau plan comptable bancaire (PCB) sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Ce nouvel environnement comptable et réglementaire devrait consolider la transparence, de même que la confiance des agents économiques dans le système bancaire et accroître la qualité ainsi que le volume des fonds propres exigés pour la couverture des risques par les établissements de crédit. Il devrait ainsi contribuer à l'amélioration de la résilience de ces institutions et à l'augmentation de leurs capacités à financer l'économie.

Les efforts déployés, à travers les différents chantiers entrepris, seront poursuivis et amplifiés pour accroître la solidité du système bancaire et financier de l'Union et améliorer les conditions de financement de l'économie, afin de soutenir la dynamique de croissance forte, impulsée par les Etats membres de l'Union.

**Le Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,**

Président du Conseil d'Administration

VUE D'ENSEMBLE

L'environnement économique et financier international a été marqué, en 2017, par un regain de dynamisme dans les pays industrialisés, ainsi que dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement. Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en janvier 2018, le produit intérieur brut mondial progresserait de 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016.

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'expansion amorcée en 2012 s'est maintenue, à la faveur de la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, de la bonne tenue de la production agricole, de l'essor des services et de l'amélioration de la conjoncture internationale. En termes réels, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, progresserait de 6,7% en 2017, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 0,8% en 2017 contre une réalisation de 0,3% en 2016. Cette hausse est imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires locaux, atténuée par la poursuite de la détente des coûts des communications et le maintien des prix à la pompe des carburants dans la plupart des pays, malgré l'augmentation des cours du pétrole brut.

Quant au profil des finances publiques des Etats membres de l'Union, le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 3.090,9 milliards à fin décembre 2017, contre 2.659,8 milliards un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit a enregistré une détérioration de 0,3 point pour se situer à 4,7% en 2017, consécutive à la hausse de 0,6 point des dépenses totales entre 2016 et 2017, atténuée par l'augmentation de 0,4 point des recettes totales et dons.

Sur la base des dernières données disponibles, l'encours global de la dette extérieure des Etats membres de l'Union, à fin décembre 2016, s'est situé à 15.570,1 milliards de francs CFA contre 14.003,0 milliards de francs CFA à fin décembre 2015, soit une hausse de 11,2%. Le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB est ressorti à 26,4% en 2016 contre 25,9% un an plus tôt.

Le déficit du compte courant ressortirait à 6,5% du PIB, en hausse de 1,3% par rapport à l'année précédente, en ligne avec l'aggravation du déficit de la balance des biens et services ainsi que du compte du revenu primaire. Au total, la situation des échanges extérieurs de l'Union se caractériserait en 2017, par un solde global excédentaire de 627,0 milliards, après un déficit de 946,8 milliards en 2016. Cette nette amélioration résulterait d'une augmentation des entrées nettes au titre des comptes de capital et financier, partiellement compensée par la détérioration du déficit courant.

A fin décembre 2017, les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 332,8 milliards par rapport à fin décembre 2016, pour ressortir à 4.029,6 milliards. Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 654,9 milliards en un an pour se situer à 7.184,2 milliards à fin décembre 2017 contre 6.529,4 milliards à fin décembre 2016. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est amélioré en s'établissant à 73,4% contre 68,2% en décembre 2016.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 2.298,7 milliards ou 9,9%, par rapport à son niveau à fin décembre 2016, pour se situer à 25.413,1 milliards. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur les administrations publiques centrales (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

Les créances nettes des institutions monétaires sur les administrations publiques centrales se sont établies à 6.896,0 milliards à fin décembre 2017, en hausse de 508,8 milliards par rapport à leur niveau à fin décembre 2016.

Les concours des institutions de dépôt à l'économie se sont accrus, au terme des douze mois de l'année 2017, de 1.789,9 milliards ou 10,7%, pour s'établir à 18.517,1 milliards à fin décembre 2017, après 16.727,2 milliards à fin décembre 2016. En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 1.708,4 milliards ou 7,5%, pour ressortir à 24.425,7 milliards à fin décembre 2017.

Dans un contexte d'inflation modérée, la BCEAO a maintenu inchangé à 2,50%, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013, afin de mieux soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres. Elle a également maintenu inchangé, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal, fixé à 4,50%, depuis le 16 décembre 2016.

L'activité a été globalement bien orientée sur les marchés des capitaux de l'Union, au cours de l'année 2017. Au niveau du marché monétaire, l'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 3.845,0 milliards à fin décembre 2017, contre 3.000,0 milliards à fin décembre 2016, soit une progression de 845,0 milliards (+28,2%) d'une année à l'autre. Sur le marché interbancaire, l'encours moyen des prêts s'est situé à 497,4 milliards à fin décembre 2017 contre 381,5 milliards en décembre 2016. Au niveau du marché régional de la dette publique, l'encours global des titres publics est ressorti à 9.629,9 milliards ou 14,5% du PIB à fin décembre 2017, contre 8.621,4 milliards ou 14,6% du PIB à fin décembre 2016.

Au plan de la gestion des signes monétaires, les mouvements aux guichets de la Banque Centrale ont porté sur un total de 4.830,5 millions de billets et pièces de monnaie en 2017 contre 4.853,8 millions d'unités l'année précédente, soit une baisse de 0,48%. Comparée à 2016, la part des billets dans la circulation fiduciaire est restée quasiment stable à 97,3%.

Au niveau de la coopération internationale, les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées, à fin décembre 2017, par des entrées nettes de ressources de 143,25 millions de DTS contre 23,6 millions de DTS un an plus tôt. Les charges supportées par la BCEAO à fin décembre 2017, dans le cadre des opérations avec le FMI, se sont chiffrées à 4,62 millions de DTS (3.697,53 millions de francs CFA) contre 0,5 million de DTS (401,8 millions de francs CFA) l'année précédente.

Sur le plan du fonctionnement de la Banque Centrale, au cours de l'exercice 2017, les Organes de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et les Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement s'est réunie en session extraordinaire le 10 avril 2017 à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire.



Le Conseil des Ministres a tenu quatre (4) sessions ordinaires et une session extraordinaire. Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a organisé quatre (04) réunions ordinaires, et le Conseil d'Administration de la BCEAO, deux (02) sessions ordinaires.

La Banque Centrale a poursuivi ses initiatives, en vue de l'élargissement de la gamme de produits destinés à soutenir le financement des économies, à travers la promotion du crédit-bail, du capital-investissement, de la finance islamique et de l'affacturage. En outre, elle a engagé des actions pour la mise en place d'une Autorité de résolution des crises bancaires, et l'alignement du dispositif prudentiel de l'Union sur les standards internationaux, avec l'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III. Ces réaménagements ont été parachevés par l'adoption, par le Conseil des Ministres, de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA révisée, pour la mettre en cohérence avec les récentes décisions visant à renforcer le cadre réglementaire de supervision et de régulation du système bancaire et financier de l'Union.

En outre, l'Institut d'émission a poursuivi la mise en œuvre de projets structurants, issus du Plan Stratégique 2016-2018, visant principalement à améliorer la gouvernance et le management de son Système d'Information, à renforcer la sécurité des infrastructures de traitement et des réseaux informatiques, ainsi qu'à accroître la résilience aux cyberattaques.

En conformité avec le dispositif de suivi en vigueur, le Comité de Pilotage du Plan Stratégique 2016-2018 de la BCEAO a également procédé, sur la base d'un cadre de reporting trimestriel, à l'examen de l'état d'avancement des projets mis en œuvre, au cours de l'exercice 2017. Globalement, les projets stratégiques des Structures de la Banque ont été correctement pris en charge. En outre, une actualisation des diagnostics stratégiques a été initiée afin d'identifier d'éventuels nouveaux enjeux susceptibles d'avoir un impact sur la vision stratégique de la Banque Centrale.

Parallèlement, les travaux visant la consolidation des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques de la Banque Centrale se sont poursuivis, à l'aune des standards internationaux. Les actions menées, ont, en particulier, porté sur la mise en place de la base d'incidents, la mise à jour de la cartographie des risques et des outils de management de la continuité d'activité ainsi que sur le renforcement de la sécurité du système d'information. Les différentes activités de contrôle (contrôle des opérations et contrôle externe) ont été régulièrement conduites au niveau des structures opérationnelles de la Banque.

Par ailleurs, à la suite de l'entrée en vigueur de la version 2015 de la norme ISO 9001, la Banque Centrale a entrepris d'assurer, au cours de l'année 2017, l'adaptation de son système de management de la qualité (SMQ) à l'évolution des exigences de ce référentiel. Dans ce cadre, elle a soumis son dispositif à un audit de transition marquant la fin du processus d'évolution vers la nouvelle version de la norme applicable. Cet audit, intervenu du 31 juillet au 4 août 2017, a conclu à la conformité du SMQ de la Banque Centrale à la norme ISO 9001:2015.

Au 31 décembre 2017, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'établit à 3.633 agents contre 3.505 à fin décembre 2016. Cet effectif est constitué de 3.580 agents en activité sur les sites de la BCEAO et de 53 agents en position de détachement ou de disponibilité.

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international a été marqué, en 2017, par l'augmentation notable de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Cette conjoncture favorable a permis d'atténuer les conséquences des incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit et des mesures de relance aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la reprise de l'économie mondiale, entamée à fin 2016, s'est renforcée. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016. L'accélération de la croissance est imputable au regain de dynamisme observé dans les pays avancés, notamment aux Etats-Unis, en Zone euro et au Japon, ainsi qu'au redressement des activités économiques dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement, principalement la Chine, le Brésil et la Russie.

1.1.1 - Activité économique dans les grands pays industrialisés

Dans les **pays industrialisés**, la croissance économique s'est accrue de 2,3% en 2017, après 1,7% en 2016, en raison notamment des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la bonne tenue de la demande intérieure. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB réel s'est située à 2,3% en 2017, après 1,5% en 2016, en relation avec la vigueur de la demande intérieure et de l'investissement ainsi que le rebond des activités des entreprises du secteur de l'énergie. Dans la Zone euro, la progression du PIB s'est élevée à 2,4% en 2017, après une réalisation de 1,8% en 2016. L'accélération de la croissance s'explique essentiellement par le regain de dynamisme des exportations, dans un contexte marqué par le renforcement des échanges commerciaux mondiaux et la vigueur de la

demande intérieure, tirée par des conditions financières accommodantes ainsi que l'apaisement des risques politiques. En ce qui concerne le Royaume-Uni, le taux d'expansion économique est ressorti à 1,7% en 2017 contre 1,9% en 2016, du fait de la baisse de la consommation des ménages, affectée par les effets négatifs de la dépréciation de la livre sterling sur le revenu réel. Au Japon, la croissance s'est située à 1,8% en 2017, en nette accélération par rapport à son niveau de l'année 2016 (+0,9%). Cette expansion est liée au raffermissement de la demande mondiale et aux mesures budgétaires prises par les Autorités de ce pays pour renforcer la croissance.

1.1.2 - Activité économique dans les pays émergents et en développement

Dans les **pays émergents et en développement**, le taux de croissance économique est ressorti en hausse à 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016, du fait notamment de l'amélioration de la demande intérieure, du regain de dynamisme dans les pays importateurs de matières premières et de la conjoncture favorable dans les grands pays exportateurs de pétrole. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 6,8% en 2017, après 6,7% en 2016, en liaison notamment avec le maintien d'une politique expansionniste par les Autorités de ce pays. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,7% en 2017, après 7,1% en 2016. Ce fléchissement est imputable à l'impact persistant de l'échange des billets, ainsi qu'à l'incertitude liée à la mise en place de la taxe nationale sur les biens et services, au milieu de l'année. Le Brésil a renoué avec une croissance positive de 1,1% en 2017, après une contraction de 3,5% en 2016. Le rebond ainsi observé est attribuable à la bonne tenue des exportations et de la demande intérieure. En Russie, avec le redressement de la demande intérieure et extérieure ainsi que la remontée des cours du pétrole,

l'activité économique a crû de 1,8% en 2017, après un léger repli de 0,2% en 2016.

En **Afrique subsaharienne**, le taux de progression de l'économie s'est établi à 2,7% en 2017, en nette accélération par rapport à celui de 2016 (+1,4%), soit le plus bas niveau atteint depuis plus de vingt ans. Le regain de dynamisme ainsi observé est lié au redressement de la croissance des pays exportateurs de produits de base, aux effets de la mise en œuvre de mesures d'ajustement structurel et de la remontée des prix du pétrole. Les performances de certaines grandes économies de la région se sont ainsi nettement améliorées, notamment celles du Nigeria, de l'Afrique du Sud et des Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Au Nigeria, l'activité s'est renforcée de 0,8% en 2017 après un repli de 1,6% en 2016, soutenue par la hausse de la production du pétrole et le regain de dynamisme du secteur agricole. Cette tendance a été atténuée par les incertitudes liées à l'exécution de la politique économique, la segmentation du marché des changes tributaire des actions de la banque centrale et les fragilités du système bancaire. En Afrique du Sud, la croissance s'est accélérée pour s'établir à 0,9% en 2017, après 0,3% en 2016, portée par le redressement des prix des produits exportés et la bonne tenue de la production agricole. Toutefois, la montée de l'incertitude politique, affectant la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise, a exercé un effet modérateur. Dans la Zone CEMAC, la croissance est ressortie positive à 1,7% en 2017, après une baisse de 0,3% notée en 2016. Cette situation est liée à la reprise des cours du pétrole et à la mise en œuvre des programmes économiques appuyés par le Fonds Monétaire International (FMI).

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse. Les conditions monétaires

et financières se sont assouplies, en liaison avec la bonne tenue de l'activité économique dans les principaux pays avancés et la normalisation progressive de la politique monétaire aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

En moyenne, les principaux indices de la bourse de New York, le Dow Jones et le Nasdaq, se sont accrus, respectivement de 21,4% et 22,4% par rapport à l'année précédente. Le regain de dynamisme de l'économie américaine, notamment aux deuxième et troisième trimestres, les efforts de reconstruction après le ravage des ouragans et la mise en œuvre des mesures de relance budgétaire expliquent l'essentiel de la hausse sur les marchés financiers américains. Au Japon, l'indice Nikkei s'est renforcé de 18,7% pour ressortir à un niveau moyen de 20.084,4 points en 2017, en lien avec le regain des exportations, la bonne tenue de la demande intérieure et l'optimisme accru des investisseurs avec la réélection des Autorités en place. Dans la Zone euro, l'indice EuroStoxx 50 s'est conforté de 470,9 points par rapport à son niveau moyen de 2016 pour s'établir à 3.477,8 points en 2017. De même, au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 s'est renforcé de 14,0% pour se situer à 7.378,0 points en 2017.

Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont connu des évolutions haussières, en relation avec les bonnes perspectives de croissance et la reprise des cours des matières premières. Ainsi, les indices NSE du Nigeria et GSE du Ghana ont enregistré des accroissements respectifs de 19,6% et 15,4%. En outre, l'indice phare de l'Afrique du Sud, le FTSE / JSE All Share, a augmenté de 6,5%, dans un contexte de reprise de l'activité économique, tirée par celle de la demande mondiale et le regain de dynamisme du secteur agricole. Toutefois, l'insuffisance de la production d'énergie et les risques socio-politiques ont atténué le profil haussier du marché financier sud-africain.

S'agissant des **produits de base**, la reprise de la demande mondiale ainsi que les actions concertées des principaux produc-

teurs visant la réduction de l'offre ont redynamisé les marchés des matières premières. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, une hausse des prix des produits énergétiques de 22,2%, des produits industriels de 12,1% et des produits alimentaires de 3,9%.

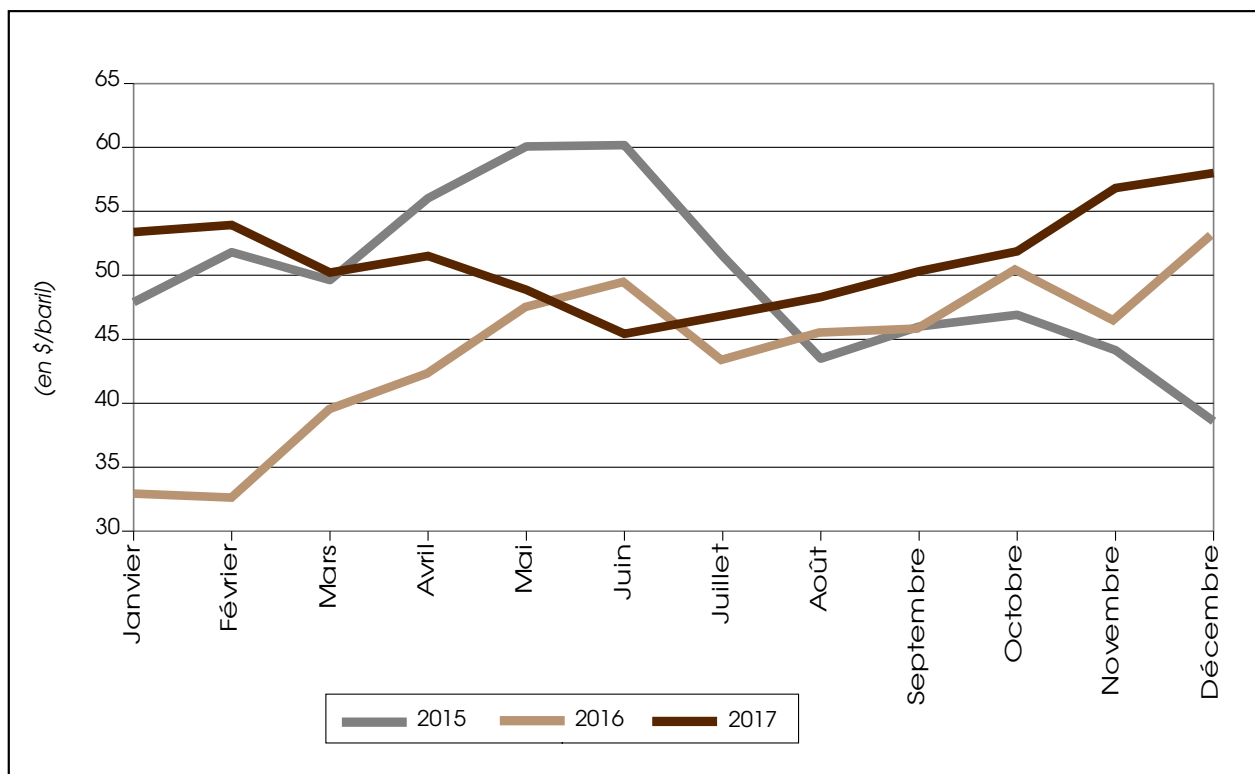
Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du cacao et de l'huile de palmiste qui ont baissé respectivement de 29,8% et 4,6%. Les hausses les plus importantes ont été observées au niveau de la noix de cajou (+19,8%), du caoutchouc (+18,9%), du pétrole (+15,4%), du café robusta (+14,7%) et du coton (+10,9%).

Les prix du caoutchouc ont été soutenus principalement par le raffermissement de la demande chinoise. Le renchérissement de la noix de cajou est lié au dynamisme de la demande, notamment celle en provenance du marché européen. Les prix du café ont

été portés par les inquiétudes sur la production mondiale, en liaison avec les épisodes de sécheresse et les attaques de cultures par des insectes au Brésil, premier producteur mondial, ainsi que par les intempéries au Vietnam, deuxième producteur mondial.

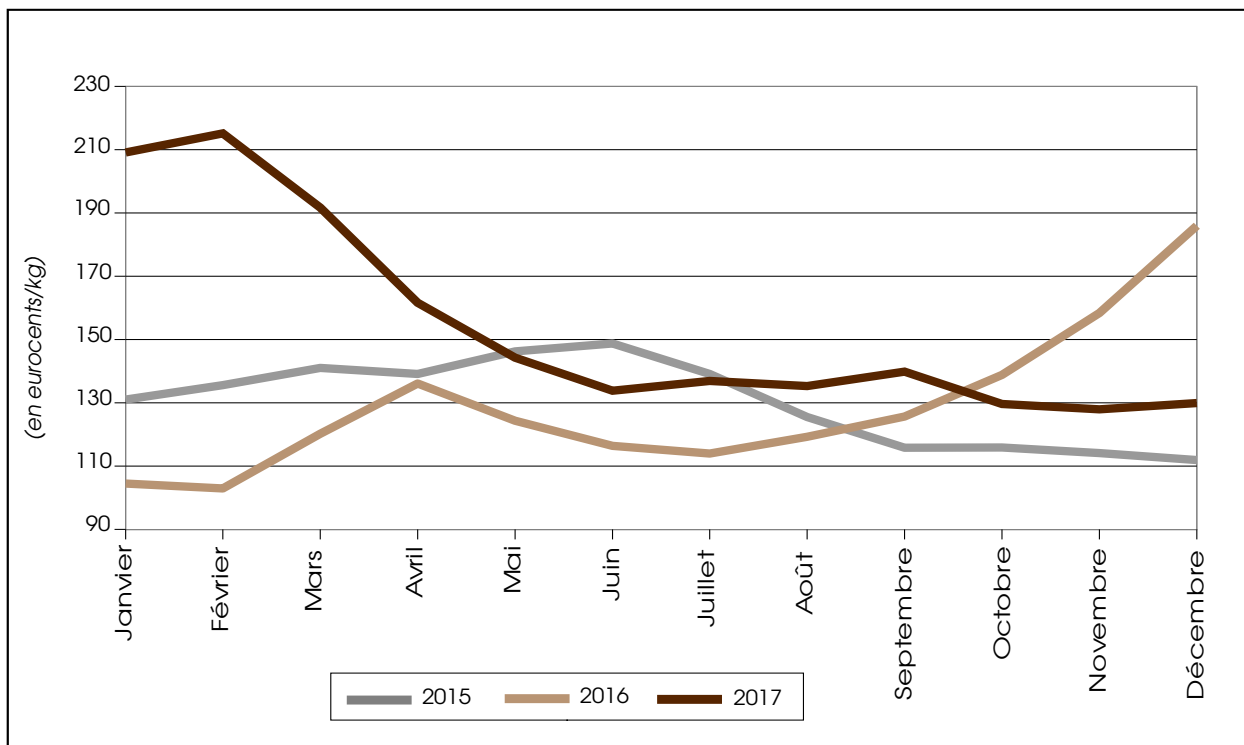
Les cours du pétrole ont entamé leur reprise, portés par les perspectives d'un rééquilibrage du marché. A cet égard, les dernières publications de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), font état d'une demande plus forte que prévu en 2017 et d'une baisse de la production mondiale. Les cours du coton se sont renforcés, en relation avec la vigueur de la demande mondiale. En revanche, les prix du cacao restent pénalisés par la hausse des approvisionnements face à une demande atone. Le recul des cours de l'huile de palmiste est imputable à la faiblesse de la demande, notamment des pays asiatiques, combinée à une offre excédentaire en provenance de la Malaisie, principal pays exportateur.

Graphique 1 : évolution des cours du pétrole (NYMEX)



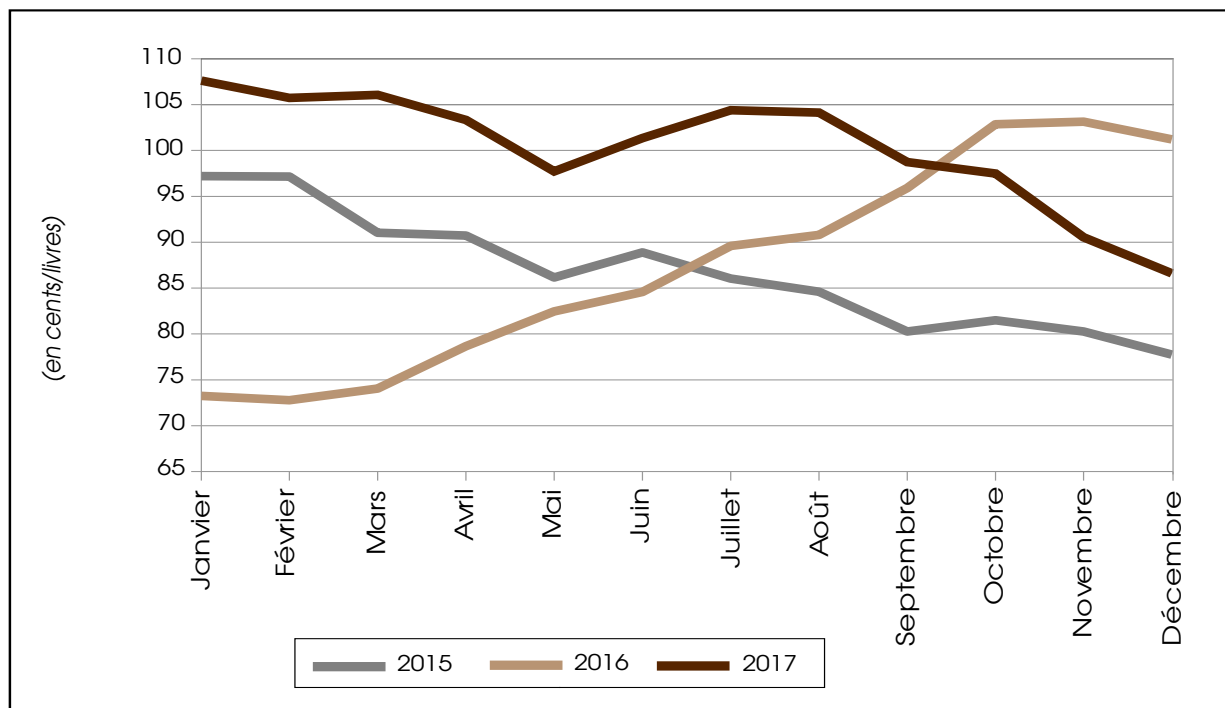
Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 2 : évolution des cours du caoutchouc



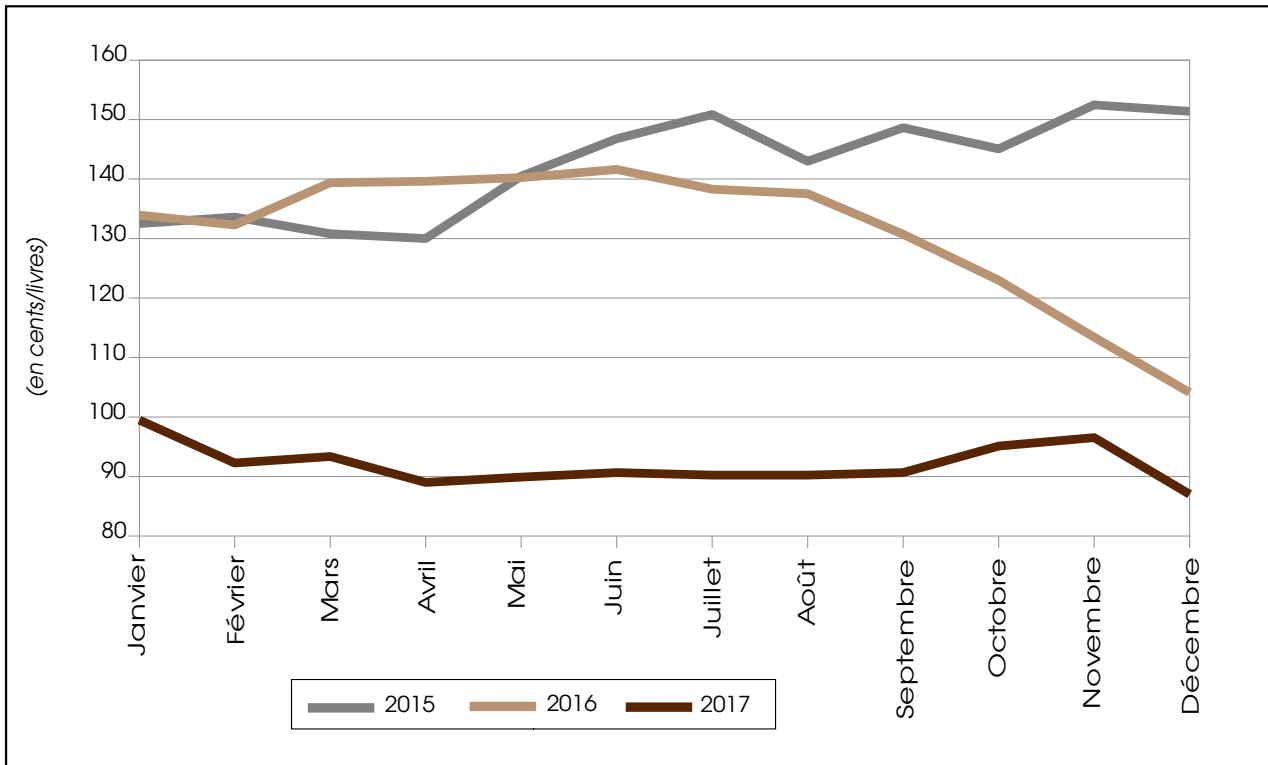
Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 3 : évolution des cours du café



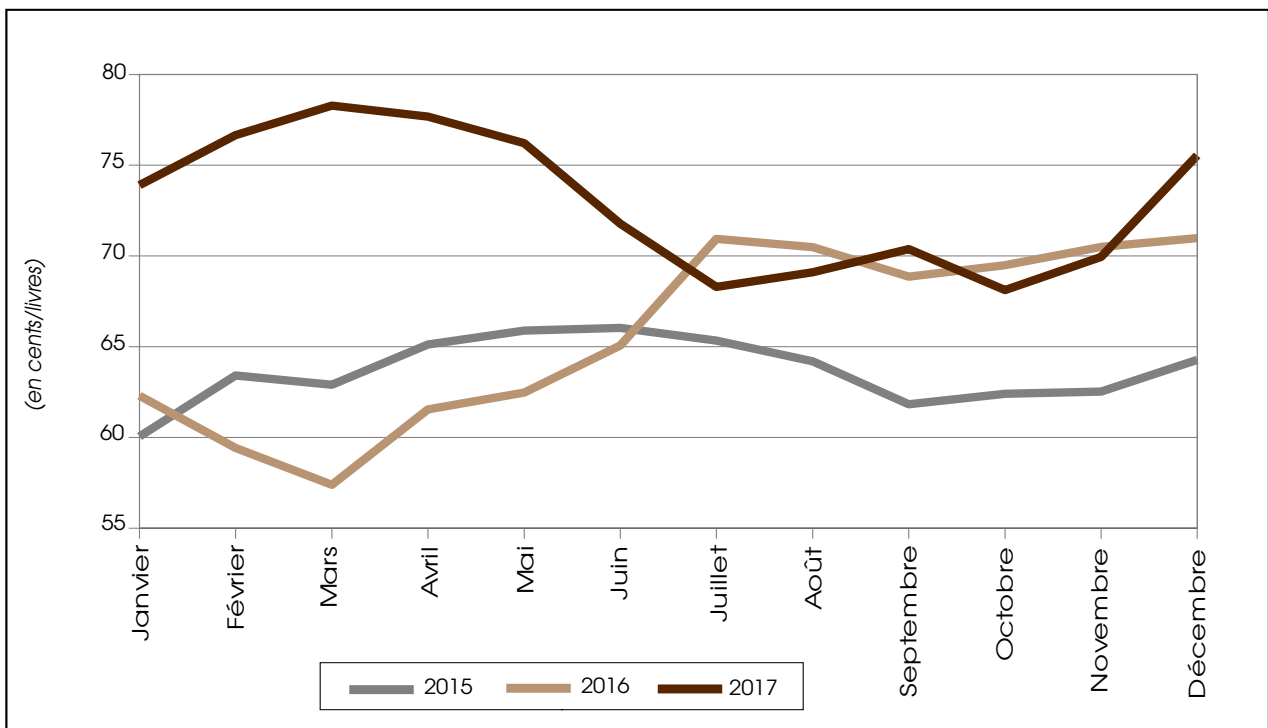
Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 4 : évolution des cours du cacao



Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 5 : évolution des cours du coton



Source : Reuters, BCEAO.

1.1.4 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

Au plan de la **politique monétaire**, dans un contexte de faible inflation mais en nette remontée, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire, à l'exception de la Réserve fédérale américaine (FED) qui a poursuivi la normalisation progressive de sa politique entamée depuis décembre 2015.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé sa politique monétaire inchangée en 2017. Elle a ainsi maintenu ses taux directeurs à leur niveau et a enclenché une baisse du montant mensuel de ses rachats d'actifs, à compter du mois d'avril 2017, dans le cadre de son programme d'assouplissement quantitatif (QE). Le taux des opérations principales de refinancement, principal instrument de la politique monétaire de la BCE, est resté stable à zéro, le taux de la facilité de dépôt à -0,40% et celui de prêt marginal à 0,25%. Quant à ses achats d'actifs, ils sont passés d'un montant mensuel de 80 milliards d'euros à fin 2016 à 60 milliards en avril 2017. Ce niveau sera ramené à 30 milliards d'euros à compter de janvier 2018. Les rachats d'actifs se poursuivront jusqu'en septembre 2018 et au-delà, si nécessaire.

Maintenant son optimisme concernant la solidité de l'économie américaine, la FED a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire au cours de l'année 2017. Les 15 mars, 14 juin et 13 décembre 2017, elle a relevé de 25 points de base la fourchette objectif de taux des fonds fédéraux pour la situer entre 1,25% et 1,50%. En augmentant les taux pour la quatrième fois depuis décembre 2015, la FED a fait preuve de confiance quant à la poursuite de la reprise économique aux Etats-Unis. Elle a ainsi relevé de 0,4 point à 2,5%, sa prévision de croissance pour 2017.

Pour sa part, la Banque du Japon (BoJ) a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire, y compris son engagement à maintenir les taux à long terme à un bas niveau. A cet effet, le taux de facilité de dépôt (-0,10%) et le programme d'achat d'actifs d'environ 80.000 milliards de yens par an sont restés inchangés. La BoJ a réitéré son engagement à piloter le taux de rendement des obligations à dix ans autour de zéro, grâce à des rachats d'actifs.

Malgré les incertitudes liées aux conséquences du Brexit pour l'économie britannique et les signaux d'une décélération des dépenses des ménages et de l'investissement des entreprises, la Banque d'Angleterre (BoE) a opté durant les dix premiers mois de l'année en faveur du maintien de son taux directeur. Cependant, le 2 novembre 2017, la BoE a imprimé, pour la première fois en dix ans, un modeste resserrement à sa politique monétaire, le taux d'intervention passant de 0,25% à 0,50%. Cette décision qui annule la baisse décidée en août 2016, est justifiée par la remontée de l'inflation dont le taux a atteint 3,2% en octobre, dépassant l'objectif de 2,0% de la BoE.

Au niveau des pays émergents, les principales banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire.

Après avoir augmenté de 10 points de base le taux d'intérêt de ses opérations de prise en pension pour le porter à 2,35%, et réduit de 26% le montant des liquidités injectées dans le système financier en début 2017, la Banque Centrale de Chine (PBoC) a relevé, durant le reste de l'année, une partie de sa grille de taux d'intérêt, afin d'éviter des sorties de capitaux et de préserver la stabilité du yuan au lendemain du resserrement de la politique monétaire de la FED. Ainsi, le taux de la facilité de crédit au jour le jour a été relevé de 20 points de base à 3,30%, tandis que les taux des crédits à sept jours et à un mois ont augmenté chacun de 10

points de base, se fixant respectivement à 3,45% et 3,80%.

La Banque Centrale de Russie a réduit à six reprises son taux directeur pour le ramener de 9,75% à 7,75% à fin 2017, en vue notamment de stabiliser la hausse des prix et d'éviter tout nouveau dérapage du rouble, comme celui causé à fin 2014 par l'effondrement des cours du pétrole et les sanctions dues à la crise ukrainienne. L'objectif de l'Institut d'émission est de ramener le taux directeur entre 6% et 7% d'ici deux ans.

En Inde, la Banque Centrale a abaissé, le 2 août 2017, son taux de référence de 25 points de base pour le ramener à 6,00%, en vue de soutenir la remontée de l'inflation vers la cible de 4,0%. Sur le reste de l'année, malgré le ralentissement de l'économie et la reprise de l'inflation, la Reserve Bank of India (RBI) a maintenu inchangée l'orientation de sa politique monétaire.

Au Brésil, la Banque Centrale a réduit à quatre reprises son taux directeur pour le ramener de 13,75% à 7,5% à fin 2017. Ces décisions visaient à relancer la croissance, dans un contexte de ralentissement de l'inflation, qui se situe désormais dans la fourchette de l'objectif officiel de 2,5% à 6,5%.

En Afrique du Sud, la Banque Centrale (SARB) a, pour la première fois depuis juillet 2012, réduit son taux directeur de 25 points de base pour le ramener à 6,75% en 2017. Cette mesure vise à relancer l'économie sud-africaine à travers le soutien à la demande intérieure dans un contexte d'atténuation des risques pesant sur la stabilité des prix.

Dans les pays en développement partenaires commerciaux de l'Union, les instruments de politique monétaire des banques centrales ont été modifiés en 2017. Ainsi, la Banque Centrale du Ghana a, au cours de

l'année, réduit de 500 points de base son principal taux directeur, le ramenant de 25,5% à 20,0%. Ces décisions sont justifiées par la baisse des pressions inflationnistes et la reprise de la croissance économique. En effet, le taux d'inflation de 19,0%, observé en 2016, converge progressivement vers l'objectif de 8,0% retenu par la Banque Centrale. Au Nigeria, la Banque Centrale (CBN) a, en 2017, maintenu son taux directeur à 14%, dans un contexte de baisse des pressions inflationnistes et de reprise des activités économiques. Toutefois, les Autorités monétaires ont défini une nouvelle politique d'intervention sur le marché des changes. Les règles mises en œuvre ont induit un relèvement du montant des injections de devises sur le marché des changes, afin de soutenir le naira et de satisfaire les besoins en devises des principaux acteurs économiques.

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a, en 2017, relevé le taux d'intérêt des appels d'offres de 50 points de base, pour le porter à 2,95%. Cette décision marque une rupture avec les séries de mesures de politique monétaire accommodante prises depuis 2015 pour soutenir le financement des économies des Etats de la CEMAC durement affectées par la chute des prix du pétrole. En outre, les Autorités monétaires ont réduit de 20% les objectifs de refinancement des banques de deux pays de la Zone CEMAC. La BEAC a également mis en place un dispositif d'apport de liquidité en urgence dans le contexte régional marqué par la vulnérabilité de la situation de trésorerie de plusieurs banques, subséquemment aux difficultés financières des Etats.

Sur les **marchés des changes**, la monnaie européenne s'est appréciée face aux principales devises en 2017, en liaison notamment avec la reprise économique et le tassement des risques politiques en Zone euro. Le cours de l'euro s'est accru de 2,0% pour s'établir à 1,129 dollar en 2017. La devise

européenne s'est également renforcée, par rapport à la livre sterling (+7,0%), au yen japonais (+5,3%) et au franc suisse (+2,0%).

Sur le marché ouest-africain, la monnaie des pays de la Zone UEMOA s'est valorisée par rapport aux principales devises de la sous-région en 2017, comparativement à la

situation de l'année 2016. En moyenne sur l'année 2017, 1.000 FCFA se sont échangés contre 7,5 cedis ghanéens, 80,4 dalasis gambiens, 12.803,2 leones sierra-leonais, 196,1 dollars libériens, 15.756,0 francs guinéens et 529,5 nairas nigériens. Sur une base annuelle, l'appréciation du franc CFA a varié entre 5,7% et 25,1% respectivement face au franc guinéen et au naira nigérian.

Tableau 1 : évolution des taux de change moyens annuels (unité de monnaie étrangère pour 1000 FCFA)

	Unité monétaire	2016	2017	Variation (%)
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	1,2142	1,2405	2,2
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	1,6870	1,7216	2,0
Franc suisse	(1 CHF)	1,6620	1,6946	2,0
Livre sterling	(1 GBP)	1,2484	1,3356	7,0
Yen japonais	(1 JPY)	183,4165	193,0836	5,3
Dalasi gambien	(1 DALASI)	74,3000	80,4029	8,2
Cedi ghanéen	(1 CEDI)	6,5914	7,5474	14,5
Franc guinéen	(1 FNG)	14 901,8280	15 756,0372	5,7
Dollar libérien	(1 DOLLAR)	159,1342	196,1487	23,3
Naira nigérian	(1 NAIRA)	423,3913	529,5063	25,1
Leone sierra-léonais	(1 LEONE)	10 571,9556	12 803,2349	21,1

Sources : BdF, AMAO, FMI, BCEAO.

Tableau 2 : évolution des taux de change moyens trimestriels (unité de monnaie étrangère pour 1000 FCFA)

ANNEE 2016		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	1,2083	1,2238	1,2198	1,2049
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	1,6796	1,7216	1,7020	1,6448
Franc suisse	(1 CHF)	1,6708	1,6710	1,6600	1,6462
Livre sterling	(1 GBP)	1,1741	1,1996	1,2951	1,3249
Yen japonais	(1 JPY)	193,6407	185,9624	174,2797	179,7831
Dalasi gambien	(1 DALASI)	70,8849	73,4700	77,2011	75,6442
Cedi ghanéen	(1 CEDI)	6,4516	6,6106	6,7048	6,5985
Franc guinéen	(1 FNG)	14 049,1565	15 353,6544	15 236,9945	14 967,5066
Dollar libérien	(1 DOLLAR)	151,3444	158,2802	163,1212	163,7910
Naira nigérian	(1 NAIRA)	329,9875	349,8000	512,6190	501,1586
Leone sierra-léonais	(1 LEONE)	9,676,3341	10 454,8000	10 565,4922	11 591,1961
ANNEE 2017		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	1,1986	1,2211	1,2704	1,2719
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	1,6232	1,6774	1,7904	1,7953
Franc suisse	(1 CHF)	1,6302	1,6518	1,7240	1,7722
Livre sterling	(1 GBP)	1,3107	1,3115	1,3680	1,3523
Yen japonais	(1 JPY)	184,4531	186,4818	198,7474	202,6522
Dalasi gambien	(1 DALASI)	73,3071	77,6339	85,8921	84,7785
Cedi ghanéen	(1 CEDI)	7,0852	7,1185	8,0988	7,8871
Franc guinéen	(1 FNG)	15 062,9362	15 193,8630	16 619,0564	16 148,2931
Dollar libérien	(1 DOLLAR)	167,4700	185,1358	212,6895	219,2994
Naira nigérian	(1 NAIRA)	495,3715	510,8139	563,8725	547,9674
Leone sierra-léonais	(1 LEONE)	11 767,1271	12 210,3554	13 719,0031	13 516,4538

Sources : BdF, AMAO, FMI, BCEAO.

1.1.5 - Emplois et inflation dans les pays industrialisés

Les demandes d'emplois ont diminué dans la plupart des pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage a baissé de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2016, en passant de 4,7% en décembre 2016 à 4,1% en décembre 2017. Dans la Zone euro, le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis 2009, en baissant de 9,3% en 2016 à 8,7% en novembre 2017. De même, au Japon, le nombre de demandeurs d'emploi s'est replié de 0,3 point de pourcentage, s'établissant à 2,7% en décembre 2017, soit son plus bas niveau depuis novembre 1993.

L'inflation globale a repris au cours de l'année 2017, sous l'effet de la remontée des cours des produits de base, notamment les prix du pétrole et des produits alimentaires. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation est ressorti à 1,7% en 2017, contre 0,8% en 2016, demeurant toutefois en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il s'est établi en moyenne à 4,1% en 2017 après 4,3% en 2016, dans un contexte d'assouplissement des politiques monétaires dans la plupart des pays émergents, en vue de soutenir l'activité économique, avec la baisse des pressions inflationnistes. En Afrique subsaharienne, l'inflation reste supérieure à 10% en 2017, localisée essentiellement au Nigeria, en Angola et au Ghana, du fait des effets persistants des chocs antérieurs dus à de fortes dépréciations des monnaies locales.

1.2 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

1.2.1 - Produit intérieur brut et évolution du secteur réel dans l'UEMOA

Le dynamisme économique amorcé depuis 2012 au sein de l'UEMOA s'est maintenu au cours de l'année 2017, à la faveur de

l'amélioration progressive de la conjoncture internationale et interne des Etats. En effet, l'Union a bénéficié, au plan international, du regain d'activités au Nigeria, principal partenaire commercial de certains de ses Etats membres ainsi que de la consolidation de l'activité dans les économies industrialisées et émergentes. Au niveau interne, les économies de la Zone ont été soutenues par l'apaisement progressif du climat sociopolitique et sécuritaire ainsi que par la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance.

Au terme de l'année 2017, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, selon les dernières estimations effectuées par les Services officiels, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016. L'expansion économique serait soutenue par la hausse de la production agricole, qui bénéficierait d'une pluviométrie satisfaisante et de la poursuite de l'exécution des projets visant à développer les filières agricoles. La croissance économique serait également tirée par le regain d'activités dans les industries extractives et manufacturières, en liaison notamment avec le raffermissement des productions de clinker, de ciment, de phosphates, de marbre, de zinc et d'or. Par ailleurs, le maintien d'un rythme soutenu des investissements publics et privés dans les infrastructures de base et l'accroissement de l'offre d'énergie électrique contribueraient à améliorer la performance économique de l'Union. En outre, la progression du PIB serait imputable à la bonne tenue des activités commerciales et des services, notamment les transports, les télécommunications et les services financiers.

Les contributions sectorielles s'élèveraient à 3,7 points pour le secteur tertiaire, principal pilier de la croissance économique, 1,5 point pour chacun des secteurs secondaire et primaire.

La croissance économique resterait robuste dans l'ensemble des Etats membres de

l'Union au cours de l'année 2017. Toutefois, les meilleures performances seraient enregistrées en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso où la croissance du PIB en volume ressortirait respectivement à 8,1%, 6,8% et 6,4%.

1.2.1.1 - Production agricole

La campagne agricole 2017/2018 a bénéficié, au plan climatique, de conditions favorables. Les prévisions saisonnières des caractéristiques agro-hydro-climatiques de la saison des pluies 2017, mises à jour par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) en juin et juillet 2017, laissent présager pour les pays de l'espace CILSS/CEDEAO, des cumuls pluviométriques normaux à excédentaires sur la majeure partie de la zone sahélo-soudanienne.

Au niveau de l'UEMOA, les premières estimations disponibles des Services officiels indiquent une augmentation de 6,1% de la production vivrière, évaluée à 61.148.843 tonnes. Cette progression serait principalement imputable aux tubercules (+6,5%) et aux céréales (+6,2%).

Comparées à la moyenne des cinq précédentes années, les récoltes en cours seraient en hausse de 18,3%.

Au titre des principales cultures d'exportation, les récoltes seraient également en hausse au cours de la campagne agricole 2017/2018, par rapport à la précédente campagne, sauf pour le café.

Les quantités de cacao récoltées s'élèveraient à 1.995.422 tonnes, en hausse de 21,3%, en raison essentiellement de la bonne tenue de la production en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial. Cette spéculation continuerait de profiter des actions initiées depuis quelques années par les Autorités en charge de la filière, dont notamment un meilleur encadrement technique et l'utilisation de variétés à fort rendement.

La production de coton graine enregistrerait une progression de 9,7%, en se situant à 2.472.794 tonnes, essentiellement imputable au Burkina Faso (+16,1%) et au Bénin (+8,5%). Ces résultats proviendraient de la pluviométrie satisfaisante enregistrée dans les zones de production et au maintien des mesures de soutien aux producteurs, notamment la mise à disposition des intrants et l'encadrement technique.

Les récoltes d'arachide s'établiraient à 3.083.045 tonnes, soit une augmentation de 6,7%, induite principalement par les productions du Sénégal (+8,0%), principal producteur de l'Union, du Niger (+7,4%), du Burkina (+6,5%) et du Mali (+4,3%).

La production de la noix de cajou enregistrerait une hausse de 3,7%, en se situant à 1.150.355 tonnes au cours de la campagne 2017/2018, en liaison avec des conditions climatiques favorables dans les zones de production en Côte d'Ivoire et au Bénin, respectivement premier producteur mondial et deuxième producteur de l'UEMOA.

La quantité de caoutchouc récoltée au cours de la campagne 2017/2018 serait de 394.583 tonnes, soit une expansion de 0,6%, sous l'effet de l'augmentation des superficies plantées.

En revanche, la production de café connaîtrait un repli de 61,1%, en ressortant à 47.711 tonnes, en liaison principalement avec un recul de la récolte, pour la deuxième année consécutive, en Côte d'Ivoire, sous l'effet de chocs climatiques, notamment le prolongement de l'harmattan.

1.2.1.2 - Production minière

Les statistiques disponibles sur les neuf premiers mois de l'année 2017 indiquent une baisse généralisée des extractions minières par rapport à la même période de l'année 2016, exception faite de la production d'or en Côte d'Ivoire et au Burkina.

L'extraction d'or est estimée sur l'année 2017 à 45.867,3 kg au Burkina Faso et à

26.000 kg en Côte d'Ivoire, en hausses respectives de 19,0% et 3,8% par rapport à 2016. Au Mali, premier producteur de l'UEMOA, la production cumulée à fin septembre 2017 s'est élevée à 35.201,4 kg, en baisse de 4,6% comparativement à fin septembre 2016. Au Niger, la diminution des extractions d'or sur les dix premiers mois de 2017 est ressortie à 14,6%, pour une production évaluée à 659,4 kg.

La production des phosphates a également reflué en se chiffrant à 1.448.800 tonnes entre janvier et septembre 2017, contre 1.820.400 tonnes un an plus tôt. Cette chute résulte du repli de la production au Sénégal de 21,5% et au Togo de 18,1%, en liaison avec l'atonie de la demande mondiale.

La production d'uranium a régressé de 9,4%, en s'établissant à 2.525,9 tonnes sur les dix premiers mois de l'année 2017, en liaison avec la morosité du marché international. De même, les extractions de pétrole brut reculeraient de 12,5% en Côte d'Ivoire. En revanche, elles se sont consolidées au Niger où les statistiques disponibles sur les huit premiers mois de l'année 2017 situent la production à 4.352,5 milliers de barils, en hausse de 14,8% par rapport à la même période de 2016.

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires du commerce de détail

La production industrielle dans l'UEMOA est ressortie en hausse de 3,1% en 2017, après une progression de 7,2% observée un an auparavant. Cette décélération du rythme de croissance de l'activité industrielle traduit principalement la diminution des cadences de la production énergétique, qui a enregistré une hausse de 5,2% en 2017, contre 16,0% l'année précédente. En outre, il a été observé une accélération de la baisse de la production extractive (-7,3% contre -1,2%), couplée à un ralentissement de la production manufacturière (+1,3% contre +3,7%).

Une augmentation de la production industrielle a été observée en 2017 dans la plu-

part des Etats de l'Union, notamment au Mali (5,6%) et au Sénégal (5,2%).

Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est sensiblement accru, affichant un taux de croissance de 8,8% en moyenne dans l'UEMOA, contre une hausse de 2,0% l'année précédente. Ce rebond traduit, pour l'essentiel, l'augmentation du rythme des ventes de produits pétroliers (+10,5% contre +3,3%), d'automobiles et motocycles (+13,5% contre +5,6%) et de produits alimentaires (+6,2% contre -2,6%).

Le chiffre d'affaires du commerce de détail est ressorti en hausse dans tous les Etats, à l'exception de la Guinée-Bissau (-11,9%) et du Niger (-5,1%).

1.2.2 - Evolution de l'inflation

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 0,8% en 2017 contre une réalisation de 0,3% en 2016. Ce rebond est imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires locaux, notamment les légumes et les produits de la pêche, ainsi que des services de restauration. Dans une moindre mesure, il a été observé une augmentation des prix des articles d'habillement et d'ameublement. La progression de l'inflation a été atténuée par la poursuite de la détente des coûts des communications. Par ailleurs, le renchérissement du pétrole brut n'a pas été répercuté sur les prix à la pompe des carburants dans les pays de l'Union, à l'exception du Togo.

L'inflation sous-jacente, calculée en excluant les prix les plus volatils, s'est également inscrite en hausse, passant d'une moyenne annuelle de 0,3% en 2016 à 1,0% en 2017, en ligne avec le renchérissement des services de restauration ainsi que des articles d'habillement et d'ameublement sus-évoqué.

En 2017, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable de 2,8 points de pour-

centage à l'Union. Vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation a

atteint respectivement 16,0 et 11,8 points de pourcentage.

Tableau 3 : variation des prix à la consommation en 2016 et 2017 (en pourcentage)

	2016		2017	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	-0,8	-2,8	0,1	3,2
Burkina Faso	-0,2	-1,7	0,4	2,1
Côte d'Ivoire	0,7	-0,2	0,7	1,1
Guinée-Bissau	1,5	1,6	1,0	-1,2
Mali	-0,8	-1,8	1,1	1,8
Niger	0,2	-2,2	2,4	4,8
Sénégal	0,8	2,1	1,3	-0,7
Togo	0,9	0,4	-0,8	-1,6
UEMOA	0,3	-0,2	0,8	0,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique des Etats.

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats

En 2017, le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marqué par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux, en vue de créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, ainsi que par une hausse des dépenses courantes. Dans ce contexte, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire en dégradation par rapport à l'année 2016.

Le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 3.090,9 milliards à fin décembre 2017, contre 2.659,8 milliards un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit a enregistré une détérioration de 0,3 point pour se situer à 4,7% en 2017, consécutive à la hausse de 0,6 point de pourcentage du PIB des dépenses totales entre 2016 et 2017, atténuée par l'augmentation

de 0,4 point de pourcentage du PIB des recettes totales et dons.

Au titre des recettes budgétaires, les recouvrements se sont élevés à 11.705,9 milliards (17,7% du PIB) à fin décembre 2017, en hausse de 1.018,0 milliards ou 9,5% par rapport à l'année précédente. Cette progression a été enregistrée dans tous les pays de l'Union. Les plus fortes hausses des recettes budgétaires, d'une année à l'autre, ont été notées au Bénin (+21,7%), en Guinée-Bissau (+18,2%), au Burkina (+12,9%) et au Togo (+11,4%).

En dépit de cette amélioration du recouvrement des recettes, le taux de pression fiscale est resté faible à 15,4% en 2017, demeurant en deçà de l'objectif communautaire de 20% au minimum visé à l'horizon 2019.

Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 1.518,4 milliards en 2017, contre 1.174,4 milliards un an plus tôt.

Les dons budgétaires se sont élevés à 1.482,6 milliards sur l'année 2017, en hausse de 17,7% par rapport à 2016.

Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 11,3%, en passant de 14.607,3 milliards (24,0% du PIB) à fin décembre 2016 à 16.279,5 milliards à fin décembre 2017 (24,6% du PIB). Cette évolution des dépenses publiques reflète le rythme de progression des dépenses courantes et l'accroissement significatif des dépenses d'investissement au cours de l'année. Les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 8,5% en 2017 pour ressortir à 9.455,9 milliards, en liaison avec l'augmentation des traitements et salaires (+7,1%) ainsi que des charges d'intérêt (+18,0%).

Les dépenses en capital se sont élevées à 6.019,9 milliards à fin décembre 2017, soit une augmentation de 957,0 milliards ou 18,9%, en liaison avec la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans le domaine des infrastructures. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties à 9,1% en 2017,

contre 8,3% en 2016. Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont représenté 59,5% en 2017, contre 62,2% en 2016.

Par pays, les efforts d'investissements publics les plus significatifs ont été observés au Bénin (9,2% du PIB en 2017 contre 5,9% en 2016), au Burkina (10,5% du PIB en 2017 contre 8,3% en 2016) et au Mali (9,9% du PIB en 2017 contre 8,9% en 2016).

En rapport avec ces évolutions, le déficit global, base engagement, dons compris à fin décembre 2017, s'est aggravé de 431,1 milliards pour s'établir à 3.090,9 milliards, soit 4,7% du PIB contre un déficit de 2.659,8 milliards ou 4,4% du PIB à la même période de l'année précédente. Base caisse, le déficit est ressorti à 2.974,9 milliards et a été financé à hauteur de 1.008,5 milliards par des émissions nettes de titres publics sur le marché régional de la dette publique.

Tableau 4 : situation des finances publiques en 2017

	Décembre	Décembre	Ecart (2) – (1)	
	2016	2017	(En milliards FCFA)	(En %)
	(1)	(2)		
Recettes budgétaires et dons	11 947,4	13 188,5	1 241,1	10,4
(en % du PIB)	19,6	20,0	-	-
Recettes budgétaires	10 687,9	11 705,9	1 018,0	9,5
(en % du PIB)	17,6	17,7	-	-
dont recettes fiscales	9 513,5	10 187,4	673,9	7,1
(en % du PIB)	15,6	15,4	-	-
Dons	1 259,5	1 482,6	223,1	17,7
Dépenses totales et prêts nets	14 607,3	16 279,5	1 672,2	11,4
(en % du PIB)	24,0	24,6	-	-
dont dépenses courantes	8 712,9	9 455,9	743,0	8,5
(en % du PIB)	14,3	14,3		
<i>Masse salariale</i>	3 764,9	4 033,4	268,5	7,1
<i>Transferts et subventions</i>	2 174,4	2 124,0	-50,4	-2,3
<i>Intérêts sur la dette</i>	842,2	994,2	152,0	18,0
Dépenses en capital	5 062,9	6 019,9	957,0	18,9
(en % du PIB)	8,3	9,1	-	-
Autres dépenses	842,6	815,9	-26,7	-3,2
Prêts nets	-11,1	-12,2	-1,1	10,1
Solde global, base engagements, y compris dons	-2 659,8	-3 090,9	-431,1	16,2
(en % du PIB)	-4,4	-4,7	-	-
Solde global, base caisse, y compris dons	-2 544,1	-2 974,9	-430,8	16,9
(en % du PIB)	-4,2	-4,5	-	-

Sources : Services nationaux, BCEAO.

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources et situation de la dette extérieure

En 2017, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont levé des ressources sur les marchés internationaux par émission d'euro-obligations. Pour la Côte d'Ivoire, le montant global mobilisé s'est chiffré à 1.143,6 milliards de francs CFA, réparti entre une émission en dollars des Etats-Unis pour un montant de 1,25 milliard, soit environ 733,6 milliards de francs CFA et une opération en euros pour 625 millions, soit environ 410 milliards de francs CFA. Quant au Sénégal, il s'agit d'une émission en dollars des Etats-Unis pour un montant de 1,1 milliard, soit environ 641,2 milliards de francs CFA.

Sur la base des dernières données disponibles, l'encours global de la dette extérieure des Etats membres de l'Union, à fin décembre 2016, est ressorti à 15.570,1 milliards de francs CFA contre 14.003,0 milliards de francs CFA à fin décembre 2015, soit une hausse de 11,2%. Le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB est ressorti à 26,4% en 2016 contre 25,9% un an plus tôt.

Par pays, ce ratio s'est établi à 22,4% contre 21,3% en 2015 au Bénin, 24,6% contre 24,5% au Burkina Faso, 22,8% contre 23,1% en Côte d'Ivoire, 32,7% contre 32,2% en Guinée-Bissau, 25,0% contre 22,6% au Mali, 28,5% contre 26,3% au Niger, 41,5% contre 39,4% au Sénégal et 19,0% contre 23,6% au Togo. Aucun pays de l'Union n'a accumulé d'arriérés de paiement sur sa dette extérieure, en 2016.

Ainsi, à la faveur de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ) et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), l'analyse de la dette des pays de l'Union montre une amélioration du profil des indicateurs d'endettement. A l'exception du Togo, la mise à jour des analyses de viabilité de la dette effectuée dans les pays indique un risque de surendettement faible ou

modéré. Cependant, d'année en année, les ratios de dette ont tendance à augmenter pour certains pays.

En perspective, les Etats doivent poursuivre les réformes structurelles pour accroître leur potentiel de croissance et mettre en œuvre des stratégies d'endettement public compatibles avec la préservation de la soutenabilité à moyen et long terme de la dette publique.

1.2.4 - Evolution de la Balance des paiements

La situation des échanges extérieurs de l'Union a été caractérisée par un solde global excédentaire de 627,0 milliards, après un déficit de 946,8 milliards en 2016. Cette nette amélioration a résulté d'une augmentation des entrées nettes au titre des comptes de capital et financier, partiellement compensée par la détérioration du déficit courant.

Le déficit du compte courant est attendu à 6,5% du PIB, en hausse de 1,3% par rapport à l'année précédente, en ligne avec l'aggravation du déficit de la balance des biens et services ainsi que du compte du revenu primaire.

Le déficit commercial s'est aggravé sous le poids d'une progression des importations (+12,6%) plus prononcée que celle des exportations (+7,0%). L'accroissement des importations est imputable notamment à la remontée des cours du pétrole, couplée à la hausse de la demande, ainsi qu'au maintien de la dynamique d'acquisition de biens d'équipement et intermédiaires. Quant à la progression des exportations, induite par la hausse des ventes du pétrole (+32,7%), du coton (+40,4%) et de l'or (+7,2%), elle est atténuée par la baisse des recettes sur le cacao, subséquente à la chute des prix de l'ordre de 30%. Le solde déficitaire du revenu primaire, pour sa part, s'est accru de

5,8%, tiré à la hausse par les paiements d'intérêts au titre de la dette publique et de dividendes aux investisseurs étrangers.

S'agissant du compte de capital, son excédent a progressé de 25,0% par rapport à l'année précédente, en relation notamment avec la hausse des dons-projets au Burkina et au Niger. En tenant compte des transactions en capital, le besoin de financement s'est établi à 2.900,2 milliards, en hausse de 37,6%. Ce besoin a été couvert à hauteur de 106,9% par les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, contre un taux de couverture de 86,3% en 2016, soit une amélioration de 20,6 points de pourcentage, essentiellement impu-

table à un accroissement des flux financiers nets (+70,5%).

La forte progression des entrées nettes au titre du compte financier en 2017, est principalement imputable aux flux au titre des investissements de portefeuille, en raison essentiellement des émissions d'euro-obligations par la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour un montant net de 1.682,0 milliards. La consolidation du compte financier a été également confortée par la hausse des investissements directs étrangers (+29,2%) et celle des emprunts publics nets (+10,4%).

II – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

2.1 – OBJECTIF DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Depuis l'entrée en vigueur de la Réforme Institutionnelle, le 1^{er} avril 2010, l'objectif principal assigné à la politique monétaire de la Banque Centrale est la stabilité des prix. Dans ce cadre, l'objectif opérationnel de stabilité des prix a été défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union, compris dans une marge de plus ou moins un point de pourcentage (1%), autour d'une valeur centrale de 2% à l'horizon de 24 mois. Les risques potentiels sur la stabilité des prix et sur la croissance sont appréhendés, lors de l'exercice de cadrage macroéconomique qui permet de fournir aux membres du Comité de Politique Monétaire des repères sur l'évolution future des économies de l'Union.

2.2 – ACTION MONÉTAIRE

L'action monétaire de la Banque Centrale au cours de l'année 2017 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité bancaire à travers notamment les taux directeurs, les opérations de refinancement de la BCEAO et le dispositif des réserves obligatoires.

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt

Dans un contexte marqué par le niveau globalement modéré de l'inflation et l'absence de tensions particulières sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a maintenu inchangé le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités de la Banque Centrale, afin de mieux soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres. Ainsi, ce taux est resté fixé à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le Comité de Politique Monétaire a également maintenu inchangé à 4,50% le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la Banque

Centrale, niveau en vigueur depuis le 16 décembre 2016. Le corridor formé par le taux minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux du guichet de prêt marginal est demeuré à 200 points de base.

2.2.2 - Opérations d'open market

Au cours de l'année 2017, les opérations d'injection de liquidité sur les guichets d'appels d'offres à une semaine et à un mois de la BCEAO ont évolué au regard des besoins de liquidité estimés du système bancaire de l'Union.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant mis en adjudication est passé de 2.150,0 milliards en janvier 2017 à 3.125,0 milliards en décembre 2017, soit une progression de 45,3%, contre 21,4% en 2016. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidités au cours de l'année 2017 est ressorti à 3.013,2 milliards contre 1.845,5 milliards en 2016. Cette progression des avances à une semaine traduit la volonté des Autorités monétaires d'accompagner les établissements de crédit dans la couverture des besoins croissants de financement de l'activité économique dans l'Union. Elle est également le reflet des mesures prises par la BCEAO pour renforcer la cohérence du dispositif de gestion de la liquidité. En effet, pour rétablir le guichet de prêt marginal dans son rôle de guichet d'appoint¹, la Banque Centrale a augmenté significativement l'offre de liquidité sur le guichet à une semaine de l'open market lors de l'appel d'offres en date de valeur du 4 avril 2017. Elle a permis de reporter les besoins qui s'exprimaient sur le guichet de prêt marginal vers celui à une semaine.

1. Le guichet de prêt marginal représentait près de 30% de l'encours global des refinancements avant la hausse significative du 4 avril 2017.

Le taux marginal moyen des adjudications hebdomadaires s'est situé à 3,3319% en 2017, en hausse de 10,0 points de base (pdb) par rapport au niveau de 3,2319% atteint en 2016. Le taux d'intérêt moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est élevé à 3,6563%, en moyenne, en 2017, en hausse de 26,8 pdb par rapport à son niveau en 2016.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, les montants mis en adjudication sont passés de 850,0 milliards en janvier 2017 à 720,0 milliards en décembre 2017, soit un recul de 15,3% contre une hausse de 1,2% un an auparavant. Sur ce compartiment, les demandes satisfaites, en moyenne, au cours de l'année 2017, se sont situées à 788,8 milliards contre 846,9 milliards en 2016.

En moyenne, le taux d'intérêt marginal et le taux d'intérêt moyen pondéré se sont accrus en 2017 par rapport à 2016, respectivement de 28,7 pdb et de 52,7 pdb, en s'élevant à 3,5898% et à 3,8854%.

Au total, l'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 3,845,0 milliards à fin décembre 2017 contre 3,000,0 milliards un an plus tôt, soit une progression de 845,0 milliards (+28,2%).

Les bons et les obligations émis par les Trésors des huit pays de l'Union ont représenté l'essentiel des titres présentés par les établissements de crédit comme supports aux opérations de refinancement.

2.2.3 - Actions sur les guichets permanents de refinancement

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO (CPM) a, lors de sa session du 6 décembre 2016, décidé de fixer l'encours des refinancements cumulés, accordés à une même contrepartie sur le guichet de prêt marginal et le guichet spécial de refinancement de la BCEAO, à deux fois maximum les fonds propres de base de la

contrepartie concernée, à compter du 16 décembre 2016. Cette mesure vise à améliorer la liquidité bancaire, favoriser un meilleur recyclage des excédents de liquidité et réduire les pressions sur les taux d'intérêt du marché interbancaire. L'entrée en vigueur de cette décision et la hausse significative de l'offre de liquidité sur l'open market² a entraîné une baisse sensible des concours sur le guichet de prêt marginal, qui sont passés de 1.583,8 milliards début janvier 2017 à 11,8 milliards à la mi-avril 2017. A fin décembre 2017, l'encours sur ce guichet s'est élevé à 251,5 milliards.

S'agissant du guichet spécial de refinancement³, entré en vigueur depuis janvier 2014, le volume des concours octroyés par l'Institut d'émission aux banques est ressorti, à 10,3 milliards à fin décembre 2017 contre 122,8 milliards en début d'année 2017.

2.2.4 - Dispositif des réserves obligatoires

Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union qui était de 5,00%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012, a été ramené à 3,00% à compter du 16 mars 2017. Cette mesure a été prise pour ajuster le coefficient de réserves obligatoires à un niveau adéquat, suffisant pour assurer que les banques soient en Banque Centrale. La baisse du coefficient des réserves obligatoires avait également pour objectif de donner aux banques une

2. Pour mémoire, la BCEAO a accru l'offre de liquidité sur l'open market, en date de valeur du 4 avril 2017, afin de rétablir le guichet de prêt marginal dans son rôle de guichet d'appoint.

3. Le guichet spécial de refinancement a été mis en place par Décision n° 24/2013/CPM modifiant et complétant la Décision n° 397/12/2010 portant règles, instruments et procédures de mise en œuvre de la politique de la monnaie et du crédit de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. C'est le guichet sur lequel les établissements de crédit admissibles au refinancement peuvent solliciter des avances sur des maturités allant de trois à douze mois. Ces avances sont adossées à des titres publics ou privés ayant une durée de vie résiduelle comprise entre cinq et vingt ans maximum. Ce guichet est entré en vigueur en janvier 2014 et a enregistré ses premières opérations en juillet 2014.

marge de liquidité qu'elles pourraient recycler, le cas échéant, sur le marché interbancaire, contribuant ainsi à réduire les taux interbancaires et à dégonfler leurs sollicitations des guichets de refinancement de la BCEAO. Au 15 novembre 2017, les

réserves effectivement constituées sont ressorties à 1.301,0 milliards, pour un niveau requis de 587,0 milliards. Les réserves libres des banques ressortent, en conséquence, à 714,0 milliards sur la période de constitution échéant au 15 novembre 2017.

Tableau 5 : coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques

	Jusqu'au 15 nov. 1998	16 nov. au 15 déc. 1998	16 déc. 1998 au 15 avril 2000	16 avril au 15 août 2000	16 août au 15 sept. 2000	16 sept. 00 au 15 avril 2002	16 avril 02 au 15 mars 2004	16 mars 04 au 15 juin 2005	16 juin 05 au 15 juin 2009	16 juin 09 au 15 mai 2010	16 mai au 15 déc. 2010	16 déc. 10 au 15 mars 2012	16 mars 2012 au 15 mars 2017	depuis le 16 mars 2017
	<i>(en pourcentage)</i>													
Bénin	9,0	9,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	13,0	15,0	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina Faso	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	9,0	1,5	1,5	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée-Bissau	5,0	5,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	5,0	5,0	1,5	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	5,0	1,5	1,5	3,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	9,0	3,0	1,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO.

2.3 - EVOLUTION DES AGREGATS MONÉTAIRES

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2017, comparée à celle à fin décembre 2016, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des créances intérieures et des actifs extérieurs nets.

2.3.1 - Actifs extérieurs nets

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 332,8 milliards pour ressortir à 4.029,6 milliards, à fin décembre 2017. Cette évolution s'explique par la hausse de 602,6 milliards des actifs extérieurs nets de la banque Centrale dont l'effet a été atténué par la baisse de 269,8 milliards de ceux des banques.

Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 654,9 milliards

en un an, pour se situer à 7.184,2 milliards à fin décembre 2017 contre 6.529,4 milliards à fin décembre 2016. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est amélioré en s'établissant à 73,4% contre 68,2% en décembre 2016. Pour leur part, les engagements extérieurs de l'Institut d'émission se sont accrus de 51,9 milliards, ressortant à 2.020,9 milliards à fin décembre 2017 contre 1.969,0 milliards à fin décembre 2016.

2.3.2 - Créances intérieures

L'encours des créances intérieures a augmenté de 2.298,7 milliards ou 9,9%, par rapport à son niveau à fin décembre 2016, pour se situer à 25.413,1 milliards, à fin décembre 2017. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

2.3.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale

Les créances nettes des institutions monétaires sur les Administrations Publiques Centrales se sont établies à 6.896,0 milliards à fin décembre 2017, en hausse de 508,8 milliards par rapport à leur niveau à fin décembre 2016. Cette évolution résulte notamment de l'accroissement des dettes des Etats à l'égard des banques (567,0 milliards). Comparée à 2016, cette évolution traduit un accroissement des engagements des Etats à l'égard des banques. Sur la même période, un an plus tôt, les créances nettes des banques sur les Etats avaient augmenté de 2.040,7 milliards.

2.3.2.2 - Créances sur les autres secteurs

Les concours des institutions de dépôt à l'économie se sont accrus, au terme des douze mois de l'année 2017, de 1.789,9 milliards ou 10,7%, pour s'établir à 18.517,1 milliards à fin décembre 2017, après 16.727,2 milliards à fin décembre 2016. Cette évolution est consécutive à l'accroissement des crédits des banques aux sociétés non financières privées et aux ménages qui ont progressé respectivement de 1.132,4 milliards et 513,2 milliards.

Au **Bénin**, l'encours des créances sur l'économie a enregistré une hausse de 18,2 milliards ou 1,5%, pour ressortir à 1.201,2 milliards. Au **Burkina**, les créances sur l'économie ont enregistré une hausse de 234,2 milliards ou 11,3%, pour ressortir à 2.308,7 milliards contre 2.074,5 milliards à fin décembre 2016. En **Côte d'Ivoire**, le niveau des créances des institutions de dépôt sur l'économie s'est renforcé de 762,4 milliards ou 14,7% en s'établissant à 5.953,7 milliards. A fin décembre 2016 il était de 5.191,2 milliards. Les créances des institutions de dépôt de la **Guinée-Bissau** sur l'économie ont évolué à la baisse (-10,2%), ressortant à 46,9 milliards après douze mois.

Pour le **Mali**, les créances sur l'économie ont enregistré une hausse de 9,6% en passant

de 2.182,7 milliards en décembre 2016 à 2.392,1 milliards en décembre 2017. Au **Niger**, les créances sur l'économie se sont également accrues de 5,8%, ressortant à 780,3 milliards en décembre 2017. La croissance des créances à l'économie au **Sénégal** a été la plus soutenue dans la région. En douze mois, l'encours des créances sur les secteurs autres que l'Administration Centrale est ressorti en hausse de 16,5%, passant de 3.243,9 milliards en décembre 2016 à 3.780,6 milliards en décembre 2017. Au **Togo**, les créances sur l'économie ont, par contre, reculé de 22,1 milliards ou 2,0% pour ressortir à 1.060,7 milliards.

2.3.2.3 - Centralisation des risques bancaires

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des utilisations de crédits recensés à la Centrale des risques s'est établi à 12.896,5 milliards à fin décembre 2017 contre 11.910,9 milliards au 31 décembre 2016, soit une hausse de 8,3%. Sur cette période, les crédits à court terme ont augmenté de 7,3% et les crédits à moyen et long terme de 10,1%.

Ces risques sont essentiellement concentrés dans les secteurs « commerce de gros » (27,7%), « Services fournis à la collectivité » (16,9%), « industries manufacturières » (15,4%), « Transports et communications » (11,8%) ainsi que « Bâtiments et travaux publics » (10,4%). Ces cinq (5) branches d'activité attirent à elles seules plus des 4/5 des crédits déclarés à la centrale des risques.

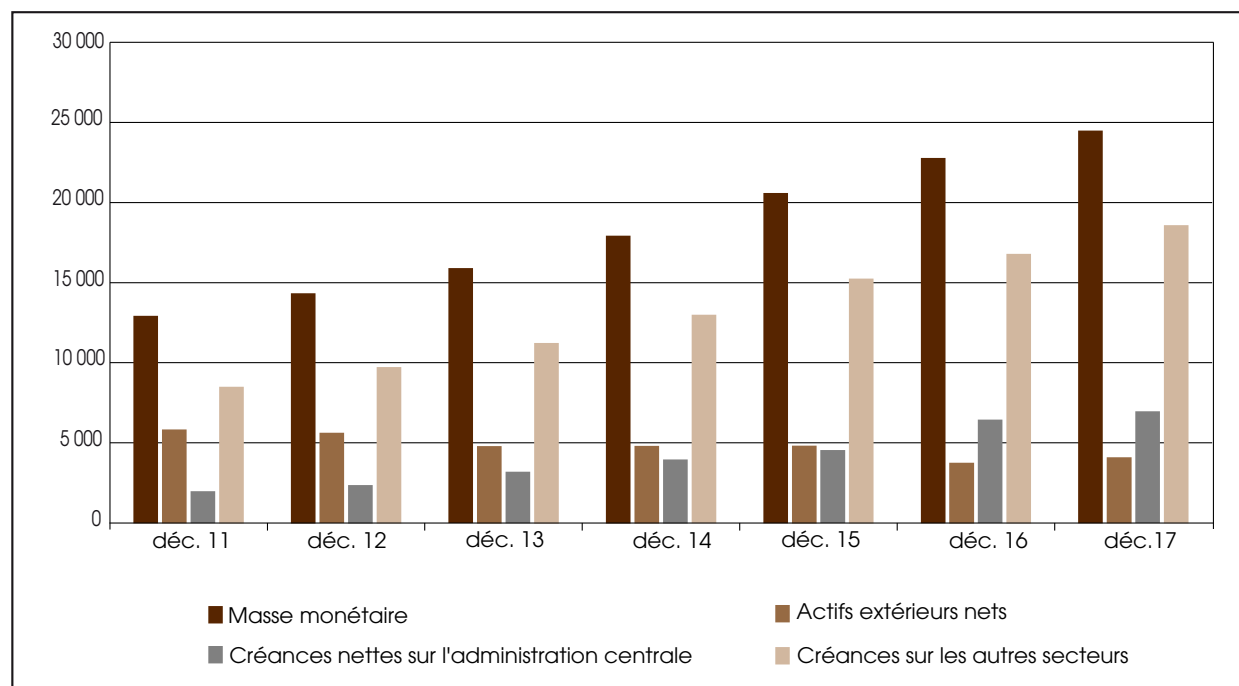
2.3.3 - Masse monétaire et base monétaire

En liaison avec la progression de ses contreparties, la **masse monétaire** s'est consolidée de 1.708,4 milliards ou 7,5%, pour ressortir à 24.425,7 milliards. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 855,6 milliards ou 8,8% et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 273,3 milliards ou 5,0%.

Comparativement à son niveau à fin décembre 2016, la **base monétaire** s'est contractée de 123,0 milliards ou 1,5%, en se situant à 8.016,1 milliards à fin décembre 2017. Cette évolution est portée par la bais-

se de 529,1 milliards des concours aux banques et aux établissements financiers, atténuée par la hausse de 602,6 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale.

Graphique 6 : UMOA - agrégats de monnaie (en milliards FCFA)



Source : BCEAO.

Tableau 6 : UMOA - agrégats de monnaie

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	5 227,2	5 509,2	5 782,5
Dépôts transférables	8 075,9	9 668,2	10 523,8
M1	13 303,2	15 177,4	16 306,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	6 939,3	7 539,9	8 119,3
MASSE MONÉTAIRE (M2)	20 242,6	22 717,3	24 425,7
Actifs extérieurs nets	4 751,3	3 696,8	4 029,6
<i>BCEAO</i>	5 482,2	4 565,3	5 167,9
<i>Banques</i>	-730,9	-868,5	-1 138,3
Créances intérieures	19 615,6	23 114,5	25 413,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	4 305,8	6 387,2	6 896,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	15 309,8	16 727,2	18 517,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	5 301,1	5 628,5	6 280,8
Autres postes nets (3)	-1 176,7	-1 534,5	-1 263,7
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	20 242,6	22 717,3	24 425,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composé des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

Source : BCEAO.



III – EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER ET ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE ET D'INCLUSION FINANCIERES

3.1 – SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Au cours de l'année 2017, le **réseau bancaire** de l'UMOA s'est consolidé de six (6) unités par rapport à fin décembre 2016.

Ainsi, le nombre des établissements de crédit agréés est ressorti à cent quarante quatre (144) unités à fin 2017 contre cent trente-huit (138) au 31 décembre 2016.

Au cours des onze (11) premiers mois de l'année 2017, l'évolution de l'activité du système bancaire de l'Union a été caractérisée par une croissance des ressources et des emplois.

En effet, les emplois ont progressé de 5,98% à fin novembre 2017 (+1.645,5 milliards) par rapport à leur niveau de fin décembre 2016. Ce dynamisme repose principalement sur les crédits (+1.146,6 milliards ; +6,8%) et les autres emplois (+498,8 milliards ; +4,64%). Quant aux ressources, elles ont crû de 1.653,4 milliards, soit de 6,8% au cours de la même période, tirées essentiellement par les dépôts et emprunts (+1.034,6 milliards ; +5,0%).

La situation de trésorerie, structurellement déficitaire depuis 2013, s'est légèrement améliorée (+7,9 milliards) pour ressortir à - 3.142,9 milliards au 30 novembre 2017.

Concernant la qualité du portefeuille des établissements de crédit, la situation au 30 novembre 2017 ressort dégradée comparativement à fin décembre 2016, le taux brut de dégradation du portefeuille ayant augmenté de 1,3 point de pourcentage, pour ressortir à 15,2%. Le taux net s'est, quant à lui, établi à 6,3%.

Au plan prudentiel, sur la base des données disponibles au 30 septembre 2017, les fonds

propres effectifs cumulés de l'ensemble du système bancaire de l'UMOA se sont chiffrés à 1.917,9 milliards, dont 1.824,8 milliards pour les banques. Les risques pondérés sont évalués à 17.298,1 milliards, dont 99,2% sont portés par les banques. Il en ressort un ratio moyen « fonds propres effectifs sur risques » pour l'ensemble du système bancaire de 11,09%, pour une norme minimale fixée à 8,0%, en hausse de 2,03 point de pourcentage par rapport à celui enregistré à fin décembre 2016. Environ 83% des établissements de crédit respectent ce ratio.

Par ailleurs, 72% des banques et établissements financiers à caractère bancaire respectaient la norme de liquidité au 30 septembre 2017, contre 73% à fin décembre 2016, soit une baisse de 1,0 point de pourcentage.

Au total, sur le plan prudentiel, la situation du système bancaire de l'Union au regard de la norme de solvabilité a connu une amélioration à fin septembre 2017, en rapport avec une augmentation des fonds propres plus rapide que celle des risques pondérés.

Le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi son dynamisme, en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers au cours de l'année 2017. En effet, sur la base des informations disponibles, avec un effectif de 623 Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), le nombre de points de services est passé de 4.156 à fin décembre 2016 à environ 4.853 à fin juin 2017. Le nombre de bénéficiaires des prestations des institutions de microfinance est ressorti à près de 13,6 millions à fin juin 2017 contre 12,7 millions à fin décembre 2016, soit une hausse de 7,1%.

L'activité d'intermédiation financière des SFD s'est également renforcée. En effet, les dépôts collectés se sont établis à 1.216,1

milliards à fin juin 2017 contre 1.079,1 milliards à fin décembre 2016, soit un accroissement de 12,7%. Ils représentent environ 6,9% des dépôts collectés par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période sous revue. S'agissant de l'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance, il a augmenté de 6,5%, passant de 1.072,6 milliards à fin décembre 2016 à 1.142,2 milliards à fin juin 2017, représentant environ 7,0% des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union.

En revanche, la qualité du portefeuille des crédits des SFD s'est relativement détériorée durant la période sous revue, ressortant à 72,3 milliards à fin juin 2017 contre 61,6 milliards au 31 décembre 2016. Ainsi, le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD de l'UMOA, mesuré par le ratio des créances en souffrance rapporté à l'encours des crédits, s'est établi à 6,3% à fin juin 2017 contre 5,7% à fin décembre 2016, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage. Il se situe au-dessus de la norme de 3% généralement admise dans le secteur.

En 2017, la Banque Centrale a poursuivi les travaux liés à l'assainissement et à la consolidation du secteur de la microfinance ainsi qu'au renforcement de la supervision et à l'amélioration de l'information financière.

Au titre de l'assainissement et de la consolidation du secteur, la Banque Centrale a procédé au bilan global d'exécution du Plan d'actions pour la préservation et la consolidation de la viabilité du secteur de la microfinance (PAPCVSM), adopté par le Conseil des Ministres de l'UMOA, le 14 décembre 2012 et arrivé à échéance au 31 décembre 2016. Ce bilan a permis de relever des avancées en matière :

- d'assainissement du secteur ;
- de progression des indicateurs d'accès ;
- et d'amélioration relative de la viabilité financière de certaines institutions.

L'Institut d'émission a, par ailleurs, entamé des réflexions visant l'aménagement du cadre juridique en vigueur, à l'effet de préciser certaines dispositions et de prendre en compte les nouvelles préoccupations du secteur.

S'agissant du renforcement de la supervision des institutions de microfinance, la Banque Centrale a poursuivi ses travaux relatifs à l'élaboration d'une cartographie des risques majeurs des SFD de grande taille de l'UMOA. Elle a également poursuivi les travaux relatifs à l'opérationnalisation de l'application « Solution Informatique Centralisée de Suivi des SFD (SICS/SFD) », avec la mise en ligne de la nouvelle version, le 1er septembre 2017, dans le cadre l'amélioration de l'information financière.

3.2 – MARCHÉ INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'UMOA a été marquée par une hausse concomitante du volume des échanges de liquidités et du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations.

L'encours moyen des prêts s'est situé à 497,4 milliards de francs CFA à fin décembre 2017 contre 381,5 milliards de francs CFA à la même période de l'année précédente.

Le volume moyen des transactions s'est élevé à 296 milliards de francs CFA en 2017 contre 169 milliards de francs CFA en 2016 (+75%). Les opérations ont couvert des maturités allant d'un (1) jour à douze (12) mois. Les compartiments à une et deux semaines ont été les plus actifs, représentant respectivement 69% et 16% du volume moyen des transactions contre 44,7% et 32,5% en 2016. Ces guichets ont cumulé en moyenne des prêts de montants respectifs de 208 et 46 milliards de francs CFA en 2017 contre 76 et 55 milliards de francs CFA en 2016.

Rapporté au montant moyen des injections de liquidités, le volume des opérations interbancaires est ressorti en hausse à 7,8% en 2017 contre 6,3% en 2016.

S'agissant des taux d'intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une progression du taux d'intérêt moyen pondéré de 4,21%

en 2016 à 4,90% en 2017. Toutes les places de l'Union ont participé à l'animation du marché interbancaire. La place d'Abidjan a été la plus active en terme d'offres de ressources (25,9%), suivie de celle de Dakar (20,6%) et de Ouagadougou (19,2%). Les principales places bénéficiaires ont été celles de Dakar (26,1%), Abidjan (16,3%) et Cotonou (15,8%).

Tableau 7 : évolution des taux interbancaires en 2017 (moyenne pondérée en pourcentage)

	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Janvier	5,21	4,95	5,33	5,26	4,68	5,75		2,92
Février	4,69	5,03	5,49	5,75	5,21	5,62	5,50	
Mars	5,12	5,17	5,53	5,77	4,71	5,21		5,50
Avril	4,89	4,65	5,48	5,72	6,25			
Mai	4,36	4,88	5,21	5,30	5,41	5,18		5,50
Juin	4,48	5,10	5,30	5,17	4,40	4,85		3,50
Juillet	3,90	4,12	5,25	5,41	5,44			
Août	4,26	4,40	5,38	4,92	4,93			6,50
Septembre	4,49	4,56	5,43	5,08	4,04			
Octobre	4,66	4,74	5,40	4,67	6,04	5,00		5,15
Novembre	5,14	5,33	5,33	5,35	3,98	4,50	5,45	5,33
Décembre	5,38	5,33	5,42	5,33	5,50	5,45		5,63
Moyenne	4,78	4,90	5,38	5,29	4,92	4,94	5,47	4,80

Source : BCEAO.

Tableau 8 : évolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2017 (en millions FCFA)

	Montants moyens		Encours moyens des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des prêts
	Total	dont UMOA			
Janvier	202 502	148 680	427 361	2,92 à 5,75	1 jour à 12 mois
Février	302 313	228 239	469 817	4,69 à 5,75	1 jour à 9 mois
Mars	310 824	236 284	461 273	4,71 à 5,77	1 jour à 12 mois
Avril	264 016	216 729	486 675	4,65 à 6,25	1 jour à 3 mois
Mai	277 811	204 795	451 687	4,36 à 5,50	1 jour à 12 mois
Juin	233 073	154 793	478 458	3,50 à 5,30	1 jour à 12 mois
Juillet	262 000	208 300	491 952	3,90 à 5,44	1 jour à 3 mois
Août	211 690	169 500	416 770	4,26 à 6,50	1 jour à 12 mois
Septembre	274 070	190 072	466 595	4,04 à 5,43	1 jour à 3 mois
Octobre	405 584	259 966	594 359	4,66 à 6,04	1 jour à 12 mois
Novembre	455 258	276 436	629 950	3,98 à 5,45	1 jour à 12 mois
Décembre	358 133	204 691	594 381	5,33 à 5,63	1 jour à 12 mois
Moyenne	296 439	208 207	497 415		

Source : BCEAO.

3.3 – MARCHÉ FINANCIER

3.3.1 - Mobilisation des ressources par les États

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

Au cours de l'année 2017, le montant global des émissions brutes sur le marché régional de la dette publique est ressorti à 3.700,1 milliards, contre 4.412,1 en 2016. Les émissions nettes se sont établies à 1.008,5 milliards, contre 2.232,9 milliards un an plus tôt. Cette évolution à la baisse des émissions nettes, en rythme annuel, est liée à la baisse des émis-

sions brutes ainsi qu'au niveau élevé des tombées au cours de la période sous revue qui s'élèvent à 2.707,1 milliards, y compris les rachats de titres publics effectués par la Côte d'Ivoire (99,2 milliards) et le Sénégal (20,9 milliards).

La part des obligations du Trésor dans les mobilisations de ressources sur le marché est ressorti à 57,3% en 2017 contre 72,3% en 2016. Cette baisse des emprunts obligataires est le reflet des difficultés des États à mobiliser sur des maturités longues, en liaison avec les pressions sur la liquidité bancaire notées au cours de l'année 2017.

Tableau 9 : émissions sur le marché des titres publics (en milliards FCFA)

	2015	2016				Total 2016	2017				Total 2017
		T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	1 127,3	464,6	287,8	404,7	234,0	1 391,1	618,6	434,4	253,9	271,3	1 578,2
Obligations	2 177,0	366,7	851,1	988,1	983,0	3 188,9	191,4	486,6	767,5	676,4	2 121,9
Par adjudication	1 636,5	366,7	465,8	472,1	575,8	1 880,4	54,3	215,2	645,5	250,2	1 165,1
Par syndication	540,5	-	385,3	516,0	407,2	1 308,5	137,1	271,5	122,0	426,2	956,8
Total	3 304,3	831,3	1 138,9	1 392,8	1 217,0	4 412,1	810,0	921,0	1 021,4	947,7	3 700,1

Source : BCEAO.

Sur le compartiment des bons du Trésor, quatre-vingt-treize (93) émissions ont été réalisées pour un montant total de 1.578,2 milliards de francs CFA. Les maturités de 6 mois et 12 mois ont été les plus sollicitées avec soixante-trois (63) émissions d'une

valeur globale de 969,1 milliards de francs CFA, soit 61,4% de la valeur totale des bons émis sur l'année 2017. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les bons du Trésor est ressorti à 5,71% en 2017 contre 4,72% un an auparavant.

Tableau 10 : taux d'intérêt moyen des bons du Trésor (en pourcentage)

	2016				Total	2017				Total
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
1 mois	-	-	-	3,52	3,52	4,94	4,86	-	-	4,91
3 mois	4,03	4,11	3,33	4,66	3,75	5,50	5,37	5,64	5,62	5,53
6 mois	4,67	4,81	-	-	4,75	5,37	5,87	5,38	5,86	5,77
12 mois	5,14	4,65	5,06	4,54	4,90	5,99	6,12	5,68	5,99	5,99
24 mois	5,10	5,76	5,07	5,62	5,30	-	-	-	5,78	5,78
Taux moyen	4,92	4,72	4,38	4,82	4,72	5,68	5,74	5,58	5,85	5,71

Source : BCEAO.

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

L'encours global des titres publics est ressor-

ti à 9.629,9 milliards à fin décembre 2017. La structure de cet encours est dominée par les obligations qui représentent 87,3% du total.

Tableau 11 : encours des titres publics à fin décembre 2017 (en milliards FCFA)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Bons	159,4	273,8	304,4	24,8	90,3	121,6	101,7	147,8	1 223,8
Obligations	1 146,9	683,1	3 296,9	24,7	894,1	428,0	1 135,4	797,0	8 406,1
Total	1 306,3	956,9	3 601,3	49,5	984,4	549,6	1 237,1	944,8	9 629,9

Source : BCEAO, Agence UMOA-Titres.

Tableau 12 : évolution de l'encours des titres publics (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (*)
Encours	2 601,7	3 023,9	3 743,9	5 068,8	6 388,5	8 621,4	9 629,9
(en % du PIB)	7,1	7,5	8,3	10,5	12,2	14,6	14,5
Part relative (en %)							
- bons	36,7	39,0	36,3	30,5	20,3	17,2	12,7
- obligations	63,3	61,0	63,7	69,5	79,7	82,8	87,3

Source : BCEAO, Agence UMOA - Titres.

(*) Estimations.

3.3.2 - Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)

L'évolution sur le marché financier régional au 29 décembre 2017, par rapport au 30 décembre 2016, a été caractérisée par une baisse des principaux indicateurs. La capitalisation boursière s'est élevée à 9.805,8 milliards au 30 décembre 2017 contre 10.215,5 milliards au 30 décembre 2016, soit une baisse de 4,0%, imputable au recul du compartiment des actions. En effet, la capitalisation du marché des actions est passée de 7.706,3 milliards à fin décembre 2016 pour se situer à 6.836,2 milliards au 29 décembre 2017, en baisse de 11,3%, tandis que celle du marché des obligations a progressé au cours de la même période de 460,3 milliards, en ressortant à 2.969,5 milliards au 29 décembre 2017. Le volume des transactions a également enre-

gistré un repli au cours de la période sous revue, en passant de 2.315.818 titres échangés au 30 décembre 2016 à 362.640 titres échangés à fin décembre 2017.

Les indices BRVM se sont également orientés à la baisse en 2017. Le BRVM₁₀, principal indice boursier, et l'indice composite, se sont établis respectivement à 219,65 points et 243,06 points au 30 décembre 2017, fléchissant respectivement de 16,1% et 16,8% par rapport à fin décembre 2016.

3.4 - ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE FINANCIERE

Les actions menées en 2017 par la BCEAO en matière de stabilité financière ont visé les principaux points ci-après :

- la préservation de la stabilité financière ;

- le renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière ;
- les autres actions contribuant à la stabilité financière.

3.4.1 - Préservation de la stabilité financière

Les diligences accomplies en vue de la préservation de la stabilité financière ont porté essentiellement sur le renforcement des mécanismes de résolution des crises bancaires et de protection des déposants.

Dans ce cadre, la révision par la BCEAO du cadre juridique y relatif a été parachevée par l'amendement par le Conseil des Ministres, le 29 septembre 2017, de l'Annexe à la Convention régissant la

Commission Bancaire de l'UMOA (CB-UMOA).

Ce texte confère à la Commission Bancaire la qualité d'Autorité supranationale de résolution des crises bancaires en plus de celle d'Autorité de supervision. Elle est désormais structurée en deux (2) instances, à savoir un Collège de Supervision et un Collège de Résolution. Elle est également dotée de pouvoirs et de prérogatives lui permettant de prendre toutes les mesures nécessaires pour le traitement des difficultés des établissements assujettis dont la défaillance pourrait affecter la stabilité du système bancaire et compromettre la mission de fourniture de services financiers aux populations. L'Annexe révisée entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018.

Encadré 1 : Aperçu de la nouvelle Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA (CB-UMOA)

La révision de l'Annexe à la Convention régissant la CB-UMOA vise principalement à prendre en compte les évolutions induites par certaines décisions prises par le Conseil des Ministres de l'UMOA au cours des dernières années. Il s'agit notamment des décisions :

- n° 25 du 02/07/2015/CM/UMOA instituant un mécanisme de résolution des crises bancaires dans l'Union ;
- n° 28 du 29/09/2015/CM/UMOA précisant que le Secrétaire Général de la Commission Bancaire est assisté de deux (2) Adjoints ;
- n° 13/24/06/2016/CM/UMOA portant dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'Union ;
- n° 14/24/06/2016/CM/UMOA relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières de l'Union.

Les principales innovations introduites concernent :

- la structuration de la Commission Bancaire en deux (2) instances, à savoir un Collège de Supervision et un Collège de Résolution, avec une composition et des attributions précises (Titre premier – articles 2 à 11) ;
- la reprise de la disposition n° 28 du 29/09/2015/CM/UMOA (article 12) précisant que le Secrétaire Général de la Commission Bancaire est assisté de deux Secrétaires Généraux Adjoints ;
- l'introduction d'une plus grande flexibilité dans le fonctionnement de la Commission Bancaire qui peut, d'une part, tenir des réunions par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des Commissaires et leur participation effective et, d'autre part, statuer par voie de consultation écrite (article 13) ;
- l'extension du champ de la supervision de la Commission Bancaire, notamment aux compagnies financières et aux établissements de monnaie électronique (article 16) ;
- le renforcement des mesures administratives qu'elle peut prendre à l'encontre des assujettis (article 29) ;

- la limitation du droit de recours contre les décisions de la Commission Bancaire aux personnes physiques ou morales concernées par lesdites décisions. Pour rappel, ce recours est formé auprès du Conseil des Ministres de l'UMOA (article 43) ;
- l'introduction de dispositions relatives aux mesures de résolution et aux interventions du Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA (FGD-UMOA). Ce dernier deviendra le "Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA)" pour tenir compte de l'extension de son périmètre d'action à la résolution des crises bancaires (Titre III – articles 45 à 58) ;
- l'élargissement du champ de la coopération entre la Commission Bancaire et les Autorités homologues, pour prendre en compte des aspects relatifs à la résolution des crises bancaires (Titre IV – articles 59 à 62).

Au titre de la surveillance macroprudentielle, la BCEAO a poursuivi ses travaux relatifs, d'une part, à la définition et à la mise en place d'un cadre de politique macroprudentielle au sein de l'Union et, d'autre part, à l'identification des établissements bancaires d'importance systémique. Ce dernier projet répond au besoin d'améliorer la résilience du système financier. En effet, il s'agit de particulariser les établissements dont la défaillance pourrait avoir un impact négatif significatif sur le système financier dans son ensemble et sur les économies de l'Union. L'objectif, in fine, est de les soumettre à une surveillance renforcée et/ou à des exigences en fonds propres supplémentaires.

Dans le cadre de l'évaluation annuelle de la résilience du système bancaire de l'UMOA à des chocs sévères mais susceptibles de se produire, la Banque Centrale a procédé à un test de résistance (stress-test) sur ledit secteur, sur la base de la situation des banques au 30 juin 2017. Les résultats obtenus à l'issue de cet exercice indiquent globalement que le secteur bancaire est résilient aux chocs simulés, malgré quelques points de vulnérabilité, notamment le risque de concentration du portefeuille de crédits sur une même contrepartie.

Par ailleurs, l'Institut d'émission a pris part aux travaux des 11^e et 12^e sessions ordinaires du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA), tenues les 8 juin et 27 novembre 2017 à Dakar. Au cours de ces rencontres, le Comité a mis en exergue les principaux risques devant faire l'objet d'une

surveillance particulière par les organes et institutions de régulation du système financier et par les Etats membres de l'Union.

3.4.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière

Les actions menées dans ce cadre portent sur l'amélioration de la réglementation financière de l'Union et de la supervision bancaire et financière.

Au titre de l'amélioration de la réglementation financière, les actions menées sont liées à la révision de la Loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés et à l'édiction de textes d'application.

Le Conseil des Ministres a adopté lors de sa session du 29 septembre 2017, le projet de loi uniforme modifiant et complétant la Loi portant réglementation des SFD en vue de permettre l'ouverture du secteur de la microfinance aux opérations de la finance islamique.

Les textes d'application édictés concernent la Loi portant réglementation des SFD et les Décisions du Conseil des Ministres de l'UMOA portant, d'une part, sur le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA et, d'autre part, sur la supervision sur base consolidée. Il s'agit de :

- l'Instruction n° 001-01-2017 relative aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la forme juridique, de

la dénomination sociale, du nom commercial ou de la structure du capital social d'un système financier décentralisé exerçant dans l'Union Monétaire ouest africaine. Elle a trait aux documents et informations à fournir dans les dossiers des demandes d'autorisation préalable ainsi qu'au canevas de présentation y afférent ;

- l'Instruction n° 002-01-2017 relative aux modalités de traitement de la demande de dérogation à la condition de nationalité qui établit principalement la liste des informations et documents requis pour le traitement de ce type de demandes ;
- l'Instruction n° 005-08-2017 du 11 août 2017 relative aux modalités de déclaration des états prudentiels en vue de préciser les modalités de mise en œuvre du premier pilier de la Décision n°013/24/06/2016/CM/UMOA du Conseil des Ministres de l'UMOA portant dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA.

En outre, cinq (5) circulaires ont été adoptées par la Commission Bancaire lors de sa session ordinaire du 27 septembre 2017. Il s'agit des circulaires relatives :

- à la Gouvernance des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- aux conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants au sein des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- au contrôle interne des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- à la gestion des risques dans les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA ;

- à la gestion de la conformité aux normes en vigueur par les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA.

Ces circulaires assurent la mise en œuvre effective du pilier 2 énoncé par le dispositif prudentiel, notamment l'encadrement du processus de surveillance prudentielle en vue de doter les établissements assujettis d'un dispositif robuste et efficace en matière de gouvernance, de contrôle interne, de gestion des risques et de conformité.

3.4.3 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC)

La Société CREDITINFO-VOLO, agréée en qualité de Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UMOA et dont le siège social est situé à Abidjan (Côte d'Ivoire), est opérationnelle depuis le 1^{er} février 2016. Elle poursuit son déploiement sur l'ensemble de l'espace UMOA, la loi uniforme portant réglementation des BIC étant désormais en vigueur dans tous les Etats membres de l'Union.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'obligation légale d'installation du BIC dans les Etats membres ayant inséré la loi uniforme dans leur ordonnancement juridique interne, outre la Côte d'Ivoire, Etat de son Siège, CREDITINFO-VOLO a été autorisée à installer un bureau de représentation au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Pour le Bénin, où la loi uniforme a été promulguée le 23 janvier 2017, l'instruction du dossier de déclaration d'installation du bureau de représentation est achevée et l'avis conforme de la BCEAO a été transmis au Ministre chargé des Finances de cet Etat.

A la date du 31 décembre 2017, sur les 188 établissements assujettis concernés, 146 (soit 77,7%) ont été jugés aptes à participer au système de partage d'informations sur le crédit, à la suite de tests de qualification. Les établissements pour lesquels les tests ne

sont pas encore achevés sont, pour l'essentiel, installés dans les Etats ayant récemment adopté la loi uniforme sur les BIC. Un dispositif permanent d'assistance rapprochée à l'endroit des établissements concernés a été mis en place par CREDITINFO-VOLO pour l'achèvement des tests.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC est passé de 30.694 à fin février 2016 à 1.251.789 au 31 décembre 2017, à raison de 14.876 pour les personnes morales et 1.236.913 pour les personnes physiques. Cette évolution significative est principalement imputable aux progrès notés en la matière en Côte d'Ivoire. Les données de la clientèle issue de Côte d'Ivoire font 59,6% de celles relatives au total des clients figurant dans la base régionale du BIC.

La situation positive relevée en Côte d'Ivoire s'explique par l'adoption dans cet Etat de l'Ordonnance n° 2016-20 du 27 janvier 2016, qui dispense les établissements assujettis de l'obligation de recueil de consentement pour le partage des données des clients ayant bénéficié de prêts avant le 21 avril 2014, date d'entrée en vigueur de la loi uniforme dans cet Etat. A la suite de la Côte d'Ivoire et, pour des objectifs similaires, le Niger a promulgué la loi n° 2017-36 du 8 mai 2017 portant modification de la loi uniforme sur les BIC en vigueur dans ce pays. Cette loi dispense les établissements assujettis de cet Etat de l'obligation de recueil du consentement préalable pour le partage de données des clients ayant bénéficié de prêts avant le 31 décembre 2014. A l'instar de la Côte d'Ivoire et du Niger, le Sénégal a également entamé une procédure de modification de la loi uniforme sur les BIC visant le même objectif.

Par ailleurs, les Autorités ivoiriennes ont adopté en Conseil des Ministres du 14 décembre 2017, un décret autorisant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel pour

l'intégration des grands facturiers à la plate-forme électronique de partage des informations sur le crédit. La mise en œuvre de cette décision contribuera à améliorer le volume de données sur le crédit disponibles dans la base régionale du BIC.

En vue d'accroître le volume d'informations sur le crédit disponibles dans la base régionale du BIC, différentes actions ont été menées. Elles ont trait principalement à la tenue le 1^{er} juin 2017 de la conférence sur le partage de données sur le crédit dans l'UMOA pour l'amélioration de l'inclusion financière, l'organisation du 24 juillet au 18 août 2017 d'une mission de vérification de la qualité de la participation des établissements assujettis de la place d'Abidjan au système de partage de données sur le crédit et l'organisation par CREDITINFO-VOLO, en collaboration avec la BCEAO, d'une formation gratuite en faveur des établissements assujettis sur la consultation des rapports de solvabilité en juillet et août 2017 sur l'ensemble des sites de la Banque Centrale.

3.4.4 - Autres actions contribuant à la stabilité financière

Au cours de l'année 2017, d'autres travaux ont contribué à la stabilité financière. Il s'agit notamment du suivi de la mise en œuvre de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du Terrorisme (LBC/FT) ainsi que la mise en œuvre des réformes comptable et prudentielle.

S'agissant du suivi de la mise en œuvre de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la BCEAO a édicté quatre Instructions d'application de la loi y relative. Ces textes précisent notamment les modalités d'application de la Loi uniforme relative à la LBC/FT par les institutions financières ainsi que certains seuils relatifs aux transactions en espèces. Il s'agit des textes, ci-après, entrés en vigueur le 25 septembre 2017 :

- l'Instruction n° 007-09-2017 portant modalités d'application par les institutions financières de la loi uniforme relative à la LBC/FT dans les Etats membres de l'UMOA ;
- l'Instruction n° 008-09-2017 fixant le seuil pour la déclaration des transports physiques transfrontaliers d'espèces et instruments négociables au porteur ;
- l'Instruction n° 009-09-2017 fixant le seuil pour le paiement d'une créance en espèces ou par instruments négociables au porteur ;
- l'Instruction n° 010-09-2017 fixant le seuil pour la déclaration des transactions en espèces auprès de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières.

Pour ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre des réformes comptable et prudentielle, les diligences accomplies ont porté sur la vulgarisation des textes réglementaires et l'accompagnement des établissements assujettis. A ce titre, les actions ci-après ont été menées :

- l'organisation d'une mission itinérante de vulgarisation des textes transposant les règles de Bâle II/Bâle III, entre le 16 janvier et le 2 juin 2017 dans l'ensemble des Etats membres de l'Union au profit de tous les acteurs de la réforme prudentielle, notamment les représentants des établissements assujettis, de la profession comptable et des Ministères en charge des finances ;
- la réalisation d'une mission de sensibilisation des éditeurs de logiciels bancaires et des responsables des systèmes d'information des établissements assujettis sur les réformes comptable et prudentielle dans l'UMOA qui s'est déroulée du 17 au 31 juillet 2017. Cette mission itinérante visait à attirer l'attention des acteurs concernés sur les attentes du

régulateur et à échanger avec eux sur leurs préoccupations ;

- la mise en place d'un dispositif d'accompagnement en vue d'assurer une mise en œuvre ordonnée et harmonieuse des deux réformes dans l'UMOA. Ce dispositif est axé sur :
 - a) un dialogue permanent entre les équipes de la BCEAO et celles des établissements, en vue de répondre à toutes leurs préoccupations ;
 - b) la communication par les établissements assujettis :
 - des plans de transition et des rapports bimestriels de mise en œuvre des diligences au titre de la réforme du PCB révisé ;
 - des plans d'actions détaillés et des rapports trimestriels de mise en œuvre de la réforme Bâle II/Bâle III.

Ce dispositif a été renforcé par un Programme d'Accompagnement Rapproché des Etablissements pour la mise en œuvre de la réforme Bâle II/III (PARE BII/III) déployé à compter du 3 août 2017. Ce programme consiste en des rencontres bimestrielles (ou mensuelles pour les établissements en difficulté), par visioconférence entre la BCEAO et les responsables des équipes de projet au niveau des établissements assujettis, en vue d'assurer une meilleure coordination dans la prise en charge des diligences et des préoccupations liées à la réforme.

Pour ce qui concerne spécifiquement le PCB révisé, en sus des actions ci-dessus mentionnées, un atelier de vulgarisation du guide d'application du PCB a été organisé les 5 et 6 octobre 2017. Cette session qui a regroupé les représentants des professions comptable et bancaire ainsi que les Chefs de Service Crédit des Directions Nationales avait pour objet de valider le projet de

guide d'application. Celui-ci vise à assurer une application harmonisée des nouvelles règles comptables bancaires et une bonne appropriation du nouveau référentiel par les principaux utilisateurs.

Par ailleurs, l'Instruction n° 003-05-2017 relative à la déclaration des états périodiques des établissements de crédit a été élaborée. Elle redéfinit les formats desdits états. De même l'Instruction n°004-05-2017 relative aux instruments financiers à terme, inscrite au titre des innovations du dispositif comptable bancaire, a pour rôle de préciser le traitement comptable de telles opérations.

3.5 – ACTIONS EN FAVEUR DE L'INCLUSION FINANCIERE

La Banque Centrale a poursuivi les travaux afférents à la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA, après son adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA, le 24 juin 2016 et

l'organisation de la table ronde des bailleurs de fonds avec United Nations Capital Development Fund (UNCDF), le 17 novembre 2016. Ainsi, elle a procédé aux diligences visant la mise en place des structures de coordination de la stratégie, à savoir le Comité Régional de Pilotage (CRP) et les Comités Nationaux de Suivi de la Mise en Œuvre (CNSMO) dans les Etats membres de l'UEMOA. De même, elle a institué la création d'une Unité de Gestion et de Coordination de la Stratégie (UGC-SRIF) et d'un Comité Technique de Suivi de ses activités, par Décision du Gouverneur de la BCEAO en date du 8 juin 2017. Le processus de recrutement des membres du personnel de cette Unité a démarré et devrait s'achever d'ici au premier trimestre 2018. La BCEAO a, en outre, procédé le 25 septembre 2017, à la signature d'un Protocole d'accord avec UNCDF, dans le cadre de la mise en œuvre de certaines des activités du Plan d'actions de cette stratégie régionale.

IV – GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, DES SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT ET DES RESERVES DE CHANGE

4.1 – GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Au cours de l'année 2017, les opérations effectuées aux guichets de la Banque Centrale ont été marquées par des prélèvements de signes monétaires qui ont atteint 17.069,9 milliards de francs CFA (2.468,5 millions de vignettes) supérieurs aux versements reçus qui se sont situés à 16.797,5 milliards de francs CFA (2.362,0 millions de vignettes). La circulation fiduciaire, résultant de ces évolutions, a progressé de 4,4%.

4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO

Les mouvements aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 4.830,5 millions de billets et pièces de monnaie en 2017 contre 4.853,8 millions d'unités l'année précédente.

Les **prélèvements** de billets au cours de la période 2017 se sont élevés à 17.064,6 milliards de francs CFA (2.372,8 millions de vignettes) contre 16.123,1 milliards de francs CFA (2.383,8 millions de vignettes) en 2016, soit une hausse annuelle de 941,5 milliards de francs CFA et une baisse en volume de 11,0 millions de vignettes. Les sorties les plus importantes ont été relevées en Côte d'Ivoire (31,7%), au Burkina Faso (16,8%), au Sénégal (14,9%) et au Mali (12,8%).

Les sorties de pièces de monnaie ont accusé une baisse de 25,9%, en passant de 129,0 millions d'unités en 2016 à 95,6 millions en 2017. En valeur, elles se sont élevées à 5,3 milliards de francs CFA en 2017 contre 7,6 milliards de francs CFA en 2016.

Les **versements** de billets aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 16.794,5 milliards de francs CFA (2.351,0 millions de vignettes) en 2017 contre 15.855,8 milliards de francs CFA (2.331,5 millions de vignettes) en 2016, soit une hausse annuelle en valeur

de 938,7 milliards de francs CFA et en volume de 19,5 millions de vignettes. Les plus fortes entrées en valeur ont été observées en Côte d'Ivoire (29,0%), au Burkina Faso (16,9%), au Sénégal (14,3%) et au Mali (13,0%).

Au cours de l'année 2017, les entrées de pièces de monnaie aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 3.000,3 millions de francs CFA (11,0 millions d'unités) contre 2.348,8 millions de francs CFA (9,5 millions d'unités) l'année précédente, en augmentation de 651,5 millions de francs CFA (+1,5 millions d'unités).

4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire

A fin décembre 2017, la circulation fiduciaire s'est établie à 6.407,6 milliards de francs CFA contre 6.135,7 milliards de francs CFA un an auparavant, soit une hausse de 271,9 millions de francs CFA. Les grosses coupures ont constitué 91,4% de la valeur des billets en circulation contre 91,2% en 2016. Comparée à 2016, la part des billets dans la circulation fiduciaire est restée quasiment stable à 97,3%.

4.1.3 - Mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO

A fin décembre 2017, les mouvements de billets externes⁴ résultant des opérations de tri se sont chiffrés à 2.083,1 milliards de francs CFA contre 2.131,7 milliards de francs CFA l'exercice précédent, soit une baisse de 2,3%.

Les billets déplacés ont été principalement émis par les Agences de la Côte d'Ivoire (29,8%), du Burkina Faso (14,9%), du Bénin

4. Il s'agit de billets résultant des opérations de tri dans les Agences d'un Etat donné et qui ne sont pas de son émission.

(13,3%) et du Togo (12,5%). Les Agences du Togo, du Bénin, du Mali et du Burkina ont enregistré à leurs guichets les montants les

plus importants de billets externes avec des parts respectives de 27,8%, 27,6%, 12,2% et 11,1%.

Tableau 13 : mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO (en milliards FCFA)

	Exercice 2016 (1)			Exercice 2017 (2)			Variation (3) = (2)-(1)		
	Entrées	Sorties	Soldes	Entrées	Sorties	Soldes	Entrées	Sorties	Soldes
Bénin	414,1	270,5	143,6	574,5	276,8	297,7	160,4	6,3	154,1
Burkina Faso	264,7	324,1	-59,4	231,2	311,3	-80,1	-33,5	-12,8	-20,7
Côte d'Ivoire	155,4	784,9	-629,5	136,0	620,9	-485,0	-19,4	-163,9	144,5
Guinée-Bissau	24,9	78,1	-53,2	23,2	105,1	-81,9	-1,7	27,0	-28,8
Mali	331,2	204,2	127,0	254,1	213,1	41,0	-77,1	8,9	-86,0
Niger	138,9	149,8	-10,9	97,1	125,5	-28,5	-41,8	-24,3	-17,5
Sénégal	202,0	145,4	56,6	188,3	169,1	19,2	-13,7	23,7	-37,4
Togo	600,4	174,6	425,8	578,8	261,2	317,5	-21,6	86,6	-108,3
UMOA	2 131,7	2 131,7	-	2 083,1	2 083,1	-	-48,5	-48,5	-

Source : BCEAO.

4.2 – SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT

Au 31 décembre 2017, le fonctionnement des systèmes de paiement de l'UEMOA est globalement satisfaisant avec une orientation à la hausse des principaux indicateurs d'activité.

4.2.1 – Systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA

A fin décembre 2017, le **Système de Transfert Automatisé et de Règlement de l'UEMOA (STAR-UEMOA)** compte 127 participants grâce à l'entrée en production de neuf (9) nouveaux participants. En 2017, le nombre d'opérations réglées dans STAR-UEMOA est ressorti à 829.174 pour une valeur de 540.528 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 18,06% en valeur et de 9,25% en volume par rapport à l'année 2016.

Les échanges inter-pays au sein de l'UEMOA ont été portés à 345.767 opérations pour une valeur de 35.501,79 milliards de francs CFA en 2017, s'établissant ainsi à 41,70% du volume global des opérations traitées dans

STAR-UEMOA. L'évolution favorable de 9,23% en volume et de 35,13% en valeur des opérations inter-pays met en exergue une intensification des échanges financiers entre les pays de l'UEMOA.

Le **Système Interbancaire de Compensation Automatisé de l'UEMOA (SICA-UEMOA)** compte 137 participants parmi lesquels les banques, la BCEAO ainsi que les Trésors Publics du Bénin, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal. Au cours de la période sous revue, le volume des échanges s'est établi à 13.625.262 opérations pour un montant de 48.600 milliards de francs CFA. En effet, l'activité de SICA-UEMOA a été marquée par des augmentations respectives de 8,28% du volume des paiements compensés et de 11,44% de leur valeur par rapport à 2016.

La croissance de la valeur des opérations compensées a été particulièrement dynamique en Guinée-Bissau (+16,60%), au Mali (+12,43%) et au niveau sous-régional (+23,87%). Les échanges inter-pays constituent 3,46% de la valeur globale des tran-

sactions de l'Union en 2017 contre 1,13 % en 2016.

En ce qui concerne la répartition des supports des paiements traités dans le système de télé-compensation, la part relative en volume des virements est ressortie en hausse de 3,92% par rapport aux chèques qui ont enregistré une régression de 3,98%. Ainsi, en 2017, les virements ont représenté 38,24% des échanges contre près de 60,53% pour les chèques. Pour mémoire, la part respective de ces instruments était de 34,32% et 64,51% en 2016. En valeur, 83,44% des échanges ont été effectués par chèque en 2017.

Pour rappel, la vision de la Banque Centrale est de doter l'UEMOA de systèmes de paiement sûrs, efficaces et accessibles sur la base de critères transparents et de mettre à la disposition des agents économiques des moyens de paiement modernes et de faibles coûts. A cet égard, elle veille à la stabilité du système bancaire et financier de l'Union et promeut le bon fonctionnement et la sécurité de ses systèmes de paiement.

A ce titre en 2017, la Banque Centrale a mené des actions en vue de la sécurisation et de la modernisation des systèmes et moyens de paiement en vue de leur contribution à une inclusion financière accrue des populations de l'UEMOA.

4.2.2 - Sécurisation, modernisation des systèmes et moyens de paiement et contribution à l'inclusion financière

4.2.2.1 - Sécurisation et modernisation des systèmes de paiement

Pour accroître l'efficacité des systèmes SICA-UEMOA et STAR-UEMOA, les actions suivantes ont été réalisées en 2017 :

- l'élaboration d'une note d'orientation relative à la refonte fonctionnelle de SICA-UEMOA en vue d'améliorer les performances, la résilience et la sécurité du

système. Ce projet vise notamment la prise en charge des nouveaux besoins fonctionnels des participants et des gestionnaires du système (banques, Trésors Publics, services financiers de la Poste et de la BCEAO) ainsi que la révision de l'infrastructure de gestion des certificats des participants au système ;

- la révision de la convention régissant le Fonds Régional de Garantie du règlement des soldes du SICA-UEMOA, qui intègre la modification des modalités du calcul des contributions et de déclenchement ou de levée des sanctions des adhérents au dit Fonds ;
- l'évaluation des risques de fraude au niveau des systèmes de paiement et de l'identification des pistes d'amélioration du dispositif de prévention et de lutte anti-fraude ;
- l'organisation d'une session de formation décentralisée sur l'ensemble des sites à l'intention des participants aux systèmes de paiement, afin de renforcer leurs capacités dans la gestion des opérations au niveau de STAR-UEMOA et SICA-UEMOA.

Au titre de la participation active des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement, après l'accès à SICA-UEMOA des Trésors Publics du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal, les travaux se poursuivent pour la connexion à STAR-UEMOA des TPN du Niger et du Togo. Par ailleurs, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Bénin et au Mali, le Trésor Public est directement connecté à STAR-UEMOA respectivement depuis novembre 2015, octobre 2016, novembre et décembre 2017.

Au titre de la gestion du Fonds Régional de Garantie du règlement des soldes de compensation du SICA-UEMOA, l'année 2017 a enregistré soixante-deux (62) interventions à titre d'avances de trésorerie contre cinquante (50) en 2016, soit une baisse de 24%

en volume par rapport à l'année précédente. Les avances pour l'année sous revue se sont établies à 44 milliards de francs CFA.

A fin décembre 2017, le montant moyen des avances est ressorti à environ 710 millions de francs CFA contre 420 millions de francs CFA en 2016. Au total, les interventions du Fonds de Garantie ont permis de régler en 2017 près de 132,5 milliards de francs CFA de soldes débiteurs à la compensation.

A l'analyse, il ressort qu'à fin 2017, le nombre de recours au Fonds Régional de Garantie est en hausse par rapport à l'année précédente, mettant en évidence une accentuation des tensions de trésorerie au niveau des participants.

4.2.2.2 - Sécurisation des services de paiement

Dans le cadre de la sécurisation des services de paiement, le dispositif de surveillance a été renforcé par :

- la mise en place d'un cadre de surveillance des services de paiement adossés à la monnaie électronique ;
- l'élaboration d'un cadre de surveillance des services de transfert rapide d'argent.

Le cadre de surveillance des services de paiement adossés à la monnaie électronique vise à permettre à la Banque Centrale de disposer d'outils d'analyse de la maîtrise des risques inhérents auxdits services ainsi qu'aux innovations en la matière. Il met l'accent sur l'efficacité et la sécurisation des services de paiement adossés à la monnaie électronique. Dans cette perspective, la BCEAO analyse l'évolution de l'utilisation des services liés à la monnaie électronique sur la base des données en volume et en valeur des transactions. En outre, elle veille à la conformité réglementaire des dispositifs d'émission et analyse les conditions effectives de fonctionnement à travers le suivi des incidents et des fraudes.

En ce qui concerne la surveillance des services de transfert rapide d'argent, les réflexions en cours ont pour objectifs de mettre en place un cadre opérationnel à même de permettre la maîtrise des risques qui émergent avec l'essor desdits services. Les principales préoccupations prises en charge par les acteurs pertinents dans le cadre des travaux portent sur :

- la fiabilité et la sécurisation des plateformes de transfert rapide d'argent en termes de disponibilité des infrastructures, d'intégrité, de confidentialité et de traçabilité des transactions ;
- la maîtrise des risques financiers inhérents à la compensation et au règlement des opérations liées au transfert rapide d'argent ;
- la protection des fonds des utilisateurs des services de transfert rapide d'argent ;
- la tarification des services offerts à la clientèle.

4.2.2.3 - Contribution des systèmes et moyens de paiement à une inclusion financière accrue

Dans le cadre de la modernisation continue des systèmes et moyens de paiement et de la promotion de l'inclusion financière, les actions majeures qui ont marqué l'année 2017 sont liées au lancement et à la mise en œuvre des projets relatifs à la promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés aux Systèmes de Paiement Régional de l'UEMOA et à l'interopérabilité des services financiers numériques dans l'Union.

Concernant le projet d'appui à la promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au Système de Paiement Régional de l'UEMOA, il a officiellement été lancé le 23 février 2017, à la suite de la signature, le 20 décembre 2016, d'un Protocole d'Accord de don entre la BCEAO et la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la mise en œuvre effective du

projet sur une durée de trois (3) ans. Le projet vise principalement à apporter aux SFD, l'accompagnement nécessaire pour le développement de leurs activités, la réduction des coûts et des délais de traitement des opérations financières, l'amélioration de la qualité des services financiers offerts, le développement de l'usage des moyens de paiement électroniques, ainsi que le renforcement de leur contribution à l'inclusion financière. Au titre des structures bénéficiaires, soixante et onze (71) SFD ont été sélectionnés en vue de renforcer leurs capacités opérationnelles et techniques pour offrir des services de paiement modernes à leur clientèle et la Côte d'Ivoire et le Niger ont été choisis en tant que pays hôtes pour l'implantation des deux (2) Centres de Traitement Informatique (CTI) pilotes prévus pour la mise à niveau des systèmes d'information et de gestion des SFD.

S'agissant du Projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'Union, à la suite de la signature de l'Accord de don le 23 avril 2017 entre la Banque Centrale et la BAD, des rencontres spécifiques avec les banques, les systèmes financiers décentralisés, les établissements de

monnaie électronique et les sociétés de transfert rapide d'argent ont été organisées. L'objectif était de partager la vision de la BCEAO en matière d'interopérabilité, à savoir : une infrastructure mutualisée autour de la plateforme du GIM-UEMOA permettant de faciliter les échanges de « compte à compte », quel que soit le type de compte (bancaire, non bancaire), entre tous les acteurs, ainsi que l'intégration de tous les instruments, services et canaux utilisés. Cette démarche visait également à identifier avec les parties prenantes les besoins et les attentes des acteurs ainsi qu'à évaluer les contraintes et les défis liés au Projet. Ces rencontres ont permis d'identifier plusieurs initiatives en cours pour le développement de partenariats en vue de l'offre de services interopérables, et de confirmer ainsi la nécessité de la mise en œuvre d'une interopérabilité globale. Par ailleurs, un forum régional sur la digitalisation des paiements des Etats a été organisé en marge de la célébration des quinze du GIM-UEMOA SA en Côte d'Ivoire. L'objectif principal de cet atelier est une offre d'accompagnement des processus de digitalisation en cours dans les huit Etats membres de l'UEMOA par la Banque Centrale.

Encadré 2 : Participation de la BCEAO aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière

Au titre de l'adhésion à l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), la Banque Centrale a accompagné, avec succès, l'Etat de Côte d'Ivoire dans la soumission de la candidature du Ministère de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire pour l'hébergement du Bureau régional de l'AFI pour l'Afrique et le Moyen-Orient à Abidjan.

Par ailleurs, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, a été élu en qualité de membre du Conseil d'Administration représentant la région de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient le 13 septembre 2017, lors de l'Assemblée Générale de l'AFI à Sharm El Sheikh, en Egypte.

Cette élection est une marque de reconnaissance de l'engagement de la BCEAO au sein du réseau de l'AFI et des actions qu'elle a menées en faveur de l'inclusion financière dans l'UEMOA. La mise en œuvre de plusieurs de ses initiatives ont contribué à une forte croissance du taux d'utilisation des services financiers qui est passé de 26% en 2010 à 65% en 2016 dans l'UEMOA.

L'implication de l'Institut d'émission au sein de l'AFI contribue au renforcement des capacités de ses agents, notamment par l'amélioration de la prise en charge des activités liées au développement des services financiers via la téléphonie mobile, à la microfinance et au financement des PME. D'une manière générale, la présence de la Banque Centrale au sein du Conseil d'Administration de l'AFI et du bureau régional dans l'Union permettra de mieux accompagner les actions des Etats membres en matière de mise en œuvre de stratégies nationales d'inclusion financière.

4.3 – GESTION DES RÉSERVES DE CHANGE

La BCEAO a poursuivi, au titre de l'exercice 2017, sa politique d'investissement des réserves de change, dans le strict respect des principes et pratiques de prudence communément admis, en particulier les Directives du FMI en la matière.

Les avoirs en devises se sont établis à 8,74 milliards d'euros à fin décembre 2017, contre 7,87 milliards d'euros en 2016 (soit une hausse de 870 millions d'euros sur la période). Au 31 décembre 2017, la part des réserves de change de la BCEAO déposées

au Compte d'opérations ressortait à 57,91% contre 53,00% à la fin de l'année 2016.

Pour leur part, les ressources en devises distraites du Compte d'opérations ont été maintenues sous la forme de placements monétaires et d'actifs obligataires, répartis dans des portefeuilles en gestion active et passive.

Au total, la politique de gestion des réserves de change, mise en œuvre par la BCEAO au cours de l'année 2017, a été régie par des impératifs de sécurité, de liquidité et de rendement.

V – CADRE INSTITUTIONNEL, ADMINISTRATION DE LA BCEAO ET COOPERATION INTERNATIONALE

5.1 – ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 2017, les Organes de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et les Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu, au cours de l'année 2017, une session extraordinaire le 10 avril 2017 à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire, sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, son Président statutaire.

Au cours de cette rencontre, la Conférence s'est, sur le plan politique, félicitée de la bonne tenue du référendum et des élections législatives en Côte d'Ivoire. Elle a adressé ses vives félicitations à son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA et au peuple ivoirien pour la bonne tenue de ces scrutins qui témoigne, une fois de plus, de l'ancrage démocratique dans les Etats membres de notre Union.

La Conférence s'est également félicitée de l'exécution des projets financés sur les ressources du Fonds de Développement Energie à hauteur de 229,7 milliards, en ce qui concerne l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable. En outre, elle a salué les actions conduites dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la promotion de l'énergie solaire.

En vue de favoriser l'implication du secteur privé dans le financement des projets de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans

l'espace UEMOA, la Conférence a pris acte du mécanisme dénommé « Facilité Régionale d'Accès à l'Energie Durable (FRAED) » créé pour servir de catalyseur et d'effet de levier pour les investissements privés.

Elle a, par ailleurs, relevé la signature de contrats entre partenaires privés et l'Union, à la suite de la Conférence internationale des investisseurs, organisée à Dubaï en septembre 2014, au titre du Programme Economique Régional.

Concernant l'amélioration de la gestion du foncier rural, la Conférence a noté les actions mises en œuvre pour permettre de disposer d'un outil d'aide à la décision sur la régulation des marchés fonciers ruraux et d'un site Web de l'Observatoire Régional du Foncier Rural en Afrique de l'Ouest (ORFAO).

La Conférence a encouragé les Organes et Institutions à poursuivre la mise en œuvre des réformes politiques, programmes et projets communautaires pour le bien-être des populations de l'Union.

La Conférence a salué les actions réalisées par la Banque Centrale en vue de l'opérationnalisation du dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans l'Union. Elle invite l'ensemble des acteurs concernés par la promotion des PME/PMI à s'approprier les mesures pratiques prévues, afin de faciliter l'atteinte des objectifs du dispositif.

Par ailleurs, la Conférence s'est félicitée des dispositions mises en œuvre, avec l'appui de l'Agence UMOA-Titres, qui ont permis aux Etats membres de l'Union de lever des ressources importantes sur le marché financier régional pour la couverture de leurs besoins de financement, à des coûts réduits.

Elle a pris acte de l'achèvement du projet de promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit dans l'Union, avec le démarrage effectif des activités de la société agréée. Elle a exhorté les Etats membres à œuvrer pour permettre à ces bureaux d'atteindre les objectifs fixés, en vue d'un meilleur financement de l'activité économique par les banques ainsi que l'amélioration du classement des Etats dans les indicateurs internationaux sur le climat des affaires.

La Conférence a apprécié les initiatives prises par la Banque Centrale aux fins de l'élargissement de la gamme de produits pour le financement des économies de l'espace communautaire, à travers la promotion du crédit-bail, du capital-investissement, de la finance islamique et de l'affacturage. Elle a invité les Etats membres à diligenter la transposition dans leur ordre juridique interne, de la Loi uniforme sur le crédit-bail dans l'Union.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris connaissance des actions engagées par la Banque Centrale pour la mise en place d'une Autorité de résolution de crise bancaire et l'alignement du dispositif prudentiel de l'Union sur les standards internationaux, à travers l'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III. Ils l'encouragent à poursuivre les efforts engagés en vue de la consolidation de la stabilité financière dans l'Union.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont apprécié les travaux accomplis dans le cadre de la consolidation de la viabilité du secteur de la microfinance et du développement de l'inclusion financière au sein de l'Union. Ils ont salué l'adoption d'un document-cadre de politique et de stratégie régionale d'inclusion financière dans l'espace communautaire, ainsi que les actions conduites pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de cette stratégie.

La conférence a été informée de la révision des textes en vigueur dans l'Union en matière de répression du faux monnayage et des autres atteintes aux signes monétaires. Elle a exhorté les États membres à transposer dans leur ordre juridique interne, la Loi uniforme y relative, afin de prémunir l'Union contre les formes émergentes de criminalité pouvant nuire à la monnaie commune.

Enfin, la Conférence a exprimé sa satisfaction au Président de la Commission, au Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, au Président de la Banque Ouest Africaine de Développement, au Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, ainsi qu'au personnel de tous les Organes et Institutions de l'UEMOA, pour les résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes et projets communautaires.

5.1.2 - Conseil des Ministres

Au cours de l'année 2017, le Conseil des Ministres a tenu quatre (04) sessions ordinaires les 31 mars, 30 juin et 22 décembre 2017 au Siège de la BCEAO à Dakar, ainsi que le 29 septembre 2017 à l'Agence Principale de la BCEAO à Abidjan, sous la présidence de Monsieur Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal, son Président statutaire. Il a également siégé en session extraordinaire le 14 avril 2017 à l'Agence Principale de la BCEAO à Abidjan. Lors des sessions ordinaires, les Ministres ont examiné la conjoncture internationale ainsi que l'activité économique dans les Etats membres de l'UEMOA.

Au cours de sa session ordinaire du 31 mars 2017, le Conseil a relevé la poursuite de la dynamique favorable de l'activité économique au quatrième trimestre 2016 ainsi que les bonnes perspectives économiques dans les Etats membres de l'UEMOA. A cet égard,

la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressortie à 6,5%, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2016 après 6,8% le trimestre précédent, sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure. Pour l'année 2016, le PIB de l'Union progresserait de 6,8%, après 6,6% en 2015. Les projections pour l'année 2017 tablent sur une croissance du PIB de 7,0%, soutenue principalement par les secteurs tertiaire et secondaire.

Les Ministres ont invité les Etats membres à accentuer les efforts pour assurer la consolidation budgétaire, le renforcement de la qualité des investissements publics et le développement du secteur privé. En particulier, le Conseil des Ministres a noté la nécessité de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses publiques, afin d'imprimer au déficit budgétaire une orientation lui permettant de s'inscrire dans le respect de la norme communautaire de 3,0% du PIB à l'horizon 2019.

Le Conseil des Ministres a également noté la baisse du niveau général des prix à la consommation, avec un taux d'inflation passant de -0,1% au troisième trimestre 2016 à -0,3% au quatrième trimestre 2016, en liaison avec l'offre suffisante des produits alimentaires et la diminution des prix à la pompe des carburants dans la plupart des Etats membres de l'Union.

Le Conseil a approuvé les comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2016 et procédé à l'affectation du résultat financier y afférent. Le Conseil des Ministres a félicité la BCEAO pour les actions entreprises en vue de consolider la résilience macroéconomique de l'Union et favoriser l'atteinte d'une croissance durable et inclusive dans la Zone.

Au cours de sa session ordinaire du 30 juin 2017, le Conseil des Ministres a relevé la poursuite de la dynamique favorable de l'activité économique au premier trimestre

2017. En effet, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressortie à 6,6%, en glissement annuel, au premier trimestre 2017 après 6,5% le trimestre précédent, sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure. Pour l'ensemble de l'année 2017, le PIB de l'Union progresserait de 6,9%, après 6,7% en 2016, soutenu principalement par les secteurs tertiaire et secondaire.

Le Conseil a également noté le relèvement du taux d'inflation en Zone UEMOA, après deux trimestres consécutifs de baisse, passant de -0,3% un trimestre plus tôt à 0,8% au premier trimestre 2017, en relation avec la hausse des prix des produits alimentaires, des services de logement ainsi que des tarifs de transport.

Les membres du Conseil des Ministres ont noté avec satisfaction que l'ensemble des Etats membres de l'Union ont désormais adopté des programmes économiques et financiers soutenus par le Fonds Monétaire International (FMI). Cette situation traduit la volonté des pays de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques rigoureuses, en vue de consolider la croissance économique durable et inclusive. A cet effet, le Conseil a encouragé les Etats membres à poursuivre les efforts pour assurer la viabilité budgétaire, la qualité des investissements publics et le développement du secteur privé. En outre, ils ont réitéré la nécessité de renforcer la mobilisation des recettes fiscales et de rationaliser les dépenses publiques, afin d'imprimer au déficit budgétaire une orientation lui permettant de s'inscrire dans le respect de la norme communautaire de 3,0% du PIB à l'horizon 2019.

Le Conseil a examiné et adopté le plan d'actions pour le renforcement du rapatriement des recettes d'exportation dans les Etats membres de l'UEMOA.

Le Conseil a examiné et adopté le projet de décision fixant les taux de contribution des

adhérents au Fonds de Garantie des Dépôts dans l'Union Monétaire Ouest Africaine et les plafonds d'indemnisation des titulaires des dépôts éligibles. L'adoption de ce texte permet au Fonds de franchir une étape importante dans le processus de son opérationnalisation.

Le Conseil des Ministres a enfin été informé de l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionales au titre de l'année 2015 ainsi que de l'état d'avancement du projet de promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UEMOA.

Au cours de sa session ordinaire du 29 septembre 2017, le Conseil des Ministres a relevé que l'activité économique est demeurée bien orientée au deuxième trimestre 2017. En effet, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressortie à 6,5%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2017 après 6,6% le trimestre précédent. Cette légère décélération est essentiellement imputable à la baisse du rythme de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire. Pour l'ensemble de l'année 2017, le PIB de l'Union progresserait de 6,9%, après 6,7% en 2016, soutenu principalement par les secteurs secondaire et tertiaire.

Le Conseil a noté un ralentissement de l'inflation, le niveau général des prix ressortant en hausse de 0,3% au deuxième trimestre 2017, contre 0,8% un trimestre plus tôt, consécutivement au repli des prix des denrées alimentaires, en raison d'un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers, en légumes et en tubercules.

Le Conseil des Ministres a adopté l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA révisée, pour la mettre en cohérence avec ses récentes Décisions visant à renforcer le cadre réglementaire de supervision et de résolution des crises bancaires dans l'Union. Il a également examiné et approuvé les amende-

ments à la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA en vue de l'exercice des opérations de finance islamique. Il a retenu la date limite du 30 juin 2018 pour l'insertion de cette loi dans l'ordre juridique interne des Etats membres.

En outre, le Conseil des Ministres a été informé des conclusions de la réunion du Comité de Politique Monétaire du 6 septembre 2017 et de l'état d'avancement du projet de promotion du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UMOA. Il a noté que les activités du BIC dans l'Union progressent régulièrement. Des efforts restent toutefois à déployer pour augmenter le niveau des consultations des rapports de crédit et accroître le volume d'informations par Etat disponibles dans la base de cette structure, dans la perspective de l'atteinte d'un taux de couverture significatif de la population de l'Union par le BIC.

Au cours de sa session ordinaire du 22 décembre 2017, le Conseil des Ministres a relevé la poursuite de la bonne orientation de l'activité économique au troisième trimestre 2017. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressorti à 6,4%, en glissement annuel, au troisième trimestre 2017, après 6,5% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2017, le PIB de l'Union progresserait de 6,7%, après 6,6% en 2016, soutenu principalement par l'essor des activités commerciales et manufacturières, ainsi que des bâtiments et travaux publics.

Le Conseil a noté une légère progression du taux d'inflation, ressorti à 1,2% au troisième trimestre 2017, après +0,1% un trimestre plus tôt. Cette hausse des prix résulte du renchérissement des produits alimentaires, notamment les légumes, les produits de la pêche et les céréales locales.

Par ailleurs, le Conseil a procédé à la nomination des Représentants des Républiques

de Guinée-Bissau et du Niger au sein du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA.

Enfin, le Conseil des Ministres a été informé des conclusions de la réunion du Comité de Politique Monétaire du 6 décembre 2017, des perspectives d'évolution des économies de l'Union en 2018 et 2019, de la situation du système bancaire de l'UMOA au titre de l'année 2016, de l'état de mise en œuvre de la seconde phase de la mesure de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit de l'Union, du point des activités du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UMOA et du projet de budget de la BCEAO pour l'exercice 2018.

Au cours de sa session extraordinaire du 14 avril 2017, le Conseil des Ministres a pris acte de l'expiration du mandat de Monsieur Jeremias Antonio da Cruz PEREIRA, Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF). Le Conseil a salué le travail accompli par le Président PEREIRA durant son mandat et l'a félicité pour les actions réalisées dans le cadre de la redynamisation du marché financier régional et les résultats satisfaisants obtenus par le CREPMF, sous sa conduite.

Conformément aux délibérations de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA réunie en session extraordinaire le 10 avril 2017 à Abidjan, le Conseil des Ministres a nommé, en application des dispositions de l'article 5 de l'Annexe à la Convention portant composition, organisation, fonctionnement et attribution du CREPMF, au titre de la République du Sénégal, Monsieur Mamadou N'DIAYE, Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers à partir du 1^{er} mai 2017 pour un mandat unique de trois (3) ans. Le Conseil des Ministres félicite le nouveau Président du CREPMF et l'invite à préserver les acquis du processus d'intégration et à poursuivre les chantiers engagés.

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO

Au cours de l'exercice 2017, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu quatre réunions ordinaires, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire, respectivement les 1^{er} mars, 7 juin, 6 septembre et 6 décembre 2017 au Siège de la BCEAO à Dakar.

Au cours de sa session du 1^{er} mars 2017, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique au cours de la période récente ainsi que les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et la croissance économique de l'Union.

Sur le plan international, le Comité a relevé que l'activité économique mondiale s'est raffermie au quatrième trimestre 2016, sous l'effet notamment du redressement de la croissance aux Etats-Unis et de la poursuite de l'amélioration de la conjoncture dans les principaux pays émergents. Les cours des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA se sont inscrits en hausse sur le trimestre sous revue, à l'exception de ceux du cacao et de l'or.

Examinant la situation interne de l'Union, le Comité a relevé le maintien du rythme soutenu de l'activité économique au quatrième trimestre 2016. Ainsi, le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Union, en glissement annuel, est ressorti à 6,5% contre 6,8% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2016, la croissance économique de l'Union est estimée à 6,8%, après 6,6% en 2015. Les projections tablent sur une progression du PIB réel de l'Union de 7,0% en 2017.

Le Comité de Politique Monétaire a noté que les opérations financières des Etats se sont soldées en 2016 par un déficit global,

base engagements, de 4,0% du PIB. L'évolution des finances publiques des Etats membres de l'Union en 2016 reste marquée par une hausse des dépenses courantes ainsi que par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux, dans un contexte de faible mobilisation des ressources extérieures et de stagnation du taux de pression fiscale. Le Comité a souligné que le respect à l'horizon 2019 de la norme communautaire de 3,0% du PIB pour le déficit budgétaire par Etat implique le renforcement des efforts de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses publiques.

Analysant l'évolution des prix dans l'Union, le Comité a constaté que le taux d'inflation dans la Zone UEMOA, en glissement annuel, s'est situé à -0,3% au quatrième trimestre 2016 après -0,1% un trimestre plus tôt. L'accentuation de la baisse de l'inflation s'explique par le repli des prix des produits alimentaires, en rapport avec l'amélioration de l'offre des denrées sur les marchés. A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,7%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Sur le marché monétaire, le taux moyen pondéré des opérations hebdomadaires d'injection de liquidités s'est établi à 3,59% contre 3,37% au trimestre précédent et 2,59% un an plus tôt. Sur le guichet à un mois, le taux moyen pondéré a légèrement progressé de 3,47% à 3,48%, d'un trimestre à l'autre. A la même période en 2015, ce taux était de 2,62%. En outre, sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré s'est accru, passant de 4,39% le trimestre précédent à 4,48%.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir

inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités reste fixé à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013 et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal est maintenu à 4,50%, niveau en vigueur depuis le 16 décembre 2016.

En vue d'accompagner la mise en œuvre des mesures visant un meilleur fonctionnement du marché interbancaire, le Comité a décidé de baisser de 200 points de base le coefficient de réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union pour le ramener de 5,0%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012, à 3,0%. Cette décision prend effet à compter du 16 mars 2017.

Au cours de sa session du 7 juin 2017, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique au cours de la période récente ainsi que les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives de stabilité des prix et de croissance économique de l'Union.

Sur le plan international, le Comité a relevé que l'activité économique à l'échelle mondiale demeure bien orientée au premier trimestre 2017, sous l'effet notamment de la bonne tenue de la croissance dans les économies avancées et de la poursuite de l'amélioration de la conjoncture dans les pays émergents. Les cours des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union se sont accrus, à l'exception de ceux du cacao, de l'huile de palmiste et de l'or. Les hausses trimestrielles les plus significatives ont concerné le pétrole, le caoutchouc, la noix de cajou, le coton et le café.

Examinant la situation interne de l'Union, le Comité a relevé la consolidation du dynamisme de l'activité économique au cours du premier trimestre de l'année 2017. Ainsi, le taux de croissance du produit intérieur

brut de l'Union, en glissement annuel, est ressorti à 6,6% contre 6,5% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2017, la croissance économique de l'Union est attendue à 6,9%, après 6,7% en 2016 et 6,6% en 2015.

Le Comité de Politique Monétaire a noté que pour l'ensemble de l'année 2017, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, se maintiendrait à 4,4% du PIB comme en 2016. Dans ces conditions, les efforts de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses publiques doivent être poursuivis.

Analysant l'évolution des prix dans l'Union, le Comité a relevé que le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est ressorti à 0,8% au premier trimestre 2017 contre un niveau de -0,3% le trimestre précédent. Cette évolution s'explique par la hausse des prix des produits alimentaires, le renchérissement des services de logement ainsi que des tarifs de transport en liaison avec le rebond récent des prix du pétrole. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,7%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal, respectivement à 2,50% et à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

Au cours de sa session ordinaire du 6 septembre 2017, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique au cours de la période récente ainsi que les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives à moyen terme

de stabilité des prix et de croissance économique de l'Union.

Sur le plan international, le Comité a relevé que l'activité économique s'est renforcée au deuxième trimestre 2017, sous l'effet notamment du raffermissement de la croissance dans la Zone euro, aux Etats-Unis et dans certains pays émergents. En ligne avec cette reprise, les perspectives du FMI publiées en juillet 2017 indiquent que la production mondiale devrait s'inscrire en hausse de 3,5% en 2017 après 3,2% en 2016. Les cours des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union se sont repliés, à l'exception de ceux de la noix de cajou et de l'or. Les baisses trimestrielles les plus marquées ont concerné le pétrole, le caoutchouc, l'huile de palmiste, l'huile de palme, le cacao et le café.

Examinant la situation économique dans l'Union, le Comité a relevé la consolidation de l'activité au deuxième trimestre de l'année 2017. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Union, en glissement annuel, est ressorti à 6,5% après 6,6% le trimestre précédent. Cette croissance est portée essentiellement par la vigueur de la demande intérieure et, du côté de l'offre, par des hausses significatives des valeurs ajoutées dans les secteurs primaire (5,1%), secondaire (9,5%) et tertiaire (5,9%). Pour l'ensemble de l'année 2017, la croissance économique de l'Union est attendue à 6,9%, après 6,7% en 2016 et 6,6% en 2015.

Le Comité de Politique Monétaire a noté que le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, est ressorti à 2,4% du PIB à fin juin 2017 contre 2,3% un an auparavant. Pour l'ensemble de l'année 2017, ce déficit est attendu à 4,4% du PIB, tout comme en 2016 pour un objectif communautaire de 3,0% à l'horizon 2019. Dans ces conditions, les efforts de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses publiques doivent être poursuivis.

Le Comité a analysé l'évolution des prix dans l'Union et a observé que le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 0,3% au deuxième trimestre 2017 après un niveau de 0,8% le trimestre précédent. Ce ralentissement de la hausse des prix s'explique par le repli des prix des denrées alimentaires, à la suite d'un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers, en légumes et en tubercules. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,5%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Le Comité a relevé que la masse monétaire dans l'Union s'est accrue de 10,0% en glissement annuel au deuxième trimestre 2017, traduisant une consolidation des actifs extérieurs nets (4,1%) et une progression des créances intérieures (11,3%). Le taux d'intérêt moyen trimestriel du marché monétaire s'est replié à 2,70% contre 3,86% le trimestre précédent et 3,34% un an plus tôt.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

Au cours de sa session du 6 décembre 2017, le Comité a relevé que l'activité économique à l'échelle mondiale s'est raffermie au troisième trimestre 2017, sous l'effet notamment de la bonne orientation de la croissance aux Etats-Unis, dans la Zone euro et dans certains pays émergents. Selon les perspectives économiques du Fonds Monétaire International publiées en octobre 2017, la production mondiale devrait s'inscrire en hausse de 3,6% en 2017 après 3,2% en 2016. Les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union ont connu des évolutions

contrastées au cours du troisième trimestre 2017. Les cours de l'huile de palme, du pétrole, du café, de l'or et du cacao ont augmenté, alors que ceux du coton, de la noix de cajou, du caoutchouc et de l'huile de palme se sont repliés.

Examinant la situation économique dans l'Union, le Comité a constaté le maintien du dynamisme de l'activité au troisième trimestre de l'année 2017. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Union, en glissement annuel, est ressorti à 6,4%, porté essentiellement par la vigueur de la demande intérieure, contre 6,5% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2017, la croissance économique de l'Union est attendue à 6,7%, après 6,6% en 2016 et 6,2% en 2015.

Le Comité de Politique Monétaire a noté que sur les neuf premiers mois de l'année 2017, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, est ressorti à 3,5% du PIB contre 2,8% un an auparavant. Pour l'ensemble de l'année 2017, ce déficit est attendu à 4,5% du PIB contre 4,3% en 2016, pour un objectif communautaire de 3,0% à l'horizon 2019. Dans ces conditions, les efforts de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses publiques doivent être poursuivis.

Le Comité a relevé que le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 1,2% au troisième trimestre 2017 après 0,1% le trimestre précédent. Cette évolution du niveau général des prix s'explique par la progression des prix des produits alimentaires, à la suite d'un approvisionnement insuffisant des marchés en produits céréaliers locaux, en légumes et en produits de pêche. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,5%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Le Comité a noté que la masse monétaire dans l'Union s'est accrue de 11,3% en glissement annuel au troisième trimestre 2017,

traduisant une consolidation des actifs extérieurs nets (17,6%) et une progression des créances intérieures (10,8%). Le taux d'intérêt moyen trimestriel du marché monétaire s'est redressé, ressortant à 3,20% après 2,70% le trimestre précédent et 3,18% un an plus tôt.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO

Au titre de l'exercice 2017, le Conseil d'Administration a tenu deux (02) sessions ordinaires, les 23 mars et 21 décembre 2017 au Siège de la BCEAO à Dakar, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 23 mars 2017, les membres du Conseil ont examiné les comptes de la BCEAO établis au 31 décembre 2016, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux règles comptables spécifiques de la BCEAO. Ils ont également pris connaissance des rapports du Commissaire Contrôleur de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2016.

Le Conseil a été, par ailleurs, informé des conclusions des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO, qui s'est réuni le mardi 21 mars 2017, à l'effet notamment d'examiner les états financiers et d'apprécier la qualité du dispositif de contrôle interne.

Au terme de ses travaux et sur la base des conclusions de la session du Comité d'Audit, le Conseil d'Administration a arrêté

les comptes de la BCEAO au 31 décembre 2016. A cet égard, il a félicité la Banque Centrale pour les résultats obtenus dans un environnement économique et financier difficile. Il a décidé de soumettre les états financiers ainsi arrêtés à l'approbation du Conseil des Ministres de l'Union.

Au cours de sa session ordinaire du 21 décembre 2017, le Conseil a examiné et approuvé le budget de l'Institut d'émission pour l'exercice 2018.

Il a, en outre, procédé, en application de l'article 89 des Statuts de la BCEAO, à la nomination des membres du Comité d'Audit de la BCEAO pour les années 2018-2019.

Par ailleurs, à la suite des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO, qui s'est réuni le 19 décembre 2017 à Dakar, le Conseil a pris acte du plan d'audit interne au titre de la période 2018-2020 tel qu'approuvé par le Comité ainsi que de son programme de travail au titre de l'année 2018.

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO

Le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu au cours de l'année 2017, sous la présidence de Monsieur Adama Racine SOW, son Président statutaire, deux (02) réunions ordinaires les 21 mars et 19 décembre 2017, dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar.

Au cours de sa session du 21 mars 2017, le Comité, à l'issue de la présentation des états financiers par les services de la Banque et des rapports d'audit par le Commissaire Contrôleur, a noté avec satisfaction, la forte progression du résultat net de la Banque Centrale par rapport à l'exercice 2015 (+132%), dans un contexte économique international difficile. Cette performance résulte, à la fois, de la nette amélioration des produits nets d'intérêts consécutivement à la hausse des produits issus des concours aux établissements de

crédit, du profil excédentaire du résultat net de change et de la baisse des charges d'exploitation générale.

Le Comité a relevé l'opinion positive du Commissaire Contrôleur sur la régularité et la sincérité des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la qualité des procédures administratives et comptables de la Banque et de son dispositif de contrôle ainsi que le respect des dispositions de la Convention de Compte d'Opérations.

Le Comité d'Audit a félicité les services de la Banque Centrale, le Commissaire Contrôleur et les Contrôleurs Nationaux pour la qualité des documents produits et la clarté des présentations.

Au terme de l'examen des états financiers, le Comité d'Audit adresse ses félicitations au Gouverneur et au personnel de la Banque Centrale pour les résultats obtenus et recommande qu'il plaise au Conseil d'Administration d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'ils lui sont soumis.

Par ailleurs, le Comité a pris connaissance du rapport annuel sur les activités de contrôle de la BCEAO au titre de l'exercice 2016 ainsi que du dispositif de contrôle des opérations de la Direction de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel et des mesures de maîtrise des risques inhérents à la gestion des ressources humaines de la Banque Centrale.

Au cours de sa session du 19 décembre 2017, le Comité a salué les performances de la Banque Centrale dans la réalisation de son plan d'audit triennal 2015-2017. Il a approuvé le plan d'audit interne au titre de la période 2018-2020, qui couvre les principaux domaines d'activités sensibles de la Banque et les risques émergents notamment ceux liés à la cybersécurité. Il a encouragé la Banque à prendre les dispositions nécessaires pour maintenir le rythme d'exécution des missions d'audit interne.

Le Comité d'Audit a adopté son programme de travail au titre de l'année 2018 ; celui-ci comporte principalement trois sessions en mars, juin et décembre, dédiées respectivement à l'examen des états financiers de la BCEAO de l'exercice 2017, à la désignation du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux au titre des exercices 2018, 2019 et 2020 et à l'approbation du programme annuel des audits de 2019.

Il a également examiné l'état de mise en œuvre de ses recommandations ainsi que celles des missions d'audit interne, de l'audit externe et de l'évaluation externe de l'audit interne réalisée en 2016. Il a relevé le taux satisfaisant de mise en œuvre de ces recommandations.

Le Comité a pris connaissance de la lettre de mission du Commissaire Contrôleur au titre de l'exercice 2017. Il a noté que le programme d'intervention et l'organisation des travaux proposés pour le contrôle des comptes sont conformes aux dispositions contractuelles. Il s'est félicité des moyens mis en œuvre par le Commissaire Contrôleur pour l'exécution de sa mission.

Enfin, dans le cadre de l'information du Comité d'Audit sur la maîtrise des risques inhérents aux activités de la Banque, la Direction de la Comptabilité a présenté l'organisation et le fonctionnement de son dispositif de contrôle interne. Le Comité a apprécié la pertinence du dispositif mis en place qui donne une bonne assurance sur la qualité de l'information financière produite par la BCEAO.

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.2.1 - Gestion des ressources humaines

5.2.1.1 - Effectif

Au 31 décembre 2017, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'établit à 3.633 agents contre 3.505 agents à fin décembre 2016.

Cet effectif est constitué de 3.580 agents en activité sur les sites de la BCEAO et de 53 agents en position de détachement ou de disponibilité.

L'effectif en activité, réparti entre le Siège, les huit Directions Nationales (Agences Principales et Agences Auxiliaires), les Représentations et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, est en hausse de 131 personnes, soit une augmentation de 3,8% par rapport à son niveau du 31 décembre 2016.

Avec un effectif de 1.078 agents, dont 88 membres du Haut Management et Directeurs, le personnel d'encadrement représente 30,11% du personnel en activité. Cet effectif a connu une baisse de 13 agents depuis le 31 décembre 2016.

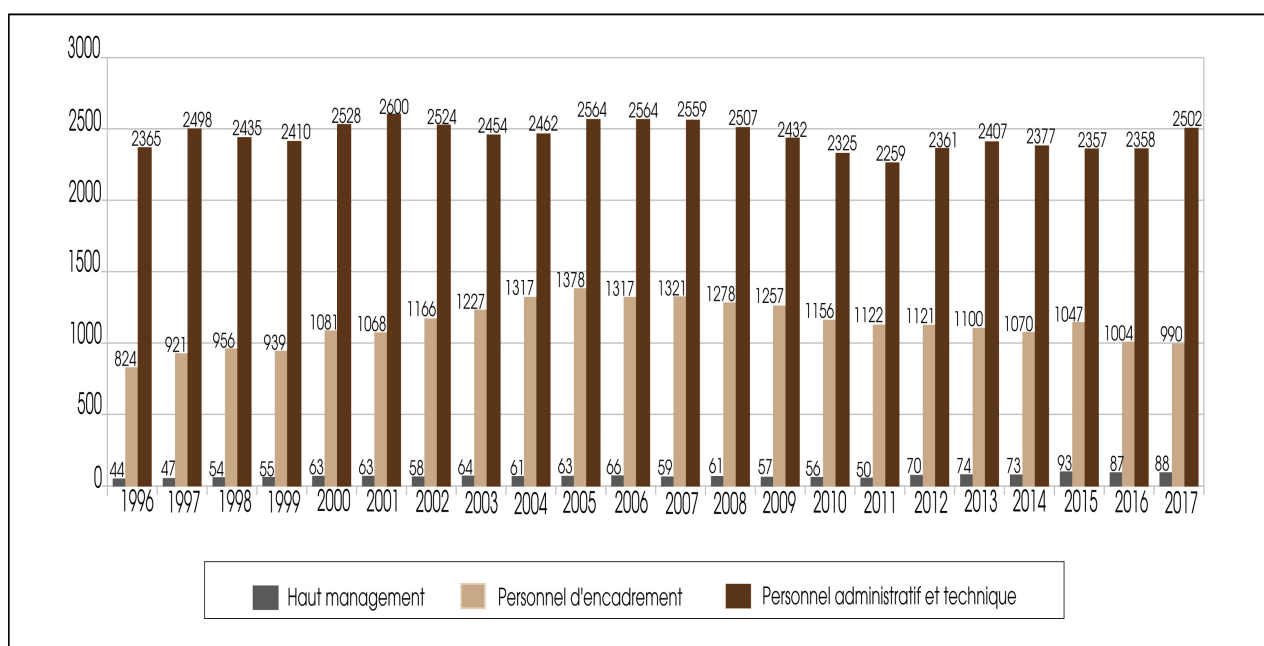
Le Personnel Administratif et Technique (PAT) représente 69,89% de l'effectif en activité au 31 décembre 2017. L'effectif de ce corps a connu une hausse de 144 agents par rapport à fin 2016.

Par site, l'effectif du personnel en activité au 31 décembre 2017 est réparti comme suit :

- Siège : 680 agents ;
- Directions Nationales (Agences Principales et Auxiliaires) : 2.753 agents ;
- Représentation de la BCEAO auprès des Institutions Européennes de Coopération : 3 agents ;
- Représentation du Gouverneur auprès de la Commission de l'UEMOA : 9 agents ;
- Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA : 135 agents.

Concernant l'effectif par genre au 31 décembre 2017, le personnel masculin se chiffre à 2.200 agents et représente 60,56%, tandis que le personnel féminin comprend 1.433 agents, soit un pourcentage de 39,44%, contre 41,5% en 2016.

Graphique 7 : évolution des effectifs de la BCEAO de 1996 à 2017 (*)



(*) : Effectifs ne tenant pas compte des agents en position de détachement et de disponibilité.

Source : BCEAO.

5.2.1.2 - Formation

Au cours de l'année 2017, la mise en œuvre du programme d'activités du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) de la BCEAO a consisté en la réalisation d'actions de formation destinées au renforcement des capacités des agents de la Banque Centrale, des administrations économiques et financières, des établissements de crédit des Etats membres de l'UEMOA ainsi que des cadres issus des banques centrales partenaires.

Au titre des activités spécifiques, il convient de souligner le démarrage des enseignements du programme de formation professionnelle qualifiante au profit du personnel.

Cette formation, sanctionnée par un Certificat de Qualification Professionnelle de niveaux 1 (CQP 1) et 2 (CQP 2), vise à renforcer sensiblement le niveau de qualification des agents et à leur donner les aptitudes nécessaires, en vue de favoriser leur accès à des postes de niveau supérieur.

L'édition de cette année concerne soixante-trois (63) agents relevant du chemin de carrière « Assistance et logistique » et dix-sept (17) autres du chemin de carrière « Opérations ».

La première phase de la formation portant sur les tronc communs s'est déroulée sur la période du 30 mars au 5 octobre 2017. La seconde phase consacrée aux spécialisations s'achèvera en mars 2018.

Au cours de la période sous revue, neuf cent trente-trois (933) agents de la BCEAO ont pris part aux cinquante-huit (58) actions de formation mises en œuvre par le COFEB, les Directions Nationales et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UEMOA. Ces sessions de formation ont porté essentiellement sur les opérations financières, le contrôle interne et la détection de fraudes, le leadership d'équipe, la supervision des banques en difficulté, la gestion actif-passif dans le contexte d'une banque

centrale, la gestion orientée vers les résultats, la prévision conjoncturelle, la finance islamique, le Plan Comptable Bancaire (PCB) révisé de l'UEMOA, les techniques rédactionnelles, le code d'éthique et de déontologie, les systèmes d'information ainsi que l'audit d'un système de management de la qualité et d'un dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux.

Quatre-vingt-quinze (95) agents ont pris part à cinquante-deux (52) stages et formations mis en œuvre par d'autres institutions ou organismes de formation partenaires ou privés. Les thématiques traitées dans le cadre de ces formations concernent l'audit, la gestion des risques de crédit, le management des risques, la programmation et les politiques financières, la comptabilisation des instruments financiers en lien avec les normes IFRS, l'économie et les relations internationales dans une banque centrale. Elles ont également porté sur les indicateurs de solidité financière, la gestion des réserves de change, la croissance inclusive, l'analyse des contrefaçons et des billets maculés, les systèmes d'information et la gestion des finances publiques.

Ces formations se sont déroulées dans un contexte de large collaboration avec les partenaires traditionnels de la Banque, notamment la Banque Mondiale (BM), la Banque Centrale Européenne (BCE), la Banque des Règlements Internationaux (BRI), la Federal Reserve Bank of New York, la Deutsche Bundesbank, la Banque Nationale de Belgique (BNB), la Banque d'Angleterre, le Groupement Interbancaire Monétaire de l'UEMOA (GIM-UEMOA), AFRITAC de l'Ouest et l'Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) du Fonds Monétaire International (FMI), l'Institut Bancaire Financier International (IBFI) de la Banque de France, l'Institut Ouest Africain de Gestion Economique et Financière (WAIFEM), la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) ainsi que d'autres structures de formation privées tels que la Compagnie Nationale des Commissaires

aux Comptes (CNCC) de France, le Cabinet UNIDEV du Bénin, l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI), le Centre Scientifique des Techniques du Bâtiment (CSTB), Global Knowledge et ORSYS – France.

Dans le cadre de la sensibilisation du public sur l'actualité économique, monétaire et financière, le COFEB a organisé six (6) conférences-actualité sur les thèmes ci-après :

- « *Le rôle du franc CFA dans l'intégration économique monétaire de l'Afrique de l'Ouest* », animée, le 7 avril 2017, par Monsieur Théophile AZOMAHOU, Professeur titulaire à l'Université Clermont Auvergne, au Centre d'Etudes et de Recherches en Développement International (CERDI) et à l'Université des Nations Unies de Maastricht (Pays-Bas). Cette Conférence retransmise par visioconférence, couverte par la presse, a été suivie par le personnel sur l'ensemble des sites de la Banque ainsi que par des Responsables du monde de l'économie et de la finance des pays de l'Union ;
- « *Objectifs du Développement Durable : les économies africaines entre réformes et défis* », animée, le 3 mai 2017, par Feu Fulbert AMOUSSOUGA GERO, Professeur titulaire des Universités à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) ;
- « *Les perspectives économiques régionales en Afrique Sub-saharienne* », animées respectivement les 9 mai 2017 et 31 octobre 2017 par Monsieur Roger NORD, Directeur Adjoint du Département Afrique du Fonds Monétaire International (FMI) ;
- « *Déficits extérieur et budgétaire : jumeaux ou parfaits étrangers* », animée par Monsieur Michel NORMANDIN, Professeur titulaire à HEC-Montréal, le 28 juin 2017 ;
- « *Problématique de l'endettement public*

dans les Etats membres de l'UEMOA », animée par Monsieur Antonin DOSSOU, Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires (DCEAM) à la BCEAO, le 26 juillet 2017.

Au titre de la formation diplômante, le Centre a procédé à l'administration de la 39^e promotion ainsi qu'au traitement des dossiers de candidatures pour la 40^e promotion. Les enseignements théoriques pour la 40^e promotion ont débuté le 6 novembre 2017, à l'intention de trente (30) auditeurs dont vingt-cinq (25) ressortissants des Etats membres de l'Union et cinq (5) agents de banques centrales partenaires (trois (3) agents de la Banque Centrale de la République de Guinée et deux (2) de la Banque Centrale du Congo).

Concernant les formations qualifiantes de courte durée destinées aux établissements de crédit, quatre (4) séminaires ont été organisés conformément à leurs besoins, dans le cadre du dispositif de soutien au financement des PME et PMI dans les Etats membres de l'UEMOA. Ces actions de formation ont été réalisées dans un contexte de large ouverture, en relation avec l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) du Luxembourg. Elles se sont déroulées de manière itinérante au cours des mois de janvier et février 2017, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Togo et ont réuni au total cent treize (113) participants. Elles ont été animées par une équipe pédagogique composée d'un expert de l'ATTF et d'agents de la Direction des Activités Bancaires et du Financement des Economies (DABFE) de la BCEAO.

En outre, deux (2) autres sessions conjointes avec l'ATTF du Luxembourg portant sur le thème « *Gestion des risques bancaires* », ont eu lieu respectivement à Dakar (Sénégal), du 3 au 7 juillet 2017, et à Niamey (Niger), du 10 au 14 juillet 2017. Ces sessions ont enregistré la participation de soixante-et-un (61) agents des établissements de crédit de l'Union.

Par ailleurs, un séminaire régional conjoint avec l'ATF sur le thème « *Audit et contrôle internes* », qui s'est tenu du 4 au 8 décembre 2017 dans les locaux de la Banque Centrale à Dakar au Sénégal, a mobilisé vingt-quatre (24) participants des établissements de crédit de l'UEMOA et deux (2) agents de la BCEAO.

En ce qui concerne le Programme BCEAO/BEAC/BCC de renforcement des capacités, un séminaire régional sur la formulation des stratégies de la dette, tenu à Douala (Cameroun), du 20 au 24 novembre 2017. Cette rencontre a réuni trente-quatre (34) participants issus des Etats de l'UEMOA et de la CEMAC, ainsi que des cadres des trois (3) banques centrales. En outre, en marge de l'inauguration du nouveau bâtiment de la Banque Centrale des Comores (BCC), un séminaire régional de haut niveau sur le thème « *Développement et croissance : quel rôle pour la Banque Centrale ?* » s'est déroulé le 19 décembre 2017. Il a regroupé soixante dix-huit (78) participants issus des établissements de crédit de l'Union des Comores et a été animé par la Directrice de l'Union des Meck de Moroni, le Commissaire Général au Plan de l'Union des Comores et les agents des trois (3) banques centrales. Une réunion du Comité de Gestion du Programme BCEAO/BEAC/BCC de renforcement des capacités s'est tenue le 18 décembre 2017 afin d'arrêter le projet du programme d'activités au titre de l'année 2018.

S'agissant des actions conjointes avec AFRITAC de l'Ouest et l'Institut du FMI, le COFEB a organisé un cours régional avec AFRITAC de l'Ouest sur le thème « *Programmation et politiques financières* », du 24 avril au 5 mai 2017, au Siège de la BCEAO à Dakar. La session a regroupé trente-six (36) participants issus des administrations économiques et financières des pays couverts par AFRITAC de l'Ouest, de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de la Banque Centrale de

Mauritanie, de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) ainsi que de la Commission de l'UEMOA. L'animation de la session a été assurée par trois (3) experts du FMI et un de AFRITAC de l'Ouest.

Dans le cadre du programme conjoint BCEAO-HEC Paris en management des activités bancaires, le COFEB a organisé quatre (4) sessions des huit (8) modules du Parcours de Management Général (PMG) de type « *Certificat Executive Management Général des Activités Bancaires* » (CEMGAB) à Dakar (Sénégal). Ces sessions ont enregistré cent huit (108) participations, dont vingt-et-une (21) de la BCEAO et quatre-vingt-sept (87) des établissements de crédit de l'Union. Elles se sont déroulées au cours des mois de mars, avril, mai et septembre 2017 et ont donné lieu à la délivrance de certificats HEC-Paris à l'issue de la formation.

En outre, la deuxième édition du Parcours certifiant relatif à la gestion des Ressources Humaines au titre de l'année 2017, intitulée « *Certificat Executive Management des Ressources Humaines* » (CEMRH), s'est déroulée en octobre et novembre 2017 pour les cinq (5) modules, à l'intention de dix-huit (18) participants des établissements de crédit de l'Union et deux (2) de la BCEAO.

5.2.2 - Patrimoine immobilier

La Banque Centrale a poursuivi en 2017, son programme de consolidation et d'extension des infrastructures de son réseau d'Agences Auxiliaires et finalisé le processus de sélection des prestataires pour la construction du Centre de Traitement Fiduciaire (CTF) pilote à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire.

Au titre de l'extension du réseau des Agences Auxiliaires, les appels d'offres d'entreprises pour les travaux de construction des immeubles des sites de Kayes au Mali, Tahoua au Niger et Saint-Louis au Sénégal ont été lancés au cours du quatriè-

me trimestre 2017. Le processus de sélection des entreprises a été mené à son terme en décembre 2017 en ce qui concerne l'Agence de Tahoua. Le démarrage des travaux y relatif est programmé au cours du premier trimestre de l'année 2018.

Dans le cadre de la consolidation du patrimoine immobilier, les travaux d'extension et de réhabilitation des immeubles de l'Agence Auxiliaire de Bobo Dioulasso démarrent au premier trimestre 2018. Par ailleurs, les études techniques des projets d'extension des immeubles des Agences Auxiliaires de Maradi et de Zinder au Niger sont en cours de finalisation en vue du lancement des appels d'offres au premier trimestre de l'exercice 2018.

S'agissant du CTF, le lancement des travaux de construction devrait intervenir au premier semestre 2018 au terme de l'ajustement technique du projet avec les prestataires sélectionnés en décembre 2017 par appel d'offres international.

5.2.3 - Système d'information et de communication

La BCEAO a poursuivi la mise en œuvre de projets structurants, issus du Plan Stratégique 2016-2018, visant principalement à améliorer la gouvernance et le management de son Système d'Information, à renforcer la sécurité des infrastructures de traitement et des réseaux informatiques, ainsi qu'à accroître la résilience aux cyberattaques.

Ainsi, en vue d'aligner la gouvernance et le management du Système d'Information sur les meilleures pratiques préconisées par le référentiel COBIT (Control Objectives for Information and related Technology), la Banque Centrale a identifié et déployé seize (16) activités jugées prioritaires parmi les trente-sept (37) activités-modèles du référentiel. A cet égard, un nouveau cadre stratégique, organisationnel et fonctionnel a été adopté en janvier 2017, définissant un schéma de gouvernance à même de

garantir l'alignement des objectifs du Système d'Information sur la stratégie globale de la Banque Centrale.

Au titre de la continuité d'activité et dans le cadre des travaux relatifs à la mise en condition opérationnelle de son Plan de Secours Informatique, la Banque a, pour la troisième année consécutive, conduit de manière satisfaisante des tests de basculement de son Système d'Information sur son site de haute disponibilité et sur son site de secours.

Concernant le renforcement de la sécurité et de la résilience aux cyberattaques, la Banque a entrepris des travaux pour mettre à niveau et certifier son Système d'Information à la norme de sécurité internationale PCI DSS (*Payment Card industry Data Security Standard*).

Par ailleurs, la Banque a achevé la réalisation du projet d'automatisation de la gestion des avoirs dormants transférés dans les livres de la BCEAO. Le nouvel outil sera mis en service en début d'année 2018.

Enfin, de nouveaux projets, parmi lesquels la refonte du système de gestion administrative et comptable de la Banque Centrale ainsi que la modernisation de la gestion des opérations de marché, ont été entamés en 2017.

5.2.4 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle

Les actions menées au cours de l'année 2017 au titre du dispositif de gestion des risques et des activités de contrôle s'inscrivent dans le prolongement de leur alignement sur les standards internationaux. Ces actions ont en particulier porté sur la mise en place de la base d'incidents, la mise à jour de la cartographie des risques et des outils de management de la continuité d'activité ainsi que sur le renforcement de la sécurité du système d'information. Les différentes activités de contrôle (contrôle des

opérations et contrôle externe) ont été régulièrement conduites au niveau des structures opérationnelles de la Banque.

Les travaux relatifs à la mise à jour annuelle de la **cartographie des risques** opérationnels ont été réalisés en 2017. Des séances d'accompagnement des structures du Siège et des sites distants ainsi que des Groupes d'Amélioration de Processus (GAP) ont été organisées à cet effet. Par ailleurs, les rapports annuels sur les risques pour les exercices 2015 et 2016 ont été élaborés et soumis au Comité des Risques Opérationnels (CRO). En outre, l'accent a été mis sur le suivi de la mise en œuvre des plans d'actions des risques majeurs et critiques. Enfin, une base des incidents a été mise en place.

Au titre du **management de la continuité d'activité**, les diligences accomplies dans le cadre du maintien en condition opérationnelle du Plan de Continuité d'Activité (PCA) ont permis d'actualiser les outils de gestion de crise et de continuité d'activité de chaque structure de la Banque. Le Comité Opérationnel de Crise et de Sécurité a tenu ses deux réunions semestrielles et un programme de sensibilisation a été élaboré au profit des différentes cellules de crise.

Au niveau de la **sécurité des systèmes d'information**, les travaux en cours portent sur le renforcement et l'amélioration continue de la sécurité des opérations de la Banque Centrale, à travers notamment le démarrage du dispositif de lutte contre la cybercriminalité.

Les diligences relatives aux **activités de contrôle des opérations** ont porté sur la vérification de la conformité des opérations et le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées par les différents corps de contrôle, ainsi que sur l'élaboration et l'exécution des plans de contrôle.

Par ailleurs, les revues trimestrielles du respect des règles édictées en matière d'investissement des réserves de change de la BCEAO ont été régulièrement effectuées à l'attention du Comité d'Orientation et de Supervision de la Gestion des Réserves de Change (COSGRC).

Le suivi des travaux du **contrôle externe** a porté sur l'audit des comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2017 par le Commissaire Contrôleur et les Contrôleurs Nationaux ainsi que sur la revue annuelle de la gestion des réserves de change par le Commissaire au Compte d'opérations.

Au titre de l'audit interne, les activités menées en 2017 ont porté sur l'exécution du programme annuel des contrôles et le renforcement de l'efficacité de l'audit interne de la Banque.

Les contrôles réalisés ont visé à donner une assurance sur la sauvegarde du patrimoine de la Banque, l'efficacité et l'efficience des opérations, la fiabilité des informations, le fonctionnement et la sécurité des systèmes d'information et de paiement ainsi que le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles. Au total, l'exécution du programme annuel 2017 s'est traduite par la réalisation de cinquante (50) missions sur cinquante et une (51) prévues, soit un taux de 98,04%. Elles se répartissent en onze (11) audits de structure, vingt-neuf (29) audits des activités fiduciaires, deux (2) audits thématiques, cinq (5) audits des systèmes d'information et trois (3) missions spécifiques.

Les audits de structure ont concerné huit (8) Agences des Directions Nationales pour le Burkina, la Guinée Bissau, le Mali et le Togo, deux (2) Directions des Services Centraux (la Direction des Systèmes et Moyens de Paiement et la Direction des Affaires Juridiques). Ces audits ont notamment porté sur les aspects liés à la gouvernance,

en particulier, le pilotage des activités, le contrôle des opérations et la maîtrise des risques ainsi que le traitement des opérations dans les Services autres que la Caisse. Un audit du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) a également été réalisé à la demande des Autorités de la Banque.

Les audits des activités fiduciaires se sont déroulés dans les Agences des Directions Nationales couvrant en particulier l'évaluation de la conduite des activités, les conditions de traitement des opérations de Caisse, la vérification des encaisses et la destruction des billets annulés.

Les audits thématiques réalisés ont porté sur la gestion de l'information comptable et les opérations scripturales et monétiques.

Les audits des systèmes d'information ont évalué la fiabilité des applications BAOBAB (gestion des opérations bancaires et fiduciaires) et SICA-UEMOA (système de compensation), de la messagerie de la BCEAO et de la plate-forme d'échange de données financières SWIFT. La sécurité des systèmes et réseaux de la Banque a également été auditée.

Au titre des missions spécifiques, deux (2) audits semestriels de la conformité des transferts émis à la Direction des Opérations de Marché (DOM) ont été effectués et un audit des flux financiers de POSTEFINANCES Sénégal a été réalisé à la demande des Autorités nationales.

Sur le plan du renforcement des capacités, diverses actions de formation ont été organisées au cours de la période sous revue, au profit des auditeurs internes. Ainsi, en collaboration avec le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), deux (2) séminaires de formation ont été tenus, pour l'ensemble

des auditeurs, respectivement sur la préparation à la partie 3 de l'examen du CIA (*Certified Internal Auditors*) et l'audit du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). De même, des stages individuels de formation ont été organisés à l'intention des Auditeurs auprès d'Instituts de formation à l'étranger.

5.2.5 - Dispositif du contrôle de gestion

Au cours de l'année 2017, les principales actions menées ont porté sur le suivi de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2016-2018 de la BCEAO et du dispositif de pilotage de structure ainsi que sur la poursuite de l'implémentation de la comptabilité analytique à la Banque.

Dans le cadre du Plan Stratégique, le suivi des projets y relatifs au titre de l'année 2017 a été réalisé périodiquement à travers la tenue des réunions du Comité de pilotage qui fait trimestriellement le point sur l'état d'avancement desdits projets sur la base d'un cadre de reporting dédié. Globalement, les projets stratégiques des structures de la Banque sont correctement pris en charge à ce stade. En outre, une actualisation des diagnostics stratégiques a été initiée afin d'identifier d'éventuels nouveaux enjeux susceptibles d'avoir un impact sur la vision stratégique de la BCEAO.

S'agissant du dispositif de pilotage de structure, les actions d'amélioration issues de l'enquête sur la perception du dispositif menée en 2016 auprès des acteurs concernés sont en cours de mise en œuvre. La tenue mensuelle des réunions de pilotage avec des outils conformes à la méthodologie de pilotage d'une structure est globalement respectée au Siège, sur l'ensemble des sites distants ainsi qu'au Secrétariat Général de la Commission Bancaire de

l'UMOA. Le suivi de la mise en œuvre se poursuit en vue de s'assurer d'une meilleure appropriation de la méthodologie.

Sur le volet de la comptabilité analytique, les travaux entamés sur trois (3) processus pilotes se poursuivent. Deux (2) nouveaux processus ont fait l'objet d'un accompagnement pour la détermination et l'affinement de leurs besoins en comptabilité analytique.

5.2.6 – Système de Management de la Qualité de la BCEAO

A la suite de l'entrée en vigueur de la version 2015 de la norme ISO 9001, la Banque Centrale a entrepris d'assurer, au cours de l'année 2017, l'adaptation de son SMQ à l'évolution des exigences de ce référentiel.

Ainsi, la BCEAO a organisé la prise en charge, par l'ensemble des processus du SMQ sur tous les sites, des nouvelles exigences de la norme, relatives notamment à la surveillance et la compréhension des besoins et attentes des Parties Intéressées Pertinentes (PIP) ainsi qu'au renforcement de l'approche par les risques dans le pilotage des processus.

En application des dispositions régissant la certification ISO et à la suite d'un audit à blanc mené du 8 au 12 mai 2017, la Banque Centrale a soumis son SMQ à un audit de transition marquant la fin du processus d'évolution vers la nouvelle version de la norme applicable. Cet audit de transition, intervenu du 31 juillet au 4 août 2017, a couvert tous les processus au Siège et un échantillon de processus au Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, dans les Agences Principales de Bissau, de Ouagadougou et de Niamey ainsi que dans les Agences Auxiliaires de Bobo-Dioulasso, de Maradi et de Ziguinchor.

L'audit a conclu à la conformité du SMQ de la Banque à la norme ISO 9001:2015. Ces résultats confirment l'ancrage, dans l'organisation et le fonctionnement de ce

système de management, de la dynamique d'amélioration continue imprimée à l'exécution des missions fondamentales de la Banque Centrale.

5.3 – COOPERATION INTERNATIONALE

5.3.1 – Coopération monétaire et financière

5.3.1.1 - Relations avec le Fonds Monétaire International (FMI)

Au cours de l'année 2017, l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA ont mis en œuvre des programmes soutenus par le FMI. Le programme économique et financier du Burkina, soutenu par un accord au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), s'est quant à lui achevé en juillet 2017. A l'étape actuelle, le pays poursuit les négociations avec le FMI, en vue de la conclusion d'un nouvel accord au titre de la FEC.

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours de l'année 2017, par des entrées nettes de ressources de 143,25 millions de DTS contre 23,6 millions de DTS un an plus tôt. Cette situation résulte du fort accroissement des tirages sur les ressources du FMI, atténué quelque peu par la hausse des remboursements. En effet, les tirages se sont chiffrés à 320,96 millions de DTS contre 148,18 millions de DTS l'année précédente, soit une hausse de 172,78 millions de DTS. S'agissant des remboursements, ils sont en hausse de 51,76 millions de DTS, passant de 124,40 millions de DTS à 176,16 millions de DTS. Par ailleurs, aucune remise de dettes n'a été accordée aux Etats membres de l'Union au titre de l'année 2017, à l'instar de l'année précédente.

Les charges supportées par la BCEAO en 2017 se sont chiffrées à 4,62 millions de DTS (3.697,53 millions de francs CFA) contre 0,5 million de DTS (401,8 millions de francs CFA) l'année précédente. Elles ont concerné les commissions versées au titre de l'utilisation

des ressources générales. Aucune charge d'intérêt n'a été payée sur la période, du fait de l'application des mesures prises en juillet 2009 par le FMI, en réaction à la crise financière mondiale, portant sur la suspension exceptionnelle des intérêts sur les prêts consentis par le Fonds aux pays à faible revenu.

Au titre de la rémunération de leurs positions créditrices en 2017, le montant versé par le FMI aux Etats membres de l'UEMOA a augmenté de 2,62 millions de DTS, en ressortant à 3,06 millions de DTS (2.456,61 millions de francs CFA), contre 438.766 DTS (360,5 millions de FCFA) l'année précédente.

Au 31 décembre 2017, le stock des acquisitions de DTS se chiffre à 535,98 millions de DTS (417,49 milliards de francs CFA) en hausse de 49,76% par rapport à fin décembre 2016.

5.3.1.2 - Relations avec les autres institutions

La BCEAO a participé aux deux réunions habituelles des Ministres des Finances des pays de la Zone franc au titre de l'année 2017, tenues respectivement en avril à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et en octobre 2017 à Paris, en France. En plus de l'examen des perspectives économiques et de l'état de la convergence dans la Zone, les travaux de ces rencontres ont notamment porté sur la mobilisation des recettes fiscales et l'expérience des pays africains sur les marchés financiers internationaux. Il est ressorti que, dans un contexte de croissance forte dans l'UEMOA (+6,6% en 2016) et de quasi stagnation dans la CEMAC (-0,4% en 2016), la situation de la convergence en Zone franc a été mitigée, les pays membres ne respectant pas l'ensemble des critères définis. Il a également été relevé des risques notables sur les perspectives économiques dans la Zone, en liaison avec la persistance de l'insécurité et les coûts y associés, la faiblesse des cours des matières premières et la tendance au ré-endettement rapide dans certains Etats membres. Ainsi, ceux-ci

ont été encouragés à poursuivre la mise en œuvre de politiques économiques rigoureuses et soutenables afin de rétablir les équilibres macroéconomiques.

Concernant la mobilisation des recettes fiscales, qui demeure insuffisante pour faire face aux besoins d'infrastructures des pays de la Zone franc, des lignes directrices ont été adoptées pour accroître durablement ces ressources intérieures. Les recommandations portent sur trois (3) axes, à savoir : (i) l'élargissement de la base fiscale et la priorité à accorder aux prélèvements à assiette large et à taux modérés, (ii) le renforcement et la modernisation du recouvrement de l'impôt et (iii) la garantie d'un pilotage performant et toujours plus transparent des finances publiques.

S'agissant de l'expérience des pays africains sur les marchés financiers internationaux, il a été noté que ceux-ci leur ont permis de lever des montants conséquents, couvrant parfois leurs besoins annuels. Toutefois, il a été souligné que ces opérations comportent généralement des risques importants à éviter, dont le risque de change. Face à ce risque, il a été préconisé aux Etats intéressés une bonne préparation, le nécessaire recours aux services de spécialistes et surtout la prudence par rapport aux interventions sur lesdits marchés.

Ces réunions se sont achevées par la traditionnelle conférence de presse. Les échanges avec la presse ont porté sur l'interchangeabilité des monnaies CFA Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest et les débats récents autour du franc et des accords de coopération monétaires entre la France et les pays africains de la Zone franc.

5.3.2 - Intégration économique et monétaire

L'Institut d'émission a pris une part active dans la mise en œuvre des projets intégrateurs de l'Union. A cet égard, elle a participé à une réunion de l'Agenda Coton Textile de l'UEMOA, consacrée à la relance de la com-

pétitivité de la filière coton de la Zone. Elle a également participé aux travaux de la troisième réunion du Comité de Haut Niveau sur la mise en œuvre du chantier Paix et Sécurité dans l'UEMOA, qui vise à créer les conditions pour assurer la quiétude nécessaire au développement de la sous-région.

Au plan de l'intégration monétaire au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la BCEAO a pris part, en février 2017 à Freetown, en Sierra Leone et en août 2017 à Monrovia, au Liberia, aux réunions statutaires de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO). Les principaux points examinés lors de ces rencontres ont porté sur la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC) et les questions administratives.

Concernant la mise en œuvre du PCMC, il est ressorti que la situation de la convergence macroéconomique au sein de la Communauté s'est dégradée en 2016, en liaison avec la baisse des cours des matières premières et l'accentuation des déséquilibres économiques qui s'en est suivie. Le taux de croissance de la Communauté s'est situé à 0,1% (6,6% pour l'UEMOA) en 2016, contre 3,3% un an plus tôt. Le taux d'inflation moyen annuel de la CEDEAO a atteint 15,5% (0,3% pour l'Union) en 2016, contre 8,9% (1,3% pour l'Union) un an plus tôt, à la suite essentiellement de la dépréciation des monnaies nationales. Dans ce contexte, un seul pays, à savoir le Liberia, a respecté l'ensemble des critères, contre quatre (4) pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Nigeria) en 2015. La plupart des Etats membres n'ont pas été performants en matière de respect des critères relatifs à l'inflation, au déficit budgétaire et à son financement ainsi qu'à la stabilité du taux de change nominal. En vue d'inverser cette évolution, les Etats membres ont été invités à accélérer la mise en œuvre des actions visant la modernisation des infrastruc-

tures, la diversification de la production et l'amélioration de l'environnement des affaires afin de booster la croissance, tout en consolidant la résilience des économies face à la volatilité des cours des matières premières. Ils ont également été exhortés à renforcer l'efficacité des dépenses publiques et contenir le déficit budgétaire, à travers notamment l'adoption d'une loi sur la responsabilité budgétaire.

Dans le domaine de l'harmonisation des politiques économiques et financières en vue de la création de la monnaie unique de la CEDEAO en 2020, des actions ont été engagées pour la mise en place du Mécanisme de Change de la CEDEAO, l'adoption d'un régime de change commun et la transition vers un régime de ciblage souple de l'inflation comme cadre commun de politique monétaire.

Les questions administratives ont principalement porté sur la révision des coefficients de contribution des Banques Centrales membres au budget de l'AMAO et la restructuration de celle-ci.

En outre, conformément aux conclusions des réunions statutaires d'août 2017 de l'AMAO, une rencontre s'est tenue en novembre 2017 à Abuja, au Nigeria, entre les membres du Comité des Gouverneurs et le Président de la Commission de la CEDEAO. Elle a notamment porté sur deux points : (i) le renforcement de la collaboration entre l'AMAO et ladite Commission, en particulier la nécessité pour l'Agence de jouer un plus grand rôle dans le processus d'intégration monétaire, (ii) le financement des activités du programme de la monnaie unique ouest-africaine, (iii) l'établissement d'un cadre formel de communication entre le Comité des Gouverneurs et le Conseil des Ministres de la CEDEAO, afin de faciliter la transmission des décisions et des informations pertinentes sur le PCMC à la

Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et (iv) la nécessité pour la Commission de la CEDEAO d'accélérer le processus de révision de la feuille de route pour la création

de la monnaie unique ouest-africaine, avec la participation de toutes les parties prenantes, en particulier les banques centrales et l'harmonisation des cadres de finances publiques au sein de la CEDEAO.

ANNEXES

SOMMAIRE

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A2
Position nette des Etats vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A3 à A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Elevage et pêche	A13
Mines et pétrole	A14
Prix à la production des cultures d'exportation	A15
Indice harmonisé des prix à la consommation	A16
Tableaux des opérations financières des Etats	A17 à A25
Balance des paiements	A26 à A30
Agrégats de monnaie	A31 à A35
Situation de la Banque Centrale	A36 à A40
Situation des banques	A41 à A45
Créances nettes sur l'administration centrale	A46 à A50
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A51 à A59
Mouvements de billets entre Agences	A60
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A61
Liste des principales publications de la BCEAO	A62 à A63

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

	2014	2015	2016	2017	2014				2015				2016				2017			
					1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Prix moyen de la période en FCFA / kg</i>																				
CACAO	1 513,1	1 853,3	1 711,7	1 212,3	1 409,5	1 475,6	1 599,3	1 568,2	1 698,5	1 819,2	1 918,3	1 977,0	1 772,5	1 799,0	1 755,7	1 519,4	1 292,1	1 181,6	1 112,9	1 140,8
Prix indicatif O.I.C.C.																				
CAFE	1 084,1	1 130,5	1 144,0	1 317,6	1 004,9	1 069,0	1 090,5	1 172,0	1 220,5	1 160,1	1 087,3	1 054,1	961,8	1 048,7	1 193,0	1 372,4	1 447,7	1 326,5	1 261,8	1 124,2
Prix indicatif robusta O.I.C.																				
COTON	811,6	830,1	860,3	942,8	929,6	888,8	718,2	709,8	798,1	859,6	829,5	833,0	783,1	807,1	908,1	942,7	1 037,0	990,2	852,9	874,2
Indice A Liverpool																				
HUILE DE PALME	401,8	364,9	416,8	427,2	433,1	424,0	379,3	370,6	390,7	390,2	342,0	336,7	371,4	410,1	424,1	461,5	469,8	419,7	386,1	393,5

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	2014	2015	2016	2017	2014				2015				2016				2017			
					1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Indices moyens – Base 100 janvier 2000</i>																				
CACAO	155,3	190,2	175,7	124,4	144,7	151,5	164,2	161,0	174,3	186,7	196,9	202,9	181,9	184,7	180,2	156,0	132,6	121,3	114,2	117,1
CAFE	130,6	136,1	137,8	158,7	121,0	128,7	131,3	141,1	147,0	139,7	130,9	126,9	115,8	126,3	143,7	165,3	174,3	159,7	152,0	135,4
COTON	103,6	106,0	109,8	120,3	118,7	113,4	91,7	90,6	101,9	109,7	105,9	106,3	100,0	103,0	115,9	120,3	132,4	126,4	108,9	111,6
HUILE DE PALME	163,9	148,9	170,1	174,3	176,7	173,0	154,8	151,2	159,4	159,2	139,6	137,4	151,6	167,4	173,1	188,3	191,7	171,3	157,6	160,6

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2015	2016	2017
UMOA - Position globale				
Département des D.T.S	-Allocations	818,7	818,7	818,7
	-Disponibilités	598,3	357,9	536,0
Département général	-Quote-part	855,8	1 711,6	1 711,6
	-Positions de réserve	32,6	246,8	247,1
	-Encours des tirages	0,0	0,0	0,0
	dont : .Tranches de crédits	0,0	0,0	0,0
	.AUPC ¹	0,0	0,0	0,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	1 196,7	1 198,3	1 279,8
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	92,2	68,0	43,7
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	106,8	106,8	90,6
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	0,0	46,5	175,5
Bénin				
Département des D.T.S	-Allocations	59,2	59,2	59,2
	-Disponibilités	43,8	21,4	41,2
Département général	-Quote-part	61,9	123,8	123,8
	-Positions de réserve	2,4	17,9	18,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	86,9	79,9	99,8
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Burkina				
Département des D.T.S	-Allocations	57,6	57,6	57,6
	-Disponibilités	37,1	12,0	9,6
Département général	-Quote-part	60,2	120,4	120,4
	-Positions de réserve	7,7	22,8	22,9
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	146,6	155,2	141,9
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Crois

¹ AUPC = Aide d'Urgence Post-Conflict

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2015	2016	2017
Côte d'Ivoire				
Département des D.T.S	-Allocations	310,9	310,9	310,9
	-Disponibilités	233,7	175,7	281,9
Département général	-Quote-part	325,2	650,4	650,4
	-Positions de réserve	1,1	82,4	82,6
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	696,3	673,3	668,9
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	81,3	81,3	65,0
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	0,0	46,5	175,5
Guinée-Bissau				
Département des D.T.S	-Allocations	13,6	13,6	13,6
	-Disponibilités	12,4	13,2	17,8
Département général	-Quote-part	14,2	28,4	28,4
	-Positions de réserve	0,3	4,0	4,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	10,1	14,5	19,1
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	3,6	3,6	3,6
Mali				
Département des D.T.S	-Allocations	89,4	89,4	89,4
	-Disponibilités	68,5	56,0	76,1
Département général	-Quote-part	93,3	186,6	186,6
	-Positions de réserve	10,0	33,3	33,3
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	73,4	103,2	123,2
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	22,0	22,0	22,0

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Crois

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2015	2016	2017
Niger				
Département des D.T.S	-Allocations	62,9	62,9	62,9
	-Disponibilités	47,5	26,0	49,4
Département général	-Quote-part	65,8	131,6	131,6
	-Positions de réserve	8,6	25,1	25,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	107,8	115,1	138,5
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Sénégal				
Département des D.T.S	-Allocations	154,8	154,8	154,8
	-Disponibilités	107,7	41,6	16,9
Département général	-Quote-part	161,8	323,6	323,6
	-Position de réserve	1,9	42,3	42,3
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	1,4	0,0	0,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	92,2	68,0	43,7
Togo				
Département des D.T.S	-Allocations	70,3	70,3	70,3
	-Disponibilités	47,7	12,0	43,1
Département général	-Quote-part	73,4	146,8	146,8
	-Positions de réserve	0,6	18,9	19,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	74,4	57,1	88,4
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

UMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	56 693,9	60 873,2	66 098,0
PIB marchand	50 883,0	54 602,4	59 243,0
Secteur primaire	14 369,9	15 215,0	16 332,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	14 369,9	15 215,0	16 332,5
Secteur secondaire	12 246,1	13 427,3	14 459,7
Industries extractives	2 584,2	2 943,9	2 968,7
Industries manufacturières	6 526,0	6 921,7	7 537,4
Electricité, Gaz, Eau	742,8	912,1	1 005,4
Bâtiment, Travaux Publics	2 393,1	2 649,6	2 948,2
Secteur tertiaire	24 267,0	25 960,2	28 450,8
Commerce de gros et de détail	6 338,1	6 695,7	7 225,4
Transports, Entrepôts et Communications	4 224,1	4 500,1	4 932,1
Autres services marchands	7 944,3	8 635,2	9 435,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	5 760,6	6 129,2	6 857,8
Services non marchands	5 810,9	6 270,8	6 855,0
Importation de biens et services	20 784,1	20 625,7	22 822,1
Ressources = Emplois	77 478,0	81 498,9	88 920,2
Consommation publique	8 310,9	9 000,2	9 606,2
Consommation privée	39 636,5	42 484,4	46 081,8
Formation brute du capital fixe	12 858,7	13 605,8	15 494,4
Variation des stocks	379,2	97,5	435,9
Exportation de biens et services	16 292,7	16 311,0	17 301,9
Variation du déflateur du PIB	2,4%	0,7%	1,8%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,8%	7,4%	8,6%
Taux de croissance réel (%)	6,2%	6,6%	6,7%
Population (millions)	116,4	120,4	124,4
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	486,9	505,7	531,4

Source : Instituts Nationaux de la Statistique des Etats.

(*) : Estimation.

BENIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	4 903,8	5 084,0	5 466,0
PIB marchand	4 494,3	4 652,9	4 996,2
Secteur primaire	1 023,8	1 115,2	1 246,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 023,8	1 115,2	1 246,8
Secteur secondaire	1 020,6	1 038,8	1 135,3
Industries extractives	23,7	26,9	34,3
Industries manufacturières	610,0	611,7	671,8
Electricité, Gaz, Eau	38,6	44,3	47,8
Bâtiment, Travaux Publics	348,2	355,8	381,4
Secteur tertiaire	2 449,8	2 499,0	2 614,1
Commerce de gros et de détail	686,6	700,4	728,7
Transports, Entrepôts et Communications	529,8	542,3	596,3
Autres services marchands	702,9	717,6	730,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	530,6	538,7	558,7
Services non marchands	409,6	431,1	469,9
Importation de biens et services	1 684,9	1 778,3	2 168,6
Ressources = Emplois	6 588,7	6 862,3	7 634,7
Consommation publique	520,3	717,8	452,0
Consommation privée	3 799,3	3 729,9	4 170,3
Formation brute du capital fixe	1 031,4	1 132,1	1 543,7
Variation des stocks	39,2	0,0	0,0
Exportation de biens et services	1 198,5	1 282,5	1 468,7
Variation du déflateur du PIB	0,1%	-0,3%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	2,2%	3,7%	7,5%
Taux de croissance réel (%)	2,1%	4,0%	5,4%
Population (millions)	10,6	11,0	11,3
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	460,9	462,8	481,9

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) : Estimation.

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	6 593,9	6 704,3	7 354,8
PIB marchand	5 330,9	5 303,0	5 700,0
Secteur primaire	1 985,5	1 975,8	2 091,0
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 985,5	1 975,8	2 091,0
Secteur secondaire	1 289,5	1 340,4	1 310,2
Industries extractives	495,4	598,0	625,7
Industries manufacturières	419,6	425,9	370,7
Electricité, Gaz, Eau	58,0	75,5	75,0
Bâtiment, Travaux Publics	316,4	240,9	238,9
Secteur tertiaire	2 055,9	1 986,8	2 298,8
Commerce de gros et de détail	804,8	734,2	767,4
Transports, Entrepôts et Communications	331,9	281,7	299,3
Autres services marchands	349,9	323,5	344,6
Droits et taxes à l'importation et TVA	569,3	647,5	887,5
Services non marchands	1 263,0	1 401,3	1 654,8
Importation de biens et services	2 230,2	2 411,0	2 672,9
Ressources = Emplois	8 824,1	9 115,3	10 027,7
Consommation publique	1 368,9	1 617,5	1 883,9
Consommation privée	3 999,7	3 963,2	4 291,3
Formation brute du capital fixe	1 765,7	1 645,5	1 849,4
Variation des stocks	61,1	-50,1	-63,0
Exportation de biens et services	1 628,7	1 939,2	2 066,1
Variation du déflateur du PIB	4,2%	-4,1%	3,1%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,3%	1,7%	9,7%
Taux de croissance réel (%)	4,0%	6,0%	6,4%
Population (millions)	18,5	19,0	19,6
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	357,4	352,2	374,6

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie.

(*) : Estimation.

COTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	19 595,4	21 561,7	23 589,6
PIB marchand	17 773,9	19 633,2	21 538,4
Secteur primaire	4 513,2	4 743,0	4 898,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	4 455,1	4 513,2	4 743,0
Secteur secondaire	5 051,3	5 933,2	6 558,6
Industries extractives	961,8	1 164,1	1 135,7
Industries manufacturières	2 887,2	3 198,4	3 611,5
Electricité, Gaz, Eau	299,8	427,2	479,4
Bâtiment, Travaux Publics	902,4	1 143,5	1 331,9
Secteur tertiaire	8 267,5	9 186,9	10 236,8
Commerce de gros et de détail	1 796,2	1 989,4	2 224,0
Transports, Entrepôts et Communications	1 431,8	1 583,6	1 769,3
Autres services marchands	2 907,8	3 308,0	3 729,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	2 131,7	2 305,8	2 514,2
Services non marchands	1 821,5	1 928,5	2 051,2
Importation de biens et services	6 710,8	6 352,6	7 016,6
Ressources = Emplois	26 364,2	28 144,1	30 761,4
Consommation publique	2 418,4	2 477,6	2 859,7
Consommation privée	12 557,4	13 984,7	15 222,5
Formation brute du capital fixe	3 826,9	4 411,7	5 017,3
Variation des stocks	112,5	49,4	77,4
Exportation de biens et services	7 391,0	6 990,9	7 429,2
Variation du déflateur du PIB	3,1%	1,6%	1,2%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	12,2%	10,0%	9,4%
Taux de croissance réel (%)	8,8%	8,3%	8,1%
Population (millions)	26,3	27,0	27,8
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	745,6	798,1	849,4

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) : Estimation

GUINEE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	617,5	693,9	792,7
PIB marchand	560,4	627,9	748,8
Secteur primaire	285,6	315,8	366,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	285,6	315,8	366,6
Secteur secondaire	77,5	90,9	101,6
Industries extractives	0,2	0,2	0,2
Industries manufacturières	67,0	80,0	89,3
Electricité, Gaz, Eau	3,7	3,7	3,8
Bâtiment, Travaux Publics	6,7	7,1	8,4
Secteur tertiaire	197,4	221,3	280,5
Commerce de gros et de détail	106,9	131,9	154,9
Transports, Entrepôts et Communications	29,5	31,1	39,4
Autres services marchands	22,0	22,4	25,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	38,9	35,9	60,7
Services non marchands	57,1	65,9	43,9
Importation de biens et services	199,8	209,1	263,5
Ressources = Emplois	817,3	903,0	1 056,1
Consommation publique	95,7	92,7	84,5
Consommation privée	529,9	594,2	705,2
Formation brute du capital fixe	29,6	33,7	41,5
Variation des stocks	-8,6	0,5	7,3
Exportation de biens et services	170,6	181,9	217,6
Variation du déflateur du PIB	15,7%	6,2%	7,9%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	22,8%	12,4%	14,2%
Taux de croissance réel (%)	6,1%	5,8%	5,9%
Population (millions)	1,6	1,7	1,7
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	379,9	416,9	465,1

Source : Institut National de la Statistique.

(*) : Estimation.

MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	7 711,3	8 318,1	8 871,0
PIB marchand	6 876,7	7 401,1	7 873,8
Secteur primaire	2 842,5	3 128,2	3 325,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 842,5	3 128,2	3 325,2
Secteur secondaire	1 394,2	1 418,7	1 515,6
Industries extractives	518,6	538,9	545,3
Industries manufacturières	504,4	464,3	499,3
Electricité, Gaz, Eau	28,7	32,6	37,3
Bâtiment, Travaux Publics	342,5	382,9	433,6
Secteur tertiaire	2 639,9	2 854,2	3 033,1
Commerce de gros et de détail	823,9	906,1	981,1
Transports, Entrepôts et Communications	423,1	469,1	520,7
Autres services marchands	715,2	770,7	813,1
Droits et taxes à l'importation et TVA	677,7	708,3	718,1
Services non marchands	834,6	917,0	997,2
Importation de biens et services	3 067,8	3 287,2	3 492,0
Ressources = Emplois	10 779,1	11 605,4	12 363,0
Consommation publique	1 254,5	1 358,1	1 501,2
Consommation privée	6 349,8	6 921,9	7 404,1
Formation brute du capital fixe	1 292,6	1 428,3	1 614,5
Variation des stocks	19,3	-10,4	-120,3
Exportation de biens et services	1 862,8	1 907,4	1 963,4
Variation du déflateur du PIB	2,3%	2,0%	1,3%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,4%	7,9%	6,6%
Taux de croissance réel (%)	6,0%	5,8%	5,3%
Population (millions)	19,2	20,2	21,2
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	401,1	411,3	417,9

Source : Institut National de la Statistique.

(*) : Estimation.

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	4 268,9	4 464,3	4 713,2
PIB marchand	3 730,7	3 893,9	4 116,3
Secteur primaire	1 551,0	1 731,5	1 837,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 551,0	1 731,5	1 837,8
Secteur secondaire	755,6	757,7	778,7
Industries extractives	330,0	303,2	292,5
Industries manufacturières	245,2	265,3	285,1
Electricité, Gaz, Eau	51,5	54,4	58,4
Bâtiment, Travaux Publics	128,9	134,8	142,8
Secteur tertiaire	1 424,2	1 404,7	1 499,8
Commerce de gros et de détail	506,4	516,8	549,6
Transports, Entrepôts et Communications	278,2	279,7	296,3
Autres services marchands	305,5	320,3	344,9
Droits et taxes à l'importation et TVA	334,1	287,9	308,9
Services non marchands	538,2	570,5	596,8
Importation de biens et services	1 743,8	1 497,7	1 531,0
Ressources = Emplois	6 012,7	5 962,0	6 244,2
Consommation publique	705,0	654,0	638,3
Consommation privée	2 875,1	3 154,8	3 240,1
Formation brute du capital fixe	1 651,1	1 419,2	1 583,9
Variation des stocks	1,5	4,8	0,0
Exportation de biens et services	780,1	729,2	781,8
Variation du déflateur du PIB	0,9%	-0,4%	0,4%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	4,9%	4,6%	5,6%
Taux de croissance réel (%)	4,0%	5,0%	5,2%
Population (millions)	19,2	20,0	20,8
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	222,1	223,5	227,1

Source : Institut National de la Statistique.

(*) : Estimation.

SENEGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	10 538,7	11 424,7	12 504,7
PIB marchand	9 995,1	10 831,4	11 850,6
Secteur primaire	1 613,1	1 763,2	2 005,9
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 613,1	1 763,2	2 005,9
Secteur secondaire	2 260,7	2 440,3	2 634,7
Industries extractives	176,5	241,9	255,9
Industries manufacturières	1 633,7	1 714,9	1 847,0
Electricité, Gaz, Eau	206,9	216,3	243,6
Bâtiment, Travaux Publics	243,6	267,2	288,1
Secteur tertiaire	6 121,3	6 627,9	7 210,0
Commerce de gros et de détail	1 426,9	1 517,8	1 614,8
Transports, Entrepôts et Communications	942,8	1 034,7	1 118,0
Autres services marchands	2 678,5	2 891,7	3 160,2
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 073,1	1 183,7	1 317,0
Services non marchands	543,6	593,3	654,0
Importation de biens et services	3 717,8	3 682,5	4 278,4
Ressources = Emplois	14 256,5	15 107,2	16 783,1
Consommation publique	1 492,0	1 585,2	1 689,0
Consommation privée	7 802,1	8 368,0	9 176,0
Formation brute du capital fixe	2 466,8	2 641,7	2 847,0
Variation des stocks	120,8	116,5	590,8
Exportation de biens et services	2 374,9	2 395,8	2 480,2
Variation du déflateur du PIB	1,1%	1,8%	2,5%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,4%	8,4%	9,5%
Taux de croissance réel (%)	6,3%	6,5%	6,8%
Population (millions)	13,7	14,0	14,3
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	767,9	814,9	873,2

Source : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie.

(*) : Estimation.

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2015 (*)	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	2 464,4	2 622,2	2 806,1
PIB marchand	2 121,0	2 259,0	2 418,8
Secteur primaire	613,2	672,2	716,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	613,2	672,2	716,2
Secteur secondaire	396,7	407,4	425,0
Industries extractives	78,0	70,6	79,1
Industries manufacturières	158,8	161,2	162,8
Electricité, Gaz, Eau	55,5	58,1	60,0
Bâtiment, Travaux Publics	104,4	117,4	123,1
Secteur tertiaire	1 111,1	1 179,4	1 277,6
Commerce de gros et de détail	186,5	199,1	204,9
Transports, Entrepôts et Communications	256,8	278,0	292,8
Autres services marchands	262,6	281,0	287,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	405,2	421,4	492,5
Services non marchands	343,4	363,2	387,2
Importation de biens et services	1 429,0	1 407,2	1 399,2
Ressources = Emplois	3 893,4	4 029,4	4 205,2
Consommation publique	456,0	497,3	497,4
Consommation privée	1 723,2	1 767,7	1 872,3
Formation brute du capital fixe	794,7	893,5	997,1
Variation des stocks	33,4	-13,1	-56,3
Exportation de biens et services	886,0	884,0	894,8
Variation du déflateur du PIB	3,5%	1,3%	1,7%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	9,1%	6,4%	7,0%
Taux de croissance réel (%)	5,5%	5,1%	5,3%
Population (millions)	6,9	7,1	7,3
PIB au prix courant par habitant (milliers FCFA)	356,1	369,7	386,2

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques.

(*) : Estimation.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2015	2016	2017 (*)
	<i>Tonnes</i>		
BENIN			
Arachides	134 323	137 214	147 926
Coton graine	269 212	451 121	500 000
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	32 943	18 412	9 059
Noix de cajou	225 230	125 728	150 000
Ananas	244 207	303 887	330 000
Burkina			
Arachides	365 887	497 122	529 435
Coton graine	768 930	693 982	805 478
Karité	500 000	675 000	718 875
Sésame	235 079	158 901	169 230
Noix de cajou	109 101	94 035	100 147
COTE D'IVOIRE			
Café	126 658	105 601	29 000
Cacao	1 825 594	1 634 424	1 984 000
Coton graine	434 913	332 422	350 000
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	360 000	392 042	394 583
Canne à sucre	198 694	187 986	232 186
Tabac			
Bananes(2)	359 947	345 726	400 000
Ananas(2)	49 776	38 889	48 888
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de cajou	702 510	649 587	666 820
Arachides	125 138	190 079	202 103
GUINEE-BISSAU			
Arachides	83 443	87 865	91 907
Noix de cajou	222 600	240 408	233 388
Palmistes	2 100	2 211	2 313
Coton	3 548	3 737	3 908
MALI			
Arachides	421 924	453 102	472 585
Coton graine	550 370	645 000	672 735
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	427 030	488 949	525 132
Coton graine			
Haricot et niébé	1 668 023	1 692 209	1 817 433
SENEGAL			
Arachides	1 050 042	991 427	1 070 741
Coton graine	20 295	15 160	16 373
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	19 000	17 010	18 711
Cacao	11 200	10 384	11 422
Coton graine	80 000	113 000	124 300
Arachides	40 903	42 788	43 216
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	55 000	58 323	61 847
U.M.O.A.			
Cacao	1 836 794	1 644 808	1 995 422
Café	145 658	122 611	47 711
Coton graine	2 127 269	2 254 421	2 472 794
Régimes de palme	0	0	0
Palmistes	90 043	78 946	73 219
Karité	500 000	675 000	718 875
Sésame	235 079	158 901	169 230
Arachides	2 648 690	2 888 547	3 083 045
Caoutchouc	360 000	392 042	394 583
Tabac	0	0	0
Bananes(2)	359 947	345 726	400 000
Ananas	293 983	342 776	378 888
Bois en grume(1)	0	0	0
Bois débité(1)	0	0	0
Canne à sucre	198 694	187 986	232 186
Tomate industrielle	0	0	0
Noix de cajou	1 259 441	1 109 758	1 150 355
Haricot et niébé	1 668 023	1 692 209	1 817 433

(1) : milliers de m3.

(2) : exportations.

Sources : Organismes nationaux de commercialisation.

(*) Données provisoires.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES

	2015	2016	2017 (*)
	Milliers de tonnes		
	Estimations		
BENIN			
Mais	1 286,1	1 376,7	1 616,6
Mil et sorgho	151,3	154,8	164,6
Riz paddy	204,3	281,4	306,6
Igname	3 088,4	3 041,2	3 042,2
Manioc	3 420,7	3 892,3	4 113,6
Haricot et niébé	99,1	101,8	106,8
Autres	855,1	981,7	1 038,3
	9 105,0	9 830,0	10 388,7
BURKINA			
Mais	1 469,6	1 565,1	1 651,2
Mil et sorgho	2 381,8	2 536,6	2 701,5
Riz paddy	325,1	346,3	368,8
Fonio	13,1	13,9	14,8
Autres	707,1	753,1	802,0
	4 896,8	5 215,1	5 538,4
COTE D'IVOIRE			
Mais	906,0	967,2	1 025,2
Riz paddy	2 152,9	2 045,3	2 147,6
Mil et sorgho	110,3	117,4	124,9
Igname	6 649,9	6 894,5	7 148,1
Manioc	4 390,9	4 547,9	5 366,5
Banane plantain	1 739,1	1 809,3	1 882,3
Autres	554,1	670,0	697,1
	16 503,2	17 051,5	18 391,7
GUINEE-BISSAU			
Riz paddy	170,3	179,8	194,2
Mais	5,6	5,9	6,4
Mil et sorgho	36,4	38,4	41,5
Patate douce	26,6	28,1	30,3
Manioc	40,3	42,6	46,0
Autres	16,3	17,2	18,6
	295,5	312,0	337,1
MALI			5,20%
Mais	2 276,2	2 556,2	2 666,1
Mil et sorgho	3 391,8	3 808,9	3 972,7
Riz paddy	2 331,1	2 617,8	2 730,3
Autres	56,1	62,9	65,7
	8 055,1	9 045,9	9 434,8
NIGER			
Mais	5,7	7,2	7,7
Mil et sorgho	5 321,4	5 694,4	6 115,8
Riz paddy	10,7	11,3	12,1
Haricot et niébé	1 668,0	1 692,2	1 817,4
Autres	338,6	389,3	418,1
	7 344,5	7 794,4	8 371,2
SENEGAL			
Mais	304,3	346,0	373,7
Mil et sorgho	938,4	829,3	895,6
Riz paddy	906,3	945,6	1 021,3
Manioc	439,6	704,8	761,2
Haricot et niébé	82,9	99,9	107,9
Pastèques	270,7	284,5	307,3
Autres	13,6	15,8	17,1
	2 955,8	3 225,9	3 484,0
TOGO			
Mais	794,7	826,9	835,2
Mil et sorgho	297,8	299,6	302,6
Riz paddy	97,5	137,1	138,5
Igname	781,4	814,0	822,1
Manioc	1 039,1	1 027,5	1 037,8
Haricot et niébé	177,4	194,9	196,8
Autres	1 779,9	1 851,5	1 870,0
	4 967,9	5 151,3	5 202,9
U.M.O.A			
Mais	7 048,1	7 651,3	8 182,2
Mil et sorgho	12 629,2	13 479,5	14 319,3
Riz paddy	6 198,3	6 564,6	6 919,4
Fonio	13,1	13,9	14,8
Igname	10 519,7	10 749,7	11 012,4
Manioc	9 330,6	10 215,0	11 325,1
Patate douce	26,6	28,1	30,3
Banane plantain	1 739,1	1 809,3	1 882,3
Haricot et niébé	2 027,4	2 088,8	2 229,0
Pastèques	270,7	284,5	307,3
Autres	4 320,8	4 741,4	4 926,8
	54 123,7	57 626,2	61 148,843

Sources : Ministères de l'agriculture des Etats.

UMOA - ELEVAGE ET PECHE

Pays/Produits	2015	2016	2017 (*)
ELEVAGE			
BENIN			
Bovins	2 280	2 280	
Ovins et caprins	2 637	2 637	
Porcins	461	461	
Volailles	18 680	18 680	
BURKINA			
Bovins	9 273	9 458	
Ovins et caprins	25 624	26 553	
Porcins	3 029	3 030	
Volailles	40 825	42 050	
Asins	1 160	1 183	
Equins	46	47	
Camelins	19	19	
COTE d'IVOIRE(1)			
Bovins			
Ovins et caprins			
Porcins			
Volailles			
GUINEE-BISSAU			
Bovins	1 785	1 785	
Ovins et caprins	1 210	1 210	
Volailles	2 126	2 126	
MALI			
Asins			
Bovins			
Ovins et caprins			
Porcins			
Equins			
Volailles			
Camelins			
NIGER			
Bovins			
Ovins et caprins			
SENEGAL			
Bovins	5 498	5 498	
Ovins et caprins	11 675	11 675	
Porcins	400	400	
Equins	545	545	
Volailles	54 587	54 587	
TOGO			
Bovins	53	54	
Ovins et caprins	2 553	2 974	
Porcins	459	459	
Volailles	31 208	37 138	
UMOA			
Asins	-	-	
Camelins	-	-	
Bovins	18 888	19 075	
Ovins et caprins	43 699	45 050	
Porcins	4 349	4 350	
Equins			
Volailles	147 426	154 580	
PECHE (*)			
BENIN (*)			
BURKINA (*)			
COTE D'IVOIRE (*)			
GUINEE-BISSAU (*)			
MALI(*)			
NIGER (*)			
SENEGAL (*)			
TOGO	24 329	25 059	
UMOA	24 329	25 059	

(1) : En tonnes.

(*) Non disponible.

Sources : Ministères des ressources animales des Etats.

UMOA – PRODUCTIONS MINIERES

Périodes	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Mali		Niger			Sénégal			Togo	
	Pétrole		Or		Pétrole		Or		Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Phosphates d'alumine	Sel marin	Phosphates de calcium	Clinker
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes			tonnes			
PRODUCTION									(*)							
1991	1 352 700	2 926	73 050	3 137	4 597			2 777		1 740 500			100 000	2 964 702		
1992	933 300	2 404	69 371	3 765	5 467			2 966		2 283 501			95 000	2 030 702		
1993	1 061 900	2 140	63 035	1 907	5 939			2 851		1 667 000			85 000	1 800 000		
1994	884 577	1 640		1 872	4 599			2 956		1 587 350			87 600	2 121 489		
1995	653 615	1 900	2 294	2 008	6 291			2 974		1 483 700			110 000	2 591 213		
1996	552 144	1 384	5 815	2 054	6 584			3 322		1 376 807			100 000	2 730 869		
1997	456 127	1 365	5 266	2 496	18 521			3 499		1 584 405			110 000	2 631 353		
1998	355 900	1 600	3 806	2 009	21 156			3 516		1 514 897			137 197	2 253 411		
1999		1 800	3 547	2 967	25 265			2 948		1 797 150			145 000	1 714 530		
1999	226 000	575	17 593					3 030		478 000						
2000	292 600	429	15 064					914		392 000	21 538	83 000		324 652	21 538	
2000	275 200	450	14 397					708		373 000		2 000		576 242		
2001	268 100	403	15 981					926		342 000				893 411		
2001																
2002	255 777	413						626		503 000				382 792		
2002	244 445	317						791		429 300	19 200	87 600		536 701	19 200	
2003	225 285	281						496		248 500				575 605		
2003	159 070	264						1 043		406 500				626 391		
2000		1 000	2 578	3 444	28 278			2 896		1 846 306			124 000	1 370 136		
2001		339	2 099	3 672	53 658			2 917		1 708 000			141 000	1 066 581		
2002		624	5 297	3 570	66 068			3 024		1 547 000			183 000	1 280 609	943 700	
2003		780	7 506	1 313	51 598			3 149		1 761 924			159 223	1 471 328	1 650 928	
2004		1 008	7 952	1 272	41 585	1 531	3 089			1 753 833			174 000	1 115 180	1 553 534	
2005		1 257	14 566	1 638	49 058	5 326	3 000			1 689 040			156 138	1 020 868	1 675 779	
2006		1 010	22 194	1 327	58 382	2 627	3 432			766 771			198 561	1 171 261	1 307 265	
2007		1 579	17 503	1 466	52 753	2 615	3 155			747 614			212 394	750 059	1 162 339	
2008		6 270	16 520	2 884	52 753	2 375	3 072			625 842			240 576	842 508	915 172	
2009		13 274	18 542	7 055	48 533	1 929	3 242			903 000			222 297	725 547	1 050 198	
2010		24 435	14 562	5 080	42 033	1 989	4 198			1 055 075			231 625	695 150	1 059 972	
2011		33 173	12 391	12 357	42 038	1 872	4 159			1 283 000			216 587	868 616	1 200 551	
2012		30 205	10 770	12 164	46 273	1 581	4 770	4 639		1 380 000			237 385	1 110 416	1 167 565	
2013		33 500	9 141	15 516	46 997	1 016	4 259	6 536		881 453			238 888	1 213 657	911 030	
2014		36 283	6 902	18 600	45 869	673	3 992	6 256		752 245			249 224	1 108 820	838 250	
2015		36 351	10 735	23 500	46 503	1 206	4 115	5 459		1 006 000			268 176	1 150 194	1 565 700	
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014		1 466 000			262 914	846 200	1 665 000	
2017		45 867	13 503	26 000	35 201	659	2 526	4 352		965 000			185 277	483 800	1 246 900	
VENTES																
1988	1 656 477	3 155	77 499	-	-			-		1 849 846	68 000	46 773	2 867 486			
1989	1 370 400	2 038	74 422	404						1 499 619	82 300	64 408	3 013 147			
1991	1 366 600	835	73 050	1 245				2 945		1 304 030	-	71 373	3 046 599			
1992	979 700		69 371	1 776				2 841		1 185 553	-	67 688	2 081 436			
1993	1 085 100	2 140	63 035	1 907				3 748		959 354	-	68 535	1 567 391			
1994	971 115	1 640		1 872				2 787		603 136	-	105 425	2 181 489			
1995	664 419	1 900	2 294	2 008	6 291			3 116		857 884	-	88 713	2 906 900			
1996	569 235	1 384	6 934,1	2 054	6 584			2 970		836 410	-	81 481	2 633 725			
1997	408 527	1 365	5 366,4	2 485	16 323			3 921		615 063	-	131 495	2 686 640			
1998	419 900	1 600	3 385,0	1 995	20 589			3 627		373 463	-	126 024	2 242 641			
1999		1 800	3 182,7	2 967	25 265			2 960		657 325	-	107 508	1 616 751			
2000		1 000	2 489,7	3 444	28 278			3 040		513 900	-	119 914	1 219 859			
2001		339	2 125,6	3 672	53 658			2 960		510 409	-	146 287	1 304 177			
2002		624	4 417,5	3 570	66 068			2 960		486 000	-	157 263	1 327 710			
2003		780	6 910,3	1 313	51 598			2 830		203 900	-	149 400	1 355 986	1 653 632		
2004		1 008	7 525,9	1 272	41 585	611	3 048			197 900	-	149 000	1 235 642	1 585 143		
2005		1 257	9 601,0	1 638	49 058	2 961	3 590			174 400	-	114 500	1 047 893	1 528 483		
2006		1 010	22 482,3	1 452	58 382	2 627	3 160			177 900	-	171 700	1 173 260	1 280 567		
2007		1 579	15 135,3	1 478	52 753	2 615	3 551			181 600	-	173 700	737 166	1 068 423		
2008		6 270	17 811,0	3 087	52 753	2 375	3 129			209 100	-	195 700	686 472	533 752		
2009		13 274	19 881,6	7 992	48 533	1 929	3 200			208 090	-	184 851	681 127	1 129 620		
2010		24 435	14 861,2	5 419	42 033	1 989	4 200			198 428	-	190 188	857 772	1 060 864		
2011		33 173	12 840,2	13 114	42 038	1 872	4 171			189 338	-	183 858	894 341	1 068 740		
2012		30 205	11 608,2	13 120	46 273	1 581	4 690			177 329	-	202 980	1 033 390	1 140 300		
2013		33 500	9 009,4	17 291	48 092	1 016	4 230			163 930	-	190 940	1 142 692	987 767		
2014		36 283	6 480,7	19 141	45 869	673	3 992			155 720	-	205 782	1 182 043	846 251		
2015		36 351	10 647,8	22 295	46 503	1 206	4 026			293 882	-	202 318	939 025	1 594 600		
2016		38 530	14 214,5	23 403	46 938	881	2 984			158 045	-	204 858	845 900	1 677 800		
2017		45 867	13 503	26 000	35 201	659	2 239			115 580	-	112 704	544 600	1 203 100		

Sources : Ministère des Mines - Sociétés minières.

Productions d'or : données cumulées à fin septembre 2017 au Mali, fin octobre 2017 au Niger et estimation sur l'ensemble de l'année en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

Productions d'uranium (Niger) : données cumulées à fin octobre 2017.

Productions de phosphates : données cumulées à fin septembre 2017 au Sénégal et au Togo.

Productions de clinker : données cumulées à fin juillet 2017 au Togo.

Productions de pétrole : données cumulées à fin août 2017 au Niger et estimation sur l'ensemble de l'année 2017 en Côte d'Ivoire.

(*) Le pétrole brut produit au Niger n'est pas exporté mais totalement vendu à la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ).

UMOA - PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION

	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018
BENIN				
Arachide en coque				
Café				
Coton graine	250	260		
Régimes de palme				
Palmistes				
BURKINA				
Arachide décortiquée	196	198	200	
Coton graine	225	235	235	
COTE D'IVOIRE				
Cacao	850	1000	1100	700
Café	650	670	750	750
Coton graine	250	250	265	265
Régimes de palme				
GUINEE-BISSAU				
Arachide				
Noix de cajou	250			
Palmistes				
Coton				
MALI				
Arachide en coque				
Coton graine				
NIGER				
Arachide en coque				
Coton graine				
SENEGAL				
Arachide en coque	222	220		
Coton graine	253	211		
TOGO				
Arachide décortiquée				
Cacao	1027	1109	1263	
Café	665	825	750	
Coton graine	230	230	230	
Palmistes	99	100	101	

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UMOA - INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100=2008

	2015	2016	2017
COTONOU			
1 ^{er} trimestre	111,90	111,85	110,28
2 ^e trimestre	113,63	114,78	112,06
3 ^e trimestre	111,88	110,36	112,27
4 ^e trimestre	113,24	109,86	112,57
Année	112,66	111,71	111,79
OUAGADOUGOU			
1 ^{er} trimestre	106,15	106,25	106,56
2 ^e trimestre	108,21	109,23	108,72
3 ^e trimestre	109,34	108,74	109,08
4 ^e trimestre	109,36	107,81	109,21
Année	108,27	108,01	108,39
ABIDJAN			
1 ^{er} trimestre	113,08	113,85	114,97
2 ^e trimestre	113,82	115,79	115,65
3 ^e trimestre	113,43	113,67	114,93
4 ^e trimestre	113,19	113,47	114,41
Année	113,38	114,19	114,99
GUINEE BISSAU			
1 ^{er} trimestre	105,74	108,33	110,10
2 ^e trimestre	106,27	108,87	110,14
3 ^e trimestre	109,80	110,16	112,17
4 ^e trimestre	109,73	110,67	110,21
Année	107,89	109,51	110,65
BAMAKO			
1 ^{er} trimestre	111,93	110,18	111,72
2 ^e trimestre	113,53	111,90	113,49
3 ^e trimestre	116,92	113,46	116,32
4 ^e trimestre	114,73	113,34	115,28
Année	114,28	112,22	114,21
NIAMEY			
1 ^{er} trimestre	105,21	106,21	107,67
2 ^e trimestre	106,14	107,31	109,36
3 ^e trimestre	108,73	109,07	111,24
4 ^e trimestre	109,27	107,53	112,03
Année	107,34	107,53	110,08
DAKAR			
1 ^{er} trimestre	101,99	103,41	105,57
2 ^e trimestre	101,86	102,25	104,02
3 ^e trimestre	104,21	105,15	106,70
4 ^e trimestre	106,03	106,73	106,69
Année	103,52	104,38	105,74
LOME			
1 ^{er} trimestre	115,29	116,90	116,01
2 ^e trimestre	116,07	118,83	117,53
3 ^e trimestre	116,80	116,68	116,21
4 ^e trimestre	116,09	115,82	114,96
Année	116,06	117,06	116,18
UEMOA (*)			
1 ^{er} trimestre	109,73	110,46	111,36
2 ^e trimestre	110,56	111,87	112,03
3 ^e trimestre	111,38	111,25	112,55
4 ^e trimestre	111,56	111,19	112,19
Année	110,81	111,19	112,03

(*) : Y compris la Guinée-Bissau à partir de 2004.

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UEMOA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONNS	11 302,0	11 947,4	13 188,5
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	9 991,3	10 687,9	11 705,9
Recettes fiscales	8 539,0	9 513,5	10 187,4
Impôts directs	5 165,3	5 870,7	6 418,4
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	3 186,8	2 995,9	3 161,4
Recettes non fiscales	1 220,7	1 039,9	1 344,8
Autres recettes non classées	231,6	134,5	173,7
1.2 DONNS	1 310,7	1 259,5	1 482,6
Dons-projets	752,1	860,9	992,1
Appui-Budgétaire	501,4	398,6	490,5
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	13 506,9	14 607,3	16 279,5
2.1 DEPENSES TOTALES	13 467,8	14 618,4	16 291,7
2.1.1 DEPENSES COURANTES	8 507,5	8 712,9	9 455,9
Traitements et salaires	3 480,7	3 764,9	4 033,4
Autres dépenses de fonctionnement	4 361,9	4 105,8	4 428,3
Subventions et autres transferts	2 069,9	2 174,4	2 124,0
Autres dépenses non classées (PPTE)	0,0	0,0	0,0
Intérêts dus	656,4	842,2	994,2
Intérêts sur dette intérieure	297,9	441,6	570,5
Intérêts sur dette extérieure	363,4	400,6	423,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	4 604,4	5 062,9	6 019,9
Sur ressources intérieures	2 664,9	3 151,0	3 583,1
Sur ressources extérieures	1 939,5	1 911,9	2 436,9
Autres dépenses en capital			
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES	355,8	842,6	815,9
2.2 PRÊTS NETS	39,1	-11,1	-12,2
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-3 515,6	-3 919,4	-4 573,5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 204,9	-2 659,8	-3 090,9
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-524,8	-333,8	-338,9
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-185,1	115,7	116,1
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-133,7	26,6	5,0
Sur dette intérieure	-133,7	26,6	5,3
Intérêts	-153,5	4,2	-14,7
Dépenses engagées non payées	21,1	112,1	112,4
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	-0,3
Paiement période complémentaire	25,3	0,8	28,7
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-3 700,7	-3 803,6	-4 457,5
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 390,0	-2 544,1	-2 974,9
9 - FINANCEMENT	2 384,0	2 537,4	2 979,6
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	618,7	1 296,9	560,3
Financement bancaire (net)	332,3	850,3	480,9
Banques commerciales	237,3	947,7	663,7
Financement non-bancaire (net)	286,4	446,6	79,4
Recettes de privatisation	22,7	30,0	14,3
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)	-21,1	0,0	0,0
Autre financement intérieur (net)	5,7	67,5	-224,7
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	1 765,3	1 240,5	2 419,2
Tirages	1 462,2	1 337,9	1 675,1
Sur prêts projets	1 117,1	1 092,4	1 450,7
Sur prêts programme	250,3	156,2	224,4
Autres tirages	94,8	89,3	0,0
Amortissement dû	-502,9	-515,2	-1 061,9
Allégement/Rééchelonnement obtenu (Assistance PPTE)	17,4	17,7	17,8
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)	0,0	0,0	-3,1
Autres financements	788,6	400,1	1 791,2
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	6,0	5,7	-3,7
Fonds en route	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions	6,0	5,7	-3,7
11 - Gap à financer (en projection)	0,1	1,0	-1,0

Sources : Services nationaux.

BENIN : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONDS	848,3	780,3	975,9
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	819,5	745,7	907,5
Recettes fiscales	713,1	641,1	735,9
Impôts directs et indirects	367,4	352,6	402,5
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	345,7	288,5	333,4
Recettes non fiscales	106,4	104,6	171,6
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées			
1.2 DONDS	28,8	34,6	68,4
Dons-projets	28,8	26,1	52,6
Appuis budgétaires (programme)	0,0	8,5	15,8
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 242,3	1 086,3	1 314,1
2.1 DEPENSES TOTALES	1 222,2	1 080,7	1 314,1
2.1.1 DEPENSES COURANTES	845,3	781,1	812,5
Traitements et salaires	343,4	353,8	363,1
Autres dépenses de fonctionnement	465,6	364,0	339,5
Subventions et autres transferts	324,5	257,2	244,8
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	36,3	63,3	109,9
Intérêts sur dette intérieure	20,3	51,4	91,2
Intérêts sur dette extérieure	16,0	11,9	18,7
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	376,9	299,6	501,6
Sur ressources intérieures	216,6	178,5	332,2
Sur ressources extérieures	160,3	121,1	169,4
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	20,2	5,5	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-422,9	-340,6	-406,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-394,0	-306,0	-338,2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-206,1	-150,6	-127,3
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,1	-0,6	-10,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-10,3	-1,4	-10,0
Sur dette intérieure	-10,3	-1,4	-10,0
Intérêts			
Dépenses engagées non payées			
Sur dette extérieure (intérêts)			
Paiement période complémentaire et en rapp.	10,4	0,8	0,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-422,8	-341,2	-416,6
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-393,9	-306,5	-348,2
9 - FINANCEMENT	394,0	306,5	348,2
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	291,4	224,2	244,1
Financement bancaire (net)	121,46	157,96	92,99
BCEAO (net)	-3,6	-5,1	9,3
Dont FMI (net)	-3,6	-5,1	9,3
Banques commerciales (net)	125,1	163,1	83,7
Financement non-bancaire (net)	170,0	66,2	151,1
Recettes de privatisation	0,0	0,0	0,0
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Autre financement intérieur (net) (restructuration)	-7,44	-7,08	-7,5
Autres	177,4		
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	102,5	82,4	104,1
Tirages	131,4	106,6	156,0
Sur prêts projets	131,4	95,0	116,8
Sur prêts programme	0,0	11,6	39,2
Autres tirages	0,0	0,0	0,0
Amortissement dû	-28,9	-24,3	-51,9
Allègement/Rééchelonnement obtenu	0,0	0,0	0,0
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)	0,0	0,0	0,0
Autres (financement à rechercher)	0,0	0,0	0,0
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
Fonds en route	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions	0,0	0,0	0,0
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,1

Sources : Services nationaux.

BURKINA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONNS	1 277,7	1 412,6	1 583,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 047,6	1 230,5	1 389,3
Recettes fiscales	929,0	1 075,4	1 238,2
Impôts directs et indirects	763,2	911,2	1 057,2
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	142,9	159,1	181,0
Recettes non fiscales	118,7	155,1	151,1
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	230,0	182,0	194,3
Dons-projets	105,2	100,8	119,9
Appuis budgétaires (programme)	124,8	81,2	74,4
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 411,6	1 665,0	2 180,2
2.1 DEPENSES TOTALES	1 424,2	1 673,7	2 183,2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	923,2	1 118,7	1 264,0
Traitements et salaires	468,5	554,5	617,7
Autres dépenses de fonctionnement	410,9	498,9	576,7
Subventions et autres transferts (dont départs volontaires)	301,5	370,9	437,6
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	43,8	65,3	69,6
Intérêts sur dette intérieure	27,9	48,5	49,4
Intérêts sur dette extérieure	15,9	16,8	20,2
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	454,0	554,9	919,2
Sur ressources intérieures	302,5	338,6	658,2
Sur ressources extérieures (dont restructurations)	151,6	216,4	261,0
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES (TRANSFERTS EN CAPITAL)	46,9		
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-12,6	-8,7	-3,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-364,0	-434,5	-790,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-133,9	-252,5	-596,6
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-134,3	-161,4	-463,3
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-89,2	87,1	160,2
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-95,1	-1,2	49,3
Sur dette intérieure	-95,1	-1,2	49,3
Intérêts	-95,1	-1,2	49,3
Dépenses engagées non payées	-9,0	88,3	82,4
Sur dette extérieure	0,0	0,0	0,0
Variation des obligations caut. du Trésor (hrs Bq&IF)	14,9	0,0	28,5
Autres			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-453,2	-347,4	-630,7
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-223,1	-165,4	-436,4
9 - FINANCEMENT	220,9	168,9	440,3
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	131,7	36,4	366,0
Financement bancaire (net)	16,5	-60,3	323,8
BCEAO (net)	-4,4	-118,4	111,1
Dont FMI (net)	8,6	8,4	-2,9
Banques commerciales (net)	20,8	58,2	212,7
Financement non-bancaire (net)	115,2	96,7	42,3
Recettes de privatisation			
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Variation ressources (PPTTE)			
Autre financement intérieur (net)	57,5	0,1	0,0
Tirages			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	89,2	132,5	74,3
Tirages	122,1	171,5	124,5
Sur prêts projets	46,4	108,6	124,5
Sur prêts programme	75,7	63,0	0,0
Autres tirages		0,0	0,0
Amortissement dû	-32,9	-39,1	-50,2
Allégement PPTTE/Rééchelonnement obtenu (1)	0,0	0,0	0,0
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)	0,0	0,0	0,0
Autres (dont financement exceptionnel)	0,0	0,0	0,0
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	2,3	-3,5	-3,9
Fonds en route			
Erreurs et omissions	2,3	-3,5	-3,9
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : Services nationaux.

CÔTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONNS	3 916,8	4 176,6	4 573,4
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	3 634,6	3 884,2	4 230,3
Recettes fiscales	2 954,9	3 352,6	3 629,7
Impôts directs et indirects	1 556,5	1 796,5	2 004,3
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	1 398,3	1 163,8	1 199,5
Recettes non fiscales	679,8	531,6	600,6
Excédent de stabilisation		88,3	142,6
Cotisations de sécurité sociale	383,5	443,3	458,0
Autres recettes non fiscales	296,2		
Autres recettes	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	282,2	292,4	343,1
Dons-projets	128,6	144,8	195,5
Appuis budgétaires	153,6	147,6	147,6
Filières Cacao et populations			
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	4 469,8	5 014,6	5 625,4
2.1 DEPENSES TOTALES	4 470,0	5 014,6	5 625,4
2.1.1 DEPENSES COURANTES	3 074,7	2 890,4	3 335,0
Traitements et salaires	1 331,6	1 400,8	1 512,2
Autres dépenses de fonctionnement	1 437,2	1 129,5	1 413,7
Subventions et autres transferts	414,7	385,8	369,0
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	297,5	360,1	409,2
Intérêts sur dette intérieure	145,3	183,2	217,3
Intérêts sur dette extérieure	152,2	177,0	191,8
Dépenses sociales ciblées	8,5		
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 247,3	1 408,4	1 612,0
Sur ressources intérieures	790,9	1 054,0	907,1
Sur ressources extérieures	456,3	354,4	704,9
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES (crise,déchets, autres dépenses)	147,9	715,8	678,4
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-0,2	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-835,2	-1 130,4	-1 395,1
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-553,0	-837,9	-1 052,0
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	66,4	299,9	397,4
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)			
Sur dette intérieure			
Intérêts			
Dépenses engagées non payées			
Sur dette extérieure (intérêts)			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-835,2	-1 130,4	-1 395,1
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-553,0	-837,9	-1 052,0
9 - FINANCEMENT	553,0	837,9	1 052,0
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	-240,1	383,6	-16,6
Financement bancaire (net)	-151,3	352,1	128,6
BCEAO (net)	-190,7	10,2	-92,1
Dont FMI (net)	52,4	24,4	-63,4
Banques commerciales (net)	39,4	341,9	220,7
Financement non-bancaire (net)	-88,7	31,5	-145,2
Recettes de privatisation	34,1	27,0	24,3
Correspondants du Trésor/Ventes d'actifs			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)	-21,1		
Autre financement intérieur (net)	-100,6	4,5	-169,6
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	793,1	454,3	1 068,6
Dépôts et encaisses			
Tirages	422,5	351,3	509,7
Sur prêts projets	327,7	262,0	509,7
Sur prêts programme	0,0	0,0	0,0
Autres tirages	94,8	89,3	0,0
Amortissement dû	-230,8	-269,7	-714,2
Allègement PPTÉ/Rééchelonnement obtenu (1)	0,0	0,0	0,0
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)	0,0	0,0	0,0
Paieement au Club de Londres			
Autres	601,4	372,7	1 273,2
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE			
Fonds en route (différence du champ de la PNG)			
Erreurs et omissions			
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : Services nationaux.

GUINEE-BISSAU : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONS	124,9	112,0	134,1
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	84,8	84,3	99,6
Recettes fiscales	61,9	63,5	80,7
Impôts directs et indirects	40,8	41,3	46,8
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	19,1	21,1	24,8
Recettes non fiscales	22,9	20,8	18,9
Licence de pêche			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées			
1.2 DONS	40,1	27,7	34,5
Dons-projets	34,5	27,4	31,7
Appuis budgétaires (aide à la BP & aides alimentaires)	5,6	0,3	2,8
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	171,4	144,5	146,0
2.1 DEPENSES TOTALES	136,2	144,5	146,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	87,8	102,0	100,9
Traitements et salaires	31,0	34,8	33,8
Autres dépenses de fonctionnement	55,3	62,4	61,9
Dont Transferts courants (dont départs volontaires)	18,8	28,3	24,5
Autres dépenses non classées	0,0	0,0	0,0
Intérêts dus	1,5	4,8	5,2
Intérêts sur dette intérieure	3,6	3,1	2,9
Intérêts sur dette extérieure	2,8	1,7	2,2
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	48,4	42,5	43,2
Sur ressources intérieures	4,1	1,6	2,2
Sur ressources extérieures	44,3	40,9	41,1
Autres dépenses en capital			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			1,9
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	35,2	0,0	0,0
(dont revenus de privatisations)			
(dont restructurations)			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-86,6	-60,2	-46,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-46,5	-32,5	-11,8
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-1,5	-12,9	3,9
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-8,1	-5,4	-1,9
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-8,1	-5,4	-2,1
Sur dette intérieure	-8,1	-5,4	-1,8
Intérêts	-8,1	-5,4	-1,8
Dépenses engagées non payées			
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	-0,3
Paiement période complémentaire			0,2
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-94,7	-65,6	-48,3
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-54,6	-37,9	-13,8
9 - FINANCEMENT	51,9	29,9	13,7
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	37,3	20,4	9,9
Financement bancaire (net)	37,3	20,4	9,9
BCEAO (net)	0,0	4,4	-1,0
Dont FMI (net)		4,4	3,8
Banques commerciales (net)	37,3	16,0	10,9
Financement non-bancaire (net)	0,0	0,0	0,0
Recettes de privatisation			
Ventes d'actifs / stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Autre financement intérieur (net)			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	14,6	9,5	3,8
Tirages	26,8	13,5	9,3
Sur prêts projets	9,8	13,5	9,3
Sur prêts programme	17,0	0,0	0,0
Autres tirages (prêts à la BP)		0,0	0,0
Amortissement dû	-12,2	-4,0	-2,5
Allègement/Rééchelonnement obtenu	0,0	0,0	
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)		0,0	-3,1
Autres/Crédits de trésorerie		0,0	0,0
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	2,7	7,0	0,2
Fonds en route			
Erreurs et omissions	2,7	7,0	0,2
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	1,0	-0,2

Sources : Services nationaux.

MALI : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONNS	1 481,1	1 522,2	1 748,0
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 273,4	1 389,7	1 545,3
Recettes fiscales	1 082,5	1 239,3	1 282,5
Impôts directs et indirects	751,2	863,9	957,4
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	141,8	157,4	176,1
Recettes non fiscales	51,7	45,4	151,4
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées (fds spéc. & budg. Annexes)	139,2	105,0	111,4
1.2 DONNS	207,7	132,5	202,7
Dons-projets	98,1	87,0	117,9
Appuis budgétaires, sectoriels et IADM	109,6	45,5	84,8
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 622,3	1 850,0	2 130,2
2.1 DEPENSES TOTALES	1 627,2	1 857,9	2 139,4
2.1.1 DEPENSES COURANTES	922,0	1 013,0	1 150,8
Traitements et salaires	358,2	400,9	459,7
Autres dépenses de fonctionnement	517,9	556,0	627,6
Subventions et autres transferts	257,0	287,5	308,3
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
(dont filet social)			
Intérêts dus	45,9	56,1	63,5
Intérêts sur dette intérieure	22,9	30,0	35,9
Intérêts sur dette extérieure	23,0	26,1	27,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	566,0	739,9	877,2
Sur ressources intérieures	284,9	499,0	570,7
Sur ressources extérieures	281,1	240,9	306,5
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	139,2	105,0	111,4
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-4,9	-7,9	-9,2
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-348,9	-460,3	-584,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-141,2	-327,8	-382,2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	112,4	-66,2	-112,7
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-104,9	1,7	6,4
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	-37,2	1,7	6,4
Sur dette intérieure	-37,2	1,7	6,4
Intérêts	-37,2	-8,2	-23,6
Dépenses engagées non payées		9,9	30,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
Paiement période complémentaire et en rapp.			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-453,8	-458,6	-578,5
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-246,1	-326,1	-375,8
9 - FINANCEMENT	246,1	326,1	375,8
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	101,0	216,9	180,0
Financement bancaire (net)	56,2	144,0	237,6
BCEAO (net)	23,0	77,4	16,6
Dont FMI (net)	-4,7	18,2	16,6
Banques commerciales	7,9	84,1	221,0
Ajustement PNG pour différence de champ	25,3	-17,5	0,0
Financement non-bancaire (net)	44,8	72,9	-57,6
Recettes de privatisation	-11,4	3,0	-10,0
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Autre financement intérieur (net)	56,2	69,9	-47,6
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	145,1	109,2	195,8
Tirages	225,2	149,9	258,5
Sur prêts projets	160,5	149,9	188,6
Sur prêts programme	64,7		69,9
Autres tirages			
Amortissement dû	-97,5	-58,4	-80,5
Allègement/Rééchelonnement obtenu	17,4	17,7	17,8
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)			
Autres (financement à rechercher)			
Autres financements extérieurs			
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
Fonds en route			
Erreurs et omissions			
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : Services nationaux.

NIGER : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONNS	999,7	914,1	992,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	767,2	643,8	678,9
Recettes fiscales	684,8	606,9	618,0
Impôts directs et indirects	474,2	425,2	427,1
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	188,6	164,7	172,2
Recettes non fiscales	75,6	27,9	48,6
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées (fds spéc. & budg. Annexes)	6,8	8,9	12,3
1.2 DONNS	232,6	270,3	313,3
Dons-projets	156,0	204,0	195,4
Appuis budgétaires, assistance PPTE (dont assistance PPTE)	76,6	66,2	118,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 391,2	1 187,9	1 231,8
2.1 DEPENSES TOTALES	1 391,2	1 187,9	1 231,8
2.1.1 DEPENSES COURANTES	642,5	609,5	640,8
Traitements et salaires	250,2	265,1	269,7
Autres dépenses de fonctionnement	366,0	302,4	324,0
Subventions et autres transferts (dont départs volontaires)	204,6	197,6	215,3
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	26,3	41,9	47,0
Intérêts sur dette intérieure	13,2	23,5	30,6
Intérêts sur dette extérieure	13,1	18,4	16,4
2.1.2 MESURES SOCIALES / AJUSTEMENT			
2.1.3 DEPENSES EN CAPITAL	726,9	556,6	566,8
Sur ressources intérieures	424,6	201,4	249,6
Sur ressources extérieures (dont restructurations) (PPTE)	302,3	355,2	317,2
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	21,8	21,8	24,2
2.1.6 ELECTIONS 1998			
2.1.7 NOUVEAU PROGRAMME EDUC. BASE			
2.1.8 ASSISTANCE BUDGETAIRE ADDITIONNELLE			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-624,0	-544,1	-552,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-391,5	-273,9	-239,6
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-273,6	-125,2	-164,5
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)			
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-13,1	19,0	-38,6
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)			
Sur dette intérieure	-13,1	19,0	-38,6
Intérêts	-13,1	19,0	-38,6
Dépenses engagées non payées			
Sur dette extérieure (intérêts)			
Ajustements divers			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-637,1	-525,1	-591,5
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-404,6	-254,9	-278,2
9 - FINANCEMENT	404,5	254,9	278,2
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	219,6	84,0	144,6
Financement bancaire (net)	127,8	11,6	57,9
BCEAO (net)		37,3	66,8
FMI (net)		16,7	19,9
Banques commerciales (net)		-25,7	46,5
Financement non-bancaire (net)	91,8	72,4	86,7
Recettes de privatisation			
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Autre financement intérieur (net)			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	184,9	170,9	133,6
Tirages	209,8	203,4	155,2
Sur prêts projets	146,3	151,2	121,8
Sur prêts programme	63,5	52,2	33,3
Autres tirages		0,0	
Amortissement dû	-24,9	-32,5	-21,5
Allégement/Rééchelonnement obtenu	0,0	0,0	0,0
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)			
Autres financements exceptionnels			
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
Fonds en route			
Erreurs et omissions			
11 - Gap à financer (en projection)	0,1	0,0	0,0

Sources : Services nationaux.

SENEGAL : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONNS	2 026,1	2 334,6	2 415,0
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 794,1	2 090,3	2 165,0
Recettes fiscales	1 597,1	1 966,2	1 977,0
Impôts directs et indirects	990,2	1 210,7	1 222,7
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	656,4	742,1	749,4
Recettes non fiscales	111,4	103,5	138,0
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées (Fonds de soutien Energie 2011 et 2012)	85,6	20,6	50,0
1.2 DONNS	232,0	244,4	250,0
Dons-projets	200,8	206,4	215,0
Appuis budgétaires	31,2	38,0	35,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	2 411,5	2 703,9	2 763,2
2.1 DEPENSES TOTALES	2 411,5	2 703,9	2 763,2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 504,3	1 612,8	1 563,4
Traitements et salaires	526,1	572,3	585,5
Autres dépenses de fonctionnement	818,5	852,8	754,5
Subventions et autres transferts	434,2	531,3	411,5
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées (PPTE + IADM)			
Filet de sécurité social			
Intérêts dus	159,7	187,7	223,4
Intérêts sur dette intérieure	33,6	47,8	86,4
Intérêts sur dette extérieure	126,1	139,9	137,0
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	907,2	1 091,1	1 199,8
Sur ressources intérieures	502,1	654,6	732,8
Sur ressources extérieures	405,1	436,5	467,0
(dont PPTE + IADM)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	0,0	0,0	0,0
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,0	0,0
2.1.1 Comptes spéciaux & Correspondants du Trésor			
2.2.2 Prêts moins recouvrements			
2.3 DEPENSES ADDITIONNELLES PPTE			
2.4 Solde Global des Entités Non financières	0,0		
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-617,4	-613,6	-598,2
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-385,4	-369,2	-348,2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-52,6	10,6	92,2
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	1,8	0,0	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	1,8	0,0	0,0
Sur dette intérieure	1,8	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Dépenses engagées non payées	1,8	0,0	0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-615,6	-613,6	-598,2
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-383,6	-369,2	-348,2
9 - FINANCEMENT	382,6	367,0	349,1
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	14,3	147,9	-382,8
Financement bancaire (net)	127,8	279,7	-351,3
BCEAO	120,9	-20,4	-228,3
(FMI)	-17,8	-19,0	-31,7
Banques commerciales et autres	6,8	300,0	-123,0
Financement non-bancaire (net)	-113,4	-131,7	-31,5
Recettes de privatisation	0,0	0,0	0,0
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Autre financement intérieur (net)	0,0	0,0	0,0
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	368,3	219,1	731,9
Tirages	233,4	259,4	334,0
Sur prêts projets	204,0	230,1	252,0
Sur prêts programme	29,4	29,3	82,0
Autres tirages	0,0	0,0	0,0
Amortissement dû	-61,7	-67,8	-120,2
Emprunt non concession. autoroute à péage			
Allégement/Rééchelonnement obtenu	0,0	0,0	0,0
Dt Assistance PPTE			
Dt Dépôt Koweïtien			
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)			
Aures financements (Emissions de bons et Obligations)	196,6	27,5	518,1
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	1,0	2,2	0,0
Fonds en route			
Erreurs et omissions	1,0	2,2	0,0
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,1	-0,9

Sources : Services nationaux.

TOGO : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2015	2016	2017
1- RECETTES ET DONNS	627,4	695,0	766,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	570,1	619,4	690,0
Recettes fiscales	515,8	568,5	625,4
Impôts directs et indirects	221,7	269,3	300,3
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	294,0	299,2	325,1
Recettes non fiscales	54,4	50,9	64,6
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	57,2	75,6	76,3
Dons-projets		64,3	64,1
Appuis budgétaires (programme)		11,3	12,1
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	786,8	955,1	888,5
2.1 DEPENSES TOTALES	785,4	955,2	888,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	507,7	585,4	588,4
Traitements et salaires	171,7	182,7	191,6
Autres dépenses de fonctionnement	290,6	339,8	330,4
Subventions et autres transferts	114,7	115,7	113,0
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	45,4	62,9	66,4
Intérêts sur dette intérieure	31,2	54,1	56,7
Intérêts sur dette extérieure	14,2	8,8	9,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	277,7	369,8	300,1
Sur ressources intérieures	139,2	223,3	130,3
Sur ressources extérieures	138,5	146,5	169,8
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	1,4	-0,1	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base ordonnancement) (hors dons)	-216,6	-335,7	-198,5
4 - SOLDE GLOBAL (base ordonnancement) (y compris dons)	-159,4	-260,1	-122,3
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-31,4	-126,3	37,6
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	28,3	13,9	0,0
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	28,3	13,9	0,0
Sur dette intérieure	28,3	13,9	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Dépenses engagées non payées	28,3	13,9	0,0
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
Paiement période complémentaire et en rapp.			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-188,3	-321,8	-198,5
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-131,1	-246,2	-122,3
9 - FINANCEMENT	131,1	246,2	122,3
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	63,5	183,5	15,1
Financement bancaire (net)	-3,4	-55,1	-18,6
BCEAO (net)		-65,2	-9,7
Dont FMI (net)		-12,7	6,6
Banques commerciales (net)		10,1	-8,8
Financement non-bancaire (net)	66,8	238,6	33,7
Recettes de privatisation			
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Autre financement intérieur (net) (restructuration)			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	67,6	62,7	107,1
Tirages	91,0	82,2	128,0
Sur prêts projets	91,0	82,2	128,0
Sur prêts programme			
Autres tirages			
Amortissement dû	-14,0	-19,5	-20,8
Allégement/Rééchelonnement obtenu			
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)	0,0	0,0	0,0
Remise de dettes et annulations			
Autres (dont réduction d'amortissement sur stock antérieur)	-9,3	0,0	0,0
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
Fonds en route			
Erreurs et omissions			
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : Services nationaux.

UMOA⁽¹⁾ - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-3 203,9	-3 193,0	-4 257,2
Biens et services	-4 491,4	-4 314,7	-5 531,4
Balance commerciale	-1 232,3	-1 120,8	-2 039,4
Exportations	13 996,8	13 900,9	14 871,6
dont coton	734,7	642,2	901,7
cacao	3 045,4	2 748,6	2 514,3
Or	2 535,9	2 969,0	3 184,0
Pétrole	1 421,2	1 127,6	1 496,2
Importations	-15 229,1	-15 021,8	-16 911,0
Dont Pétrole	-3 347,4	-2 879,6	-3 919,1
Balance des services	-3 259,1	-3 193,8	-3 492,0
Dont fret et assurances	-2 454,4	-2 516,4	-2 912,8
Revenu primaire	-1 237,3	-1 444,0	-1 528,3
Dont intérêts sur la dette	-338,8	-401,2	-451,6
Revenu secondaire	2 524,8	2 565,7	2 802,5
- Administrations publiques	1 002,8	1 026,5	1 117,2
- Autres secteurs	1 522,1	1 539,1	1 685,2
Compte de capital	1 158,1	1 085,9	1 357,0
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-2 045,7	-2 107,1	-2 900,2
Compte financier	-2 825,3	-1 819,4	-3 101,9
Investissement direct	-1 068,1	-951,3	-1 229,2
Investissements de portefeuille	-1 111,1	-629,3	-1 569,4
Dérivés financiers	0,3	0,0	0,0
Autres investissements	-646,4	-238,7	-303,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	59,9	17,7	17,8
Erreurs et omissions nettes	-71,7	-12,9	0,0
Ajustement statistique	-897,7	-646,0	425,3
SOLDE GLOBAL	-189,8	-946,8	627,0
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	195,9	-112,4	36,7
Variation des avoirs extérieurs nets	-6,1	1 059,1	-663,7

(*) Estimation.

(1) : Agrégation des balances des paiements nationaux.

(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs.

BENIN – EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-440,5	-455,3	-640,6
Biens et services	-486,3	-495,8	-700,0
Balance commerciale	-298,5	-389,8	-621,0
Exportations	995,1	1 046,7	1 151,6
Dont Coton	161,6	110,4	251,2
Importations	-1 293,6	-1 436,5	-1 772,5
Dont Pétrole	-258,1	-363,5	-489,8
Balance des services	-187,8	-106,0	-79,0
Dont fret et assurances	-207,6	-247,6	-305,5
Revenu primaire	-38,8	-38,0	-38,6
Dont intérêts sur la dette	-16,0	-11,9	-18,7
Revenu secondaire	84,7	78,5	98,0
- Administrations publiques	18,2	8,5	0,0
- Autres secteurs	66,5	70,0	98,0
Compte de capital	74,2	66,1	111,5
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-366,3	-389,2	-529,1
Compte financier	-447,6	-221,2	-351,9
Investissement direct	-69,2	-67,8	-94,1
Investissements de portefeuille	-117,5	-52,2	-101,4
Dérivés financiers	0,3	0,0	0,0
Autres investissements	-261,2	-101,2	-156,4
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	2,3	0,0	0,0
Solde global	83,5	-168,0	-177,2

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-529,4	-462,4	-626,6
Biens et services	-601,5	-471,7	-613,3
Balance commerciale	-142,7	-0,4	-148,7
Exportations	1 397,7	1 676,4	1 735,2
Dont Coton	213,4	198,4	253,9
Or	875,8	1 091,8	1 194,5
Importations	-1 540,4	-1 676,7	-1 883,8
Dont Pétrole	-323,2	-257,9	-334,8
Balance des services	-458,7	-471,4	-464,6
Dont fret et assurances	-257,8	-306,2	-344,0
Revenu primaire	-199,5	-231,8	-256,2
Dont intérêts sur la dette	-15,9	-16,8	-45,0
Revenu secondaire	271,6	241,1	242,8
- Administrations publiques	145,9	111,0	111,3
- Autres secteurs	125,7	130,2	131,5
Compte de capital	153,8	150,1	153,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-375,6	-312,2	-472,8
Compte financier	-654,9	-554,9	-407,0
Investissement direct	-179,7	-179,7	-263,0
Investissements de portefeuille	-178,7	-178,7	-4,7
Dérivés financiers	-177,7	-177,7	0,0
Autres investissements	-176,7	-176,7	-139,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	4,3	-3,7	0,0
Solde global	283,6	239,0	-65,8

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-119,1	-245,6	-532,4
Biens et services	680,2	638,3	412,7
Balance commerciale	1 874,0	1 817,8	1 717,8
Exportations	6 938,0	6 449,3	6 962,9
Dont Cacao	3030,88	2740,44	2502,81
Pétrole	1 120,5	867,8	1 178,8
Or	447,0	484,8	567,5
Importations	-5 064,0	-4 631,5	-5 245,1
Dont Pétrole	-1 253,8	-871,6	-1 260,1
Balance des services	-1 193,9	-1 179,5	-1 305,1
Dont fret et assurances	-839,7	-742,4	-895,5
Revenu primaire	-595,5	-637,8	-686,9
Dont intérêts sur la dette	-152,2	-177,0	-191,8
Revenu secondaire	-203,7	-246,1	-258,1
- Administrations publiques	98,1	83,4	94,0
- Autres secteurs	27,8	4,7	-352,2
Compte de capital	156,4	110,9	223,9
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	37,4	-134,7	-308,5
Compte financier	-250,3	-87,7	-703,5
Investissement direct	-283,8	-325,5	-377,3
Investissements de portefeuille	-574,2	-349,3	-861,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	607,7	587,1	535,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	-39,1	-5,8	0,0
Solde global	248,5	-52,8	395,0

GUINEE-BISSAU - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	12,4	9,3	-15,7
Biens et services	-29,1	-27,2	-45,9
Balance commerciale	26,8	31,6	28,5
Exportations	149,2	162,7	198,4
Dont noix de cajou	129,1	161,7	195,2
Importations	-122,4	-131,1	-169,9
Dont Pétrole	-31,0	-27,2	-39,3
Balance des services	-55,9	-58,8	-74,4
Dont fret et assurances	-24,4	-28,0	-36,3
Revenu primaire	15,1	15,0	5,5
Dont intérêts sur la dette	-1,1	-2,3	-2,0
Revenu secondaire	26,4	21,5	24,7
- Administrations publiques	6,5	0,3	2,7
- Autres secteurs	19,9	21,2	22,0
Compte de capital	27,9	27,9	43,4
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	40,3	37,2	27,7
Compte financier	4,1	-3,8	27,2
Investissement direct	-9,6	-9,8	-8,9
Investissements de portefeuille	-5,0	-6,8	-8,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	18,7	12,8	44,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	29,9
. Erreurs et omissions nettes	-7,8	1,5	0,0
Solde global	35,8	42,1	0,5

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-412,5	-590,3	-621,8
Biens et services	-1 204,9	-1 379,8	-1 528,5
Balance commerciale	-281,3	-380,0	-441,5
Exportations	1 606,8	1 662,2	1 770,8
Dont Coton	183,1	189,0	214,1
Or	1 004,1	1 146,9	1 163,2
Importations	-1 888,1	-2 042,2	-2 212,3
Dont Pétrole	-480,5	-506,9	-662,3
Balance des services	-923,6	-999,8	-1 087,0
Dont fret et assurances	-348,7	-389,0	-421,4
Revenu primaire	-174,8	-248,1	-226,0
Dont intérêts sur la dette	-23,0	-26,1	-27,6
Revenu secondaire	967,3	1 037,6	1 132,6
- Administrations publiques	542,9	621,6	678,2
- Autres secteurs	424,4	416,0	454,4
Compte de capital	202,5	128,2	184,5
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-210,0	-462,0	-437,3
Compte financier	-161,9	-151,1	-311,2
Investissement direct	-114,2	-120,2	-123,0
Investissements de portefeuille	-63,7	-86,6	-82,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	15,9	55,7	-105,9
Pour mémoire : financement exceptionnel	59,9	17,7	17,8
. Erreurs et omissions nettes	-38,5	0,0	0,0
Solde global	-86,6	-310,9	-126,2

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-878,7	-700,3	-607,3
Biens et services	-963,8	-768,5	-753,9
Balance commerciale	-525,4	-405,4	-360,0
Exportations	643,2	611,8	685,9
Dont uranium	643,2	611,8	167,8
Pétrole	240,8	177,7	122,9
Or	24,8	24,5	28,2
Importations	-1 168,6	-1 017,2	-1 045,9
Dont Pétrole	-76,5	-72,9	-393,9
Balance des services	-438,4	-363,0	-393,9
Dont fret et assurances	-303,2	-264,7	-257,2
Revenu primaire	-90,5	-96,8	-101,3
Dont intérêts sur la dette	-36,7	-18,4	-19,8
Revenu secondaire	175,6	164,9	248,0
- Administrations publiques	94,5	82,8	143,2
- Autres secteurs	81,1	82,1	104,7
Compte de capital	173,9	230,0	253,9
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-704,8	-470,4	-353,4
Compte financier	-577,3	-455,3	-436,2
Investissement direct	-292,8	-155,7	-175,6
Investissements de portefeuille	-84,0	-99,1	-15,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-200,5	-200,6	-244,8
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	-5,2	-4,9	0,0
Solde global	-132,7	-19,9	82,8

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-558,7	-502,2	-987,0
Biens et services	-1 342,9	-1 286,7	-1 798,2
Balance commerciale	-1 274,4	-1 222,9	-1 691,5
Exportations	1 669,2	1 677,7	1 722,6
Dont produits halieutiques	240,1	279,0	237,3
Or	168,5	206,4	213,7
Importations	-2 943,6	-2 900,6	-3 414,1
Dont Pétrole	-778,7	-637,4	-897,7
Balance des services	-68,5	-63,8	-106,7
Dont fret et assurances	-330,4	-383,9	-467,0
Revenu primaire	-231,5	-290,9	-309,8
Dont intérêts sur la dette	-84,3	-139,9	-137,0
Revenu secondaire	1 015,8	1 075,4	1 121,0
- Administrations publiques	52,0	72,7	43,8
- Autres secteurs	963,8	1 002,7	1 077,2
Compte de capital	202,7	212,1	221,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-356,0	-290,1	-765,8
Compte financier	-511,8	-192,7	-859,5
Investissement direct	-223,4	-143,2	-286,4
Investissements de portefeuille	-188,2	49,6	-488,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-100,2	-99,2	-84,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	4,7	0,0	0,0
Solde global	160,5	-97,4	93,7

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2015	2016 (*)	2017 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-277,5	-246,3	-225,9
Biens et services	-543,0	-523,3	-504,4
Balance commerciale	-610,8	-571,7	-523,1
Exportations	597,7	614,2	644,2
Dont Coton	37,4	30,2	43,4
Importations	-1 208,5	-1 185,9	-1 167,3
Dont Pétrole	-145,5	-142,3	-162,6
Balance des services	67,8	48,4	18,7
Dont fret et assurances	-142,7	-154,6	-186,1
Revenu primaire	78,2	84,3	85,0
Dont intérêts sur la dette	-9,6	-8,8	-9,6
Revenu secondaire	187,3	192,7	193,5
- Administrations publiques	44,6	46,3	43,9
- Autres secteurs	142,6	146,4	149,6
Compte de capital	159,4	160,9	164,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-118,1	-85,4	-61,1
Compte financier	-225,6	-152,5	-59,9
Investissement direct	53,7	72,4	99,0
Investissements de portefeuille	-75,6	-77,0	-7,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-203,7	-147,9	-151,9
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	7,6	0,0	0,0
Solde global	115,1	67,2	-1,2

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

UMOA - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Circulation fiduciaire	5 227,3	5 509,2	5 782,5
Dépôts à vue	8 075,9	9 668,2	10 523,8
M1	13 303,2	15 177,4	16 306,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	6 939,3	7 539,9	8 119,3
MASSE MONETAIRE (M2)	20 242,6	22 717,3	24 425,7
Actifs extérieurs nets	4 751,3	3 696,8	4 029,6
<i>Banque Centrale</i>	5 482,2	4 565,3	5 167,9
<i>Banques</i>	-730,9	-868,5	-1 138,3
Créances intérieures	19 615,6	23 114,5	25 413,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	4 305,8	6 387,2	6 896,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	15 309,8	16 727,2	18 517,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	5 301,1	5 628,5	6 280,8
Autres postes nets (3)	-1 176,7	-1 534,5	-1 263,7
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	20 242,6	22 717,3	24 425,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

BENIN - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Circulation fiduciaire	605,9	526,4	529,9
Dépôts à vue	675,8	715,4	748,6
M1	1 281,7	1 241,7	1 278,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	815,9	872,6	859,0
MASSE MONETAIRE (M2)	2 097,6	2 114,3	2 137,5
Actifs extérieurs nets	1 207,9	1 039,8	926,1
<i>Banque Centrale</i>	303,4	40,1	206,5
<i>Banques</i>	904,6	999,7	719,7
Créances intérieures	1 019,0	1 213,5	1 390,5
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	-153,1	30,5	189,3
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 172,2	1 183,0	1 201,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	303,0	280,1	350,4
Autres postes nets (3)	-173,7	-141,1	-171,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 097,6	2 114,3	2 137,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

BURKINA - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Circulation fiduciaire	299,1	280,6	415,1
Dépôts à vue	972,9	1 337,5	1 581,8
M1	1 272,0	1 618,1	1 996,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 065,8	1 172,9	1 347,8
MASSE MONETAIRE (M2)	2 337,8	2 790,9	3 344,7
Actifs extérieurs nets	163,2	402,1	380,2
<i>Banque Centrale</i>	-653,4	-724,6	-876,2
<i>Banques</i>	816,6	1 126,8	1 256,4
Créances intérieures	1 975,1	1 986,0	2 366,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	2,1	-88,5	57,4
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 973,0	2 074,5	2 308,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	394,7	487,0	571,0
Autres postes nets (3)	-594,2	-889,8	-1 169,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 337,8	2 790,9	3 344,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

COTE D'IVOIRE - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Circulation fiduciaire	2 138,0	2 273,4	2 227,0
Dépôts à vue	2 786,2	3 240,6	3 637,7
M1	4 924,1	5 514,1	5 864,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 108,3	2 356,7	2 656,8
MASSE MONETAIRE (M2)	7 032,4	7 870,7	8 521,5
Actifs extérieurs nets	1 787,9	1 732,4	1 664,5
<i>Banque Centrale</i>	1 568,6	1 399,0	1 476,6
<i>Banques</i>	219,3	333,4	187,8
Créances intérieures	5 994,6	6 915,7	7 934,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	1 431,7	1 724,5	1 981,1
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	4 562,9	5 191,2	5 953,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 084,3	1 090,4	1 372,3
Autres postes nets (3)	-334,2	-313,0	-294,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	7 032,4	7 870,7	8 521,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU – AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Circulation fiduciaire	194,6	224,2	169,7
Dépôts à vue	80,0	80,2	60,2
M1	274,6	304,4	229,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	31,9	30,6	26,5
MASSE MONETAIRE (M2)	306,5	335,0	256,4
Actifs extérieurs nets	159,1	201,5	149,1
<i>Banque Centrale</i>	159,7	153,1	117,4
<i>Banques</i>	-0,6	48,4	31,6
Créances intérieures	154,2	163,5	110,9
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	63,9	111,3	64,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	90,3	52,2	46,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	28,5	28,3	10,3
Autres postes nets (3)	-21,8	1,7	-6,8
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	306,5	335,0	256,4

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

MALI - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Circulation fiduciaire	407,2	443,4	397,2
Dépôts à vue	1 080,0	1 141,6	1 084,3
M1	1 487,2	1 585,0	1 481,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	591,9	717,8	646,6
MASSE MONETAIRE (M2)	2 079,1	2 302,9	2 128,1
Actifs extérieurs nets	575,1	246,7	79,9
<i>Banque Centrale</i>	222,1	-82,0	-71,3
<i>Banques</i>	353,0	328,7	151,2
Créances intérieures	1 884,2	2 382,4	2 420,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	-50,4	199,7	28,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 934,6	2 182,7	2 392,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	552,6	520,9	564,5
Autres postes nets (3)	-172,4	-194,7	-192,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 079,1	2 302,9	2 128,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

NIGER - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Circulation fiduciaire	535,3	595,9	620,5
Dépôts à vue	352,2	384,9	427,4
M1	887,5	980,8	1 047,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	222,9	229,2	235,7
MASSE MONETAIRE (M2)	1 110,4	1 210,0	1 283,6
Actifs extérieurs nets	592,6	572,1	570,3
<i>Banque Centrale</i>	484,1	460,7	486,2
<i>Banques</i>	108,5	111,4	84,1
Créances intérieures	699,8	817,2	899,3
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	5,4	79,4	119,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	694,4	737,7	780,3
Passifs à caractère non monétaire (2)	186,9	219,6	237,4
Autres postes nets (3)	-5,0	-40,3	-51,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 110,4	1 210,0	1 283,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

SENEGAL - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Circulation fiduciaire	806,8	920,1	1 147,6
Dépôts à vue	1 682,6	1 998,1	2 099,4
M1	2 489,4	2 918,2	3 247,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 184,6	1 299,3	1 479,5
MASSE MONETAIRE (M2)	3 673,9	4 217,4	4 726,5
Actifs extérieurs nets	1 121,0	1 171,1	1 415,4
<i>Banque Centrale</i>	948,9	738,0	907,8
<i>Banques</i>	172,1	433,0	507,6
Créances intérieures	3 128,3	3 674,0	4 179,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	149,1	430,1	399,1
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 979,2	3 243,9	3 780,6
Passifs à caractère non monétaire (2)	727,7	811,5	934,0
Autres postes nets (3)	-152,4	-183,9	-65,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	3 673,9	4 217,4	4 726,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

TOGO - AGREGATS DE MONNAIE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
<i>Circulation fiduciaire</i>	240,5	245,2	275,2
<i>Dépôts à vue</i>	431,5	535,0	562,6
M1	672,0	780,2	837,8
<i>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)</i>	598,7	668,6	731,7
MASSE MONETAIRE (M2)	1 270,7	1 448,9	1 569,5
Actifs extérieurs nets	-33,2	36,4	-0,3
<i>Banque Centrale</i>	-258,7	-328,0	-394,1
<i>Banques</i>	225,5	364,4	393,8
Créances intérieures	1 014,4	1 113,7	1 225,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	52,5	30,9	164,9
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	961,9	1 082,8	1 060,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	144,3	178,1	196,2
Autres postes nets (3)	-433,8	-476,9	-540,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 270,7	1 448,9	1 569,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

UMOA – SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Actifs extérieurs nets	5 482,2	4 565,3	5 167,9
Créances sur les non-résidents	7 548,0	6 534,3	7 188,8
Engagements envers les non-résidents	2 065,8	1 969,0	2 020,9
Créances sur les banques	3 296,1	4 709,9	4 180,8
Créances nettes sur l'administration centrale	688,2	561,8	501,2
Créances sur les autres secteurs	218,6	212,2	209,5
TOTAL ACTIF	9 685,0	10 049,3	10 059,5
Base monétaire	7 975,0	8 139,1	8 016,1
Circulation fiduciaire	5 863,0	6 135,7	6 407,6
Dépôts des banques	1 813,1	1 662,7	1 231,9
Engagements envers les autres secteurs (1)	299,0	340,6	376,7
Dépôts exclus de la base monétaire (2)	0,7	0,3	8,4
Actions et autres titres de participation	1 910,3	2 009,2	1 950,4
Autres postes (net)	-201,0	-99,2	84,6
TOTAL PASSIF	9 685,0	10 049,3	10 059,5

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

BENIN - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Actifs extérieurs nets	303,4	40,1	206,5
Créances sur les non-résidents	507,4	167,4	425,6
Engagements envers les non-résidents	204,0	127,2	219,1
Créances sur les banques	510,7	643,0	521,4
Créances nettes sur l'administration centrale	-38,9	20,4	-62,8
Créances sur les autres secteurs	6,2	6,1	4,4
TOTAL ACTIF	781,3	709,6	669,5
Base monétaire	773,6	692,4	651,7
Circulation fiduciaire	664,7	580,9	578,2
Dépôts des banques	108,4	110,7	72,9
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,5	0,8	0,6
Dépôts exclus de la base monétaire (2)	0,1	0,0	0,1
Actions et autres titres de participation	7,1	13,1	15,7
Autres postes (net)	0,5	4,1	2,0
TOTAL PASSIF	781,3	709,6	669,5

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	-653,4	-724,6	-876,2
Créances sur les non-résidents	41,2	33,8	22,5
Engagements envers les non-résidents	694,6	758,4	898,7
Créances sur les banques	657,2	776,1	762,0
Créances nettes sur l'administration centrale	-7,9	-141,8	-48,1
Créances sur les autres secteurs	3,6	4,2	5,2
TOTAL ACTIF	-0,6	-86,1	-157,1
Base monétaire	504,1	478,2	648,3
Circulation fiduciaire	366,9	351,2	485,7
Dépôts des banques	136,6	126,1	161,9
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,6	0,9	0,7
Dépôts exclus de la base monétaire (2)	0,6	0,2	8,3
Actions et autres titres de participation	8,7	17,9	22,7
Autres postes (net)	-514,0	-582,4	-836,5
TOTAL PASSIF	-0,6	-86,1	-157,1

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	1 568,6	1 399,0	1 476,6
Créances sur les non-résidents	3 327,7	3 084,0	3 389,9
Engagements envers les non-résidents	1 759,1	1 685,0	1 913,2
Créances sur les banques	770,0	1 185,7	1 050,4
Créances nettes sur l'administration centrale	561,9	487,1	449,6
Créances sur les autres secteurs	24,6	31,2	11,0
TOTAL ACTIF	2 925,2	3 103,0	2 987,8
Base monétaire	2 974,1	3 047,8	2 942,1
Circulation fiduciaire	2 360,1	2 499,5	2 446,9
Dépôts des banques	611,7	545,3	490,6
Engagements envers les autres secteurs (1)	2,2	3,0	4,5
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	6,9	22,3	28,9
Autres postes (net)	-55,9	33,0	16,8
TOTAL PASSIF	2 925,2	3 103,0	2 987,8

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Actifs extérieurs nets	159,7	153,1	117,4
Créances sur les non-résidents	221,0	217,9	249,1
Engagements envers les non-résidents	61,4	64,8	131,7
Créances sur les banques	15,0	41,3	26,5
Créances nettes sur l'administration centrale	28,0	37,7	37,1
Créances sur les autres secteurs	2,7	3,0	3,2
TOTAL ACTIF	205,4	235,1	184,3
Base monétaire	206,6	235,6	184,9
Circulation fiduciaire	199,5	227,1	174,7
Dépôts des banques	7,0	8,3	10,0
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,2	0,2	0,2
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	-2,1	-1,2	-1,2
Autres postes (net)	0,8	0,6	0,6
TOTAL PASSIF	205,4	235,1	184,3

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

MALI - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Actifs extérieurs nets	222,1	-82,0	-71,3
Créances sur les non-résidents	484,7	249,5	347,6
Engagements envers les non-résidents	262,6	331,5	419,0
Créances sur les banques	579,3	821,2	669,9
Créances nettes sur l'administration centrale	-34,9	36,3	93,3
Créances sur les autres secteurs	4,7	5,1	5,0
TOTAL ACTIF	771,2	780,5	696,9
Base monétaire	758,9	762,8	650,4
Circulation fiduciaire	504,1	537,1	491,3
Dépôts des banques	254,3	224,4	158,0
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,5	1,2	1,1
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	4,9	14,9	23,3
Autres postes (net)	7,4	2,9	23,2
TOTAL PASSIF	771,2	780,5	696,9

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	484,1	460,7	486,2
Créances sur les non-résidents	673,1	740,5	714,2
Engagements envers les non-résidents	189,0	279,8	228,0
Créances sur les banques	152,5	235,2	227,6
Créances nettes sur l'administration centrale	29,6	58,1	4,7
Créances sur les autres secteurs	4,5	4,6	4,5
TOTAL ACTIF	670,8	758,7	723,1
Base monétaire	656,5	755,3	718,5
Circulation fiduciaire	575,4	639,3	666,2
Dépôts des banques	80,1	115,6	51,6
Engagements envers les autres secteurs (1)	1,0	0,4	0,6
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	0,1	2,6	3,9
Autres postes (net)	14,3	0,7	0,6
TOTAL PASSIF	670,8	758,7	723,1

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	948,9	738,0	907,8
Créances sur les non-résidents	1 200,1	973,1	1 078,8
Engagements envers les non-résidents	251,2	235,1	171,0
Créances sur les banques	438,8	666,9	607,4
Créances nettes sur l'administration centrale	46,5	28,0	-5,6
Créances sur les autres secteurs	5,3	5,1	5,1
TOTAL ACTIF	1 439,5	1 437,9	1 514,7
Base monétaire	1 431,3	1 424,2	1 496,4
Circulation fiduciaire	913,6	1 018,8	1 255,3
Dépôts des banques	517,4	400,3	240,6
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,4	5,1	0,6
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	6,1	13,3	17,7
Autres postes (net)	2,1	0,4	0,6
TOTAL PASSIF	1 439,5	1 437,9	1 514,7

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-258,7	-328,0	-394,1
Créances sur les non-résidents	45,6	32,5	45,2
Engagements envers les non-résidents	304,3	360,6	439,3
Créances sur les banques	172,5	340,6	315,4
Créances nettes sur l'administration centrale	52,9	-12,1	-10,3
Créances sur les autres secteurs	2,6	2,4	2,7
TOTAL ACTIF	-30,7	2,8	-86,3
Base monétaire	378,0	415,8	360,6
Circulation fiduciaire	278,8	281,7	309,2
Dépôts des banques	97,5	132,0	46,2
Engagements envers les autres secteurs (1)	1,7	2,1	5,1
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			0,0
Actions et autres titres de participation	-0,4	3,6	6,1
Autres postes (net)	-408,3	-416,6	-453,0
TOTAL PASSIF	-30,7	2,8	-86,3

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	-726,3	-868,5	-1 138,3
Créances sur les non-résidents	636,6	662,4	658,2
Engagements envers les non-résidents	-1 362,8	-1 530,9	-1 796,5
Créances sur la banque centrale	2 395,0	2 184,8	1 871,5
Créances nettes sur l'administration centrale	3 817,4	5 858,1	6 425,1
Créances sur les autres secteurs	14 966,5	16 515,0	18 307,6
Créances sur les autres sociétés financières	608,4	563,5	488,7
Créances sur les sociétés non financières publiques	1 101,8	1 174,9	1 304,3
Créances sur le secteur privé	13 256,3	14 776,6	16 514,6
TOTAL ACTIF	20 452,6	23 689,5	25 465,8
Engagements envers la banque centrale	3 119,9	4 575,9	4 177,6
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	8 066,1	9 217,9	9 968,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	6 719,2	7 432,7	8 066,2
Dépôts exclus de la masse monétaire	673,2	633,0	710,8
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	38,4	30,8	35,4
Emprunts	454,3	463,3	605,6
Actions et autres titres de participation	2 304,3	2 492,0	2 970,1
Autres postes (net)	-922,9	-1 156,1	-1 068,5
TOTAL PASSIF	20 452,6	23 689,5	25 465,8

BENIN - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	904,6	999,7	719,7
Créances sur les non-résidents	1 421,5	1 533,6	1 245,2
Engagements envers les non-résidents	-516,9	-534,0	-525,5
Créances sur la banque centrale	165,4	156,0	186,2
Créances nettes sur l'administration centrale	-109,7	16,6	258,6
Créances sur les autres secteurs	1 165,9	1 176,9	1 196,8
Créances sur les autres sociétés financières		0,0	0,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	118,5	75,3	102,7
Créances sur le secteur privé	1 047,5	1 101,5	1 094,0
TOTAL ACTIF	2 126,3	2 349,2	2 361,3
Engagements envers la banque centrale	435,8	643,9	569,4
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	675,3	704,3	737,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	815,9	872,4	858,8
Dépôts exclus de la masse monétaire	47,9	37,6	42,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,8	0,4	
Emprunts	30,0	31,5	47,0
Actions et autres titres de participation	217,1	197,4	245,4
Autres postes (net)	-96,7	-138,3	-139,2
TOTAL PASSIF	2 126,3	2 349,2	2 361,3

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	816,6	1 126,8	1 256,4
Créances sur les non-résidents	1 137,6	1 572,5	1 891,5
Engagements envers les non-résidents	-321,0	-445,8	-635,1
Créances sur la banque centrale	186,2	186,2	226,8
Créances nettes sur l'administration centrale	16,3	61,3	112,0
Créances sur les autres secteurs	1 969,4	2 070,3	2 303,5
Créances sur les autres sociétés financières	5,5	6,2	15,2
Créances sur les sociétés non financières publiques	246,8	158,7	90,0
Créances sur le secteur privé	1 717,2	1 905,4	2 198,3
TOTAL ACTIF	2 988,6	3 444,5	3 898,7
Engagements envers la banque centrale	656,5	778,4	765,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	972,4	1 158,0	1 387,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 065,8	1 172,6	1 347,4
Dépôts exclus de la masse monétaire	61,6	61,1	81,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	4,1	2,5	0,9
Emprunts	15,2	26,7	17,2
Actions et autres titres de participation	304,5	378,5	440,9
Autres postes (net)	-91,5	-133,2	-142,4
TOTAL PASSIF	2 988,6	3 444,5	3 898,7

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	219,3	333,4	187,8
Créances sur les non-résidents	890,0	1 190,8	1 424,1
Engagements envers les non-résidents	-670,7	-857,4	-1 236,3
Créances sur la banque centrale	841,2	720,1	659,7
Créances nettes sur l'administration centrale	872,1	1 239,6	1 533,7
Créances sur les autres secteurs	4 538,3	5 160,0	5 942,6
Créances sur les autres sociétés financières	18,9	16,7	18,2
Créances sur les sociétés non financières publiques	208,7	314,3	312,0
Créances sur le secteur privé	4 310,6	4 829,0	5 612,4
TOTAL ACTIF	6 470,8	7 453,1	8 323,8
Engagements envers la banque centrale	700,7	1 091,7	1 054,6
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 783,9	3 237,9	3 635,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 108,3	2 356,4	2 654,6
Dépôts exclus de la masse monétaire	341,8	267,3	284,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	14,2	12,0	9,9
Emprunts	115,6	141,4	167,1
Actions et autres titres de participation	605,9	647,4	882,4
Autres postes (net)	-199,4	-301,0	-364,2
TOTAL PASSIF	6 470,8	7 453,1	8 323,8

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU – SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	-0,6	48,4	31,6
Créances sur les non-résidents	22,2	66,4	63,0
Engagements envers les non-résidents	-22,9	-18,0	-31,4
Créances sur la banque centrale	21,3	10,0	11,9
Créances nettes sur l'administration centrale	35,9	73,7	26,9
Créances sur les autres secteurs	87,6	49,2	43,6
Créances sur les autres sociétés financières			
Créances sur les sociétés non financières publiques	17,6	4,5	0,7
Créances sur le secteur privé	69,9	44,7	42,9
TOTAL ACTIF	144,1	181,3	114,0
Engagements envers la banque centrale	4,9	19,3	21,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	79,8	80,0	60,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	31,9	30,6	26,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	4,4	2,9	3,4
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire			
Emprunts	0,5	1,1	1,2
Actions et autres titres de participation	25,7	25,5	6,8
Autres postes (net)	-3,1	21,9	-5,0
TOTAL PASSIF	144,1	181,3	114,0

MALI - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	353,0	328,7	151,2
Créances sur les non-résidents	800,3	874,8	759,0
Engagements envers les non-résidents	-447,3	-546,0	-607,8
Créances sur la banque centrale	316,7	313,9	238,6
Créances nettes sur l'administration centrale	-7,6	171,3	-57,3
Créances sur les autres secteurs	1 929,9	2 177,7	2 387,1
Créances sur les autres sociétés financières	29,4	4,5	3,5
Créances sur les sociétés non financières publiques	66,1	99,1	107,8
Créances sur le secteur privé	1 834,4	2 074,0	2 275,8
TOTAL ACTIF	2 592,0	2 991,6	2 719,6
Engagements envers la banque centrale	568,9	823,1	647,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 079,5	1 141,0	1 083,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	591,9	717,2	646,0
Dépôts exclus de la masse monétaire	90,7	66,9	66,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	9,2	9,2	9,2
Emprunts	79,0	43,0	51,4
Actions et autres titres de participation	368,8	387,0	414,5
Autres postes (net)	-196,0	-195,8	-198,4
TOTAL PASSIF	2 592,0	2 991,6	2 719,6

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	108,5	111,4	84,1
Créances sur les non-résidents	270,1	242,0	276,2
Engagements envers les non-résidents	-161,6	-130,6	-192,1
Créances sur la banque centrale	108,4	154,1	96,2
Créances nettes sur l'administration centrale	-22,5	24,1	117,0
Créances sur les autres secteurs	689,9	733,1	775,8
Créances sur les autres sociétés financières	0,2	0,1	0,1
Créances sur les sociétés non financières publiques	95,4	67,7	95,8
Créances sur le secteur privé	594,3	665,3	679,9
TOTAL ACTIF	884,3	1 022,6	1 073,2
Engagements envers la banque centrale	146,9	221,2	218,5
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	351,3	382,4	424,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	222,9	229,1	235,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	23,1	27,7	26,4
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,8	0,4	0,0
Emprunts	13,7	36,2	21,2
Actions et autres titres de participation	149,2	152,6	185,9
Autres postes (net)	-23,6	-27,0	-39,2
TOTAL PASSIF	884,3	1 022,6	1 073,2

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	172,1	433,0	507,6
Créances sur les non-résidents	801,9	1 214,0	1 241,1
Engagements envers les non-résidents	-629,8	-780,9	-733,4
Créances sur la banque centrale	684,8	535,0	357,8
Créances nettes sur l'administration centrale	105,0	406,1	407,7
Créances sur les autres secteurs	2 973,9	3 238,8	3 775,5
Créances sur les autres sociétés financières	125,5	54,3	55,7
Créances sur les sociétés non financières publiques	173,5	292,3	327,3
Créances sur le secteur privé	2 674,9	2 892,3	3 392,5
TOTAL ACTIF	3 935,8	4 613,0	5 048,7
Engagements envers la banque centrale	432,3	656,7	585,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 682,2	1 989,7	2 091,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 184,6	1 294,7	1 479,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	142,5	129,7	162,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	9,3	6,3	15,4
Emprunts	44,6	86,5	79,2
Actions et autres titres de participation	525,2	575,7	659,5
Autres postes (net)	-85,0	-126,3	-23,1
TOTAL PASSIF	3 935,8	4 613,0	5 048,7

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	225,5	364,4	393,8
Créances sur les non-résidents	519,7	684,6	690,7
Engagements envers les non-résidents	-294,2	-320,2	-296,9
Créances sur la banque centrale	119,5	160,5	94,5
Créances nettes sur l'administration centrale	0,7	44,3	176,8
Créances sur les autres secteurs	959,3	1 080,3	1 057,9
Créances sur les autres sociétés financières	6,1	7,1	19,5
Créances sur les sociétés non financières publiques	59,3	50,6	57,7
Créances sur le secteur privé	893,9	1 022,6	980,8
TOTAL ACTIF	1 305,0	1 649,6	1 723,0
Engagements envers la banque centrale	174,9	341,8	316,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	429,8	515,5	538,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	598,7	668,6	731,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	30,3	39,8	45,6
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire			
Emprunts	6,4	6,9	9,9
Actions et autres titres de participation	108,1	127,8	134,6
Autres postes (net)	-43,1	-50,8	-53,6
TOTAL PASSIF	1 305,0	1 649,6	1 723,0

Source : BCEAO.

UMOA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	662,0	529,1	470,7
Créances	1 872,4	1 819,2	1 884,6
Crédits	1 855,9	1 803,9	1 868,9
Concours adossés aux DTS	296,0	226,1	154,1
Découverts statutaires consolidés	236,2	230,4	227,7
Concours du FMI	1 060,8	1 093,0	1 239,4
Autres concours de Gouvernements étrangers (1)	21,1	12,4	5,5
Autres créances (2)	16,6	15,3	15,6
Engagements	1 210,4	1 290,1	1 413,8
Encaisses du Trésor	26,2	32,7	30,5
Dépôts	1 131,7	1 203,2	1 324,0
Autres engagements (3)	52,5	54,2	59,3
Créances nettes des banques	3 643,8	5 858,1	6 425,1
Créances	6 292,1	8 538,5	9 520,5
Crédits	1 272,7	1 461,3	2 055,3
Portefeuille de titres du Trésor	5 019,4	7 077,2	7 465,2
Engagements	2 648,3	2 680,4	3 095,4
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 305,8	6 387,2	6 895,8

(1) Le concours kowétien à l'Etat du Sénégal.

(2) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créanc

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

BENIN - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-43,4	13,9	-69,3
Créances	85,9	75,6	87,4
Crédits	85,9	75,6	87,4
Concours adossés aux DTS	20,6	15,5	10,3
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	65,2	60,1	77,1
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	129,3	61,7	156,7
Encaisses du Trésor	4,5	6,5	6,5
Dépôts	124,8	55,2	150,2
Autres engagements (2)			0,0
Créances nettes des banques	-109,7	16,6	258,6
Créances	358,4	453,3	616,6
Crédits	85,5	96,7	182,1
Portefeuille de titres du Trésor	183,9	356,6	434,5
Engagements	468,1	436,8	358,0
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-153,1	30,5	189,3

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

BURKINA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-14,2	-149,8	-54,6
Créances	132,1	135,6	120,9
Crédits	132,1	135,6	120,9
Concours adossés aux DTS	19,9	15,0	9,9
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	112,2	120,6	110,9
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	146,3	285,4	175,5
Encaisses du Trésor	6,3	8,0	6,5
Dépôts	140,0	277,4	168,9
Autres engagements (2)			0,0
Créances nettes des banques	16,3	61,3	112,0
Créances	255,0	345,8	452,9
Crédits	25,8	31,2	50,0
Portefeuille de titres du Trésor	198,8	314,6	402,9
Engagements	238,7	284,5	340,9
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2,1	-88,5	57,4

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

COTE D'IVOIRE - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	559,6	484,9	447,4
Créances	1 069,4	1 062,9	1 125,2
Crédits	1 069,4	1 062,9	1 125,2
Concours adossés aux DTS	115,0	87,1	58,4
Découverts statutaires consolidés	219,8	216,7	216,7
Concours du FMI	592,8	617,2	708,2
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	509,8	578,1	677,8
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	507,6	575,8	675,6
Autres engagements (2)		0,0	
Créances nettes des banques	872,1	1 239,6	1 533,7
Créances	1 303,4	1 665,5	2 055,5
Crédits	100,1	159,9	329,0
Portefeuille de titres du Trésor	1 054,6	1 505,6	1 726,6
Engagements	431,3	425,8	521,8
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 431,7	1 724,5	1 981,1

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	28,0	37,7	37,1
Créances	34,0	38,4	42,8
Crédits	34,0	38,4	42,8
Concours adossés aux DTS	9,3	9,6	9,9
Découverts statutaires consolidés	1,2	1,2	1,3
Concours du FMI	10,6	14,3	18,0
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	6,0	0,8	5,7
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	6,0	0,7	5,7
Autres engagements (2)			
Créances nettes des banques	35,9	73,7	26,9
Créances	36,0	74,1	34,9
Crédits	20,7	60,8	24,3
Portefeuille de titres du Trésor	14,2	13,4	10,6
Engagements	0,1	0,4	8,0
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	63,9	111,3	64,0

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

MALI - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	-42,8	28,4	85,3
Créances	101,8	120,0	129,0
Crédits	101,8	120,0	129,0
Concours adossés aux DTS	30,2	22,7	14,9
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	71,6	97,3	114,1
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	144,6	91,6	43,7
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	136,7	83,7	35,8
Autres engagements (2)	0,0	0,0	
Créances nettes des banques	-7,6	171,3	-57,3
Créances	437,8	589,2	561,6
Crédits	105,2	80,1	89,4
Portefeuille de titres du Trésor	325,9	509,1	472,2
Engagements	445,4	417,9	618,9
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-50,4	199,7	28,0

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

NIGER - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	27,9	55,4	1,9
Créances	121,5	119,9	130,6
Crédits	121,5	119,9	130,6
Concours adossés aux DTS	22,3	16,8	11,2
Découverts statutaires consolidés	15,2	12,5	9,7
Concours du FMI	84,0	90,6	109,8
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	93,6	64,5	128,7
Encaisses du Trésor	1,7	2,8	2,8
Dépôts	91,9	61,7	125,9
Autres engagements (2)			
Créances nettes des banques	-22,5	24,1	117,0
Créances	113,6	168,6	261,2
Crédits	46,7	55,5	84,7
Portefeuille de titres du Trésor	53,0	113,1	176,5
Engagements	136,0	144,5	144,2
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	5,4	79,4	119,0

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

SENEGAL - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	A fin décembre		
	Millions de Francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	44,1	24,0	-8,7
Créances	144,6	103,7	65,2
Crédits	144,6	103,7	65,2
Concours adossés aux DTS	54,0	40,7	27,0
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	69,4	50,6	32,7
Autres concours de Gouvernements étrangers (1)	21,1	12,4	5,5
Autres créances (2)			
Engagements	100,5	79,7	73,9
Encaisses du Trésor	2,4	4,0	3,1
Dépôts	98,0	75,7	70,7
Autres engagements (3)	0,0	0,0	0,1
Créances nettes des banques	105,0	406,1	407,7
Créances	522,1	793,8	819,8
Crédits	196,2	318,0	442,0
Portefeuille de titres du Trésor	302,0	475,8	377,8
Engagements	417,1	387,6	412,1
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	149,1	430,1	399,1

(1) Le concours kowetien à l'Etat du Sénégal.

(2) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

TOGO - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2015	2016	2017
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de Francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	51,8	-13,4	-11,8
Créances	79,7	60,9	81,0
Crédits	79,7	60,9	81,0
Concours adossés aux DTS	24,6	18,6	12,3
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	55,0	42,3	68,6
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	27,9	74,3	92,8
Encaisses du Trésor	1,1	1,3	1,5
Dépôts	26,8	73,0	91,3
Autres engagements (2)	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	0,7	44,3	176,8
Créances	200,3	287,7	393,6
Crédits	85,8	56,6	30,9
Portefeuille de titres du Trésor	101,5	231,1	362,8
Engagements	199,6	243,4	216,9
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	52,5	30,9	164,9

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2015	2016	2017(*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	261 347	343 902	438 530
- Agriculture, chasse	225 974	310 934	414 664
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	35 372	32 968	23 866
Industries extractives	131 293	141 410	157 340
- Pétrole brut et gaz naturel	54 180	64 174	68 901
- Autres	77 113	77 235	88 439
Industries manufacturières	1 425 293	1 395 997	1 484 996
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	533 822	607 363	641 603
- Textiles, habillement, cuir	165 205	131 287	161 393
- Industries chimiques	334 598	246 111	261 926
- Autres	405 646	398 444	379 364
Electricité, gaz, eau	247 312	406 005	465 662
Bâtiment, travaux publics	731 883	837 464	924 820
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	2 827 451	2 845 558	2 914 522
- Commerce de gros	2 354 625	2 341 287	2 370 930
- Commerce de détail	414 614	412 685	447 117
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	58 211	91 587	96 474
Transports, entrepôts et communications	616 874	628 913	738 493
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	432 118	461 676	507 012
- Etablissements financiers, assurances	96 138	84 862	97 327
- Affaires immobilières, services aux entreprises	335 979	376 814	409 685
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	787 642	744 345	744 428
- Services divers fournis à la collectivité	96 623	68 238	77 235
- Prêts aux particuliers	268 429	267 585	261 440
- Autres	422 590	408 522	405 752
TOTAL	7 461 213	7 805 270	8 375 803

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2015	2016	2017(*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	89 394	85 311	130 942
- Agriculture, chasse	60 914	61 034	103 811
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	28 480	24 276	27 132
Industries extractives	88 878	61 431	80 871
- Pétrole brut et gaz naturel	38 544	25 699	29 986
- Autres	50 334	35 732	50 885
Industries manufacturières	454 376	561 034	535 666
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	137 233	148 970	151 302
- Textiles, habillement, cuir	17 645	12 445	10 868
- Industries chimiques	87 685	179 477	156 184
- Autres	211 814	220 142	217 312
Electricité, gaz, eau	162 633	224 742	181 672
Bâtiment, travaux publics	280 937	362 073	414 780
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	673 761	717 203	716 445
- Commerce de gros	506 759	523 955	515 630
- Commerce de détail	90 870	107 481	113 923
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	76 131	85 767	86 892
Transports, entrepôts et communications	433 492	649 332	780 625
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	257 669	351 207	354 059
- Etablissements financiers, assurances	68 858	132 794	119 255
- Affaires immobilières, services aux entreprises	188 811	218 413	234 803
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	951 611	1 093 334	1 325 595
- Services divers fournis à la collectivité	58 262	68 129	95 286
- Prêts aux particuliers	725 653	811 857	928 217
- Autres	167 697	213 347	302 092
TOTAL	3 392 751	4 105 668	4 520 654

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
		Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	34 237	35 652	22 015	
- Agriculture, chasse	33 967	35 370	21 667	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	270	281	348	
Industries extractives	11 892	12 384	16 924	
- Pétrole brut et gaz naturel	7 753	8 073	12 661	
- Autres	4 139	4 310	4 263	
Industries manufacturières	86 315	89 881	149 701	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	26 923	28 035	66 790	
- Textiles, habillement, cuir	2 394	2 493	19 395	
- Industries chimiques	7 865	8 190	3 602	
- Autres	49 133	51 163	59 914	
Electricité, gaz, eau	10 492	10 926	16 560	
Bâtiment, travaux publics	122 973	128 054	155 001	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	253 125	263 582	267 980	
- Commerce de gros	189 925	197 771	202 214	
- Commerce de détail	48 114	50 102	48 787	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	15 086	15 709	16 979	
Transports, entrepôts et communications	35 955	37 441	35 204	
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	37 738	39 297	22 739	
- Etablissements financiers, assurances	12 109	12 609	11 314	
- Affaires immobilières, services aux entreprises	25 629	26 688	11 425	
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	118 201	123 084	61 327	
- Services divers fournis à la collectivité	3 952	4 115	4 871	
- Prêts aux particuliers	40 603	42 281	24 795	
- Autres	73 646	76 688	31 661	
TOTAL	710 929	740 300	747 451	

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
		Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	1 795	2 645	738	
- Agriculture, chasse	1 795	2 635	728	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	10	9	
Industries extractives	11 734	13 873	13 969	
- Pétrole brut et gaz naturel	8 085	9 921	11 115	
- Autres	3 649	3 952	2 854	
Industries manufacturières	55 107	50 390	56 417	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 110	6 091	5 488	
- Textiles, habillement, cuir	823	28	39	
- Industries chimiques	5 705	6 344	5 928	
- Autres	45 468	37 926	44 962	
Electricité, gaz, eau	11 713	41 180	47 203	
Bâtiment, travaux publics	45 181	65 473	82 878	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	84 610	79 266	86 214	
- Commerce de gros	56 660	55 725	56 646	
- Commerce de détail	8 902	10 889	14 158	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	19 048	12 652	15 410	
Transports, entrepôts et communications	31 407	36 027	44 287	
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	17 926	49 549	62 139	
- Etablissements financiers, assurances	9 650	39 300	43 495	
- Affaires immobilières, services aux entreprises	8 276	10 249	18 645	
Services fournis à la collec., serv. Soc. et pers.	138 902	125 395	161 709	
- Services divers fournis à la collectivité	9 190	8 130	12 859	
- Prêts aux particuliers	93 575	80 675	105 590	
- Autres	36 137	36 590	43 260	
TOTAL	398 374	463 797	555 554	

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

BURKINA – UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2015	2016	2017(*)
Millions de francs CFA			
Agriculture, sylviculture et pêche	22 900	63 807	122 109
- Agriculture, chasse	22 300	63 180	121 477
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	600	628	632
Industries extractives	19 377	24 218	15 102
- Pétrole brut et gaz naturel	252	1 348	1 968
- Autres	19 125	22 870	13 134
Industries manufacturières	228 057	216 015	226 972
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	22 946	24 824	29 689
- Textiles, habillement, cuir	128 337	91 950	101 928
- Industries chimiques	8 410	22 048	29 724
- Autres	68 365	77 194	65 631
Electricité, gaz, eau	6 137	10 996	11 475
Bâtiment, travaux publics	218 538	232 019	250 004
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	404 286	434 285	452 690
- Commerce de gros	374 876	398 455	425 660
- Commerce de détail	25 451	30 138	22 800
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 959	5 692	4 231
Transports, entrepôts et communications	72 020	63 990	129 791
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	35 137	62 610	70 203
- Etablissements financiers, assurances	3 126	9 251	7 681
- Affaires immobilières, services aux entreprises	32 011	53 360	62 522
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	114 865	124 158	101 841
- Services divers fournis à la collectivité	9 127	15 916	9 516
- Prêts aux particuliers	65 795	63 302	58 698
- Autres	39 943	44 940	33 627
TOTAL	1 121 317	1 232 099	1 380 186

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2015	2016	2017(*)
Millions de francs CFA			
Agriculture, sylviculture et pêche	12 374	12 818	9 473
- Agriculture, chasse	12 315	12 769	9 467
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	58	49	6
Industries extractives	22 501	5 882	32 110
- Pétrole brut et gaz naturel	587	35	5 082
- Autres	21 914	5 847	27 028
Industries manufacturières	50 817	56 076	67 576
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	16 809	17 567	30 690
- Textiles, habillement, cuir	397	106	361
- Industries chimiques	7 310	8 573	8 969
- Autres	26 301	29 830	27 556
Electricité, gaz, eau	11 496	6 326	7 324
Bâtiment, travaux publics	86 443	100 410	111 277
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	110 081	92 715	81 358
- Commerce de gros	96 148	75 778	67 406
- Commerce de détail	4 319	8 071	4 710
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	9 614	8 866	9 243
Transports, entrepôts et communications	83 222	142 980	136 958
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	19 424	39 444	48 770
- Etablissements financiers, assurances	9 451	15 527	15 182
- Affaires immobilières, services aux entreprises	9 973	23 917	33 588
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	309 001	350 618	410 086
- Services divers fournis à la collectivité	13 455	14 123	20 417
- Prêts aux particuliers	250 866	284 119	327 750
- Autres	44 680	52 376	61 919
TOTAL	705 359	807 269	904 933

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2015	2016	2017(*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	99 924	141 297	219 517
- Agriculture, chasse	73 064	117 020	204 400
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	26 859	24 277	15 118
Industries extractives	47 135	50 650	50 102
- Pétrole brut et gaz naturel	44 904	49 030	47 357
- Autres	2 232	1 620	2 745
Industries manufacturières	587 069	548 220	523 611
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	289 702	320 647	286 462
- Textiles, habillement, cuir	17 621	20 331	22 928
- Industries chimiques	193 447	106 125	123 959
- Autres	86 299	101 117	90 262
Electricité, gaz, eau	91 196	227 850	269 561
Bâtiment, travaux publics	87 631	163 485	174 884
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	871 440	755 313	659 846
- Commerce de gros	767 226	663 870	557 667
- Commerce de détail	100 188	86 513	96 809
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	4 026	4 931	5 370
Transports, entrepôts et communications	201 224	138 388	138 279
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	183 771	150 052	156 316
- Etablissements financiers, assurances	18 794	24 105	34 621
- Affaires immobilières, services aux entreprises	164 977	125 948	121 695
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	85 824	85 721	105 230
- Services divers fournis à la collectivité	40 163	16 908	18 206
- Prêts aux particuliers	18 977	22 778	21 263
- Autres	26 684	46 035	65 761
TOTAL	2 255 214	2 260 977	2 297 345

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2015	2016	2017(*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	63 294	54 646	97 002
- Agriculture, chasse	36 797	32 949	74 449
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	26 496	21 697	22 553
Industries extractives	28 795	16 767	16 141
- Pétrole brut et gaz naturel	27 994	14 561	13 705
- Autres	801	2 206	2 436
Industries manufacturières	136 586	191 598	194 074
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	43 526	33 243	48 455
- Textiles, habillement, cuir	14 209	9 252	8 757
- Industries chimiques	22 053	101 889	96 307
- Autres	56 798	47 214	40 556
Electricité, gaz, eau	45 493	31 646	32 414
Bâtiment, travaux publics	6 353	18 622	20 816
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	136 811	88 043	82 922
- Commerce de gros	110 614	59 816	53 556
- Commerce de détail	22 451	17 068	18 160
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 746	11 159	11 205
Transports, entrepôts et communications	96 354	206 681	244 581
Assurances, aff. Immob, serv. aux entreprises	104 915	108 639	89 620
- Etablissements financiers, assurances	14 433	39 103	28 215
- Affaires immobilières, services aux entreprises	90 482	69 536	61 406
Services fournis à la collec., serv. soc. et pers.	65 309	91 070	110 115
- Services divers fournis à la collectivité	7 973	11 917	12 305
- Prêts aux particuliers	46 316	43 389	51 078
- Autres	11 021	35 764	46 732
TOTAL	683 911	807 712	887 685

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
		Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	85	47	36	
- Agriculture, chasse	41	23	24	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	44	24	12	
Industries extractives	0	0	0	
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0	
- Autres	0	0	0	
Industries manufacturières	1 725	963	172	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 669	932	86	
- Textiles, habillement, cuir	0	0	78	
- Industries chimiques	0	0	0	
- Autres	55	31	7	
Electricité, gaz, eau	4 121	2 301	6	
Bâtiment, travaux publics	9 598	5 358	263	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	17 869	9 976	7 767	
- Commerce de gros	16 852	9 408	3 953	
- Commerce de détail	498	278	3 664	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	519	290	151	
Transports, entrepôts et communications	47	26	164	
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	1 094	611	325	
- Etablissements financiers, assurances	50	28	325	
- Affaires immobilières, service aux entreprises	1 045	583	0	
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	6 400	3 573	6 134	
- Services divers fournis à la collectivité	747	417	0	
- Prêts aux particuliers	5 314	2 967	88	
- Autres	339	189	6 045	
TOTAL	40 939	22 855	14 865	

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
		Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	42	23	417	
- Agriculture, chasse	42	23	208	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	208	
Industries extractives	0	0	0	
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0	
- Autres	0	0	0	
Industries manufacturières	15	8	17	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	15	8	8	
- Textiles, habillement, cuir	0	0	8	
- Industries chimiques	0	0	0	
- Autres	0	0	0	
Electricité, gaz, eau	0	0	299	
Bâtiment, travaux publics	9 336	5 212	187	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	3 575	1 996	6 893	
- Commerce de gros	2 952	1 648	3 486	
- Commerce de détail	314	175	3 308	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	309	173	98	
Transports, entrepôts et communications	0	0	373	
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	128	72	264	
- Etablissements financiers, assurances	0	0	264	
- Affaires immobilières, service aux entreprises	128	72	0	
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	4 043	2 257	7 021	
- Services divers fournis à la collectivité	0	0	0	
- Prêts aux particuliers	4 004	2 235	110	
- Autres	39	22	6 911	
TOTAL	17 139	9 568	15 471	

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2015	2016	2017(*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	54 464	56 766	30 649
- Agriculture, chasse	54 313	56 371	30 088
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	150	395	561
Industries extractives	27 610	24 968	34 076
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	27 610	24 968	34 076
Industries manufacturières	116 476	147 848	172 259
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	57 314	87 826	91 484
- Textiles, habillement, cuir	6 053	6 377	5 312
- Industries chimiques	19 565	33 219	58 086
- Autres	33 544	20 427	17 376
Electricité, gaz, eau	82 905	97 334	115 692
Bâtiment, travaux publics	79 531	92 556	120 745
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	474 477	594 492	647 525
- Commerce de gros	432 782	527 994	573 364
- Commerce de détail	32 702	34 646	44 391
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 992	31 851	29 770
Transports, entrepôts et communications	69 736	114 696	115 642
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	44 794	108 901	127 414
- Etablissements financiers, assurances	11 886	14 460	11 248
- Affaires immobilières, services aux entreprises	32 908	94 442	116 166
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	28 509	43 637	52 752
- Services divers fournis à la collectivité	14 281	10 890	23 487
- Prêts aux particuliers	11 199	11 458	11 976
- Autres	3 029	21 289	17 289
TOTAL	978 501	1 281 197	1 416 753

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2015	2016	2017(*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	423	612	8 489
- Agriculture, chasse	102	148	7 784
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	321	464	705
Industries extractives	6 159	8 914	9 553
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	6 159	8 914	9 553
Industries manufacturières	38 922	56 335	80 942
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	18 947	27 423	32 178
- Textiles, habillement, cuir	0	0	48
- Industries chimiques	7 054	10 210	7 354
- Autres	12 921	18 702	41 362
Electricité, gaz, eau	40 596	58 758	25 968
Bâtiment, travaux publics	9 991	14 461	15 601
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	107 576	155 705	119 170
- Commerce de gros	95 227	137 831	102 756
- Commerce de détail	5 842	8 456	7 247
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 507	9 418	9 167
Transports, entrepôts et communications	42 449	61 441	70 895
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	35 472	51 342	23 311
- Etablissements financiers, assurances	2 854	4 131	2 911
- Affaires immobilières, services aux entreprises	32 618	47 211	20 400
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	21 135	30 590	51 609
- Services divers fournis à la collectivité	3 820	5 529	18 195
- Prêts aux particuliers	17 008	24 617	13 980
- Autres	307	445	19 434
TOTAL	302 721	438 158	405 537

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
		Millions de FCFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	2 460	2 446	2 442	
- Agriculture, chasse	2 434	2 420	2 414	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	25	26	28	
Industries extractives	14 129	12 305	13 319	
- Pétrole brut et gaz naturel	56	42	45	
- Autres	14 073	12 263	13 273	
Industries manufacturières	19 723	22 602	25 036	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 650	4 244	5 596	
- Textiles, habillement, cuir	2 632	2 804	2 820	
- Industries chimiques	4 379	4 079	3 998	
- Autres	9 062	11 475	12 622	
Electricité, gaz, eau	22 850	25 968	28 966	
Bâtiment, travaux publics	69 428	58 544	62 019	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	195 136	186 477	189 942	
- Commerce de gros	171 503	160 401	164 874	
- Commerce de détail	22 386	25 102	23 839	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 247	973	1 229	
Transports, entrepôts et communications	62 493	53 444	58 816	
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	19 150	16 847	24 058	
- Etablissements financiers, assurances	7 063	6 641	10 803	
- Affaires immobilières, services aux entreprises	12 087	10 205	13 255	
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	74 886	51 752	65 528	
- Services divers fournis à la collectivité	7 404	5 934	4 951	
- Prêts aux particuliers	32 235	28 172	26 759	
- Autres	35 247	17 646	33 818	
TOTAL	480 256	430 383	470 125	

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
		Millions de FCFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	420	483	621	
- Agriculture, chasse	420	483	621	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0	
Industries extractives	7 679	3 155	2 676	
- Pétrole brut et gaz naturel	64	0	0	
- Autres	7 615	3 155	2 676	
Industries manufacturières	20 793	23 130	14 986	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 358	2 477	1 228	
- Textiles, habillement, cuir	212	508	412	
- Industries chimiques	1 439	1 240	1 054	
- Autres	15 784	18 905	12 292	
Electricité, gaz, eau	16 320	13 654	12 173	
Bâtiment, travaux publics	9 788	17 471	18 362	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	45 284	68 151	69 651	
- Commerce de gros	39 130	62 006	63 324	
- Commerce de détail	3 435	3 961	3 682	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 719	2 184	2 644	
Transports, entrepôts et communications	61 861	55 752	46 835	
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	17 066	24 772	21 400	
- Etablissements financiers, assurances	9 287	7 458	6 583	
- Affaires immobilières, services aux entreprises	7 780	17 314	14 816	
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	76 548	73 268	115 137	
- Services divers fournis à la collectivité	4 160	3 584	7 524	
- Prêts aux particuliers	59 471	57 818	57 619	
- Autres	12 917	11 867	49 994	
TOTAL	255 758	279 836	301 840	

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
Millions de francs CFA				
Agriculture, sylviculture et pêche	45 480	42 229	39 231	
- Agriculture, chasse	38 093	34 927	32 098	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	7 387	7 302	7 133	
Industries extractives	7 812	13 810	21 895	
- Pétrole brut et gaz naturel	1 216	5 682	5 671	
- Autres	6 597	8 128	16 224	
Industries manufacturières	309 291	299 840	316 319	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	117 668	127 998	147 794	
- Textiles, habillement, cuir	7 960	7 142	8 712	
- Industries chimiques	69 155	68 840	63 151	
- Autres	114 507	95 859	96 662	
Electricité, gaz, eau	9 270	11 886	12 529	
Bâtiment, travaux publics	64 782	84 270	95 279	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	424 921	429 832	479 658	
- Commerce de gros	257 319	250 544	281 376	
- Commerce de détail	145 933	149 649	164 194	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	21 669	29 639	34 088	
Transports, entrepôts et communications	127 997	177 241	208 513	
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	96 061	70 113	93 584	
- Etablissements financiers, assurances	40 492	15 356	20 220	
- Affaires immobilières, services aux entreprises	55 569	54 757	73 365	
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	345 320	299 852	339 138	
- Services divers fournis à la collectivité	17 624	10 993	12 493	
- Prêts aux particuliers	85 165	88 204	110 515	
- Autres	242 531	200 655	216 129	
TOTAL	1 430 935	1 429 073	1 606 146	

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2015	2016		2017(*)
		A fin décembre		
Millions de francs CFA				
Agriculture, sylviculture et pêche	10 834	13 797	13 933	
- Agriculture, chasse	9 229	11 753	10 296	
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	1 605	2 044	3 638	
Industries extractives	9 351	11 909	5 878	
- Pétrole brut et gaz naturel	758	965	82	
- Autres	8 593	10 944	5 796	
Industries manufacturières	138 691	176 626	114 539	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	47 187	60 093	31 552	
- Textiles, habillement, cuir	2 003	2 551	1 243	
- Industries chimiques	37 556	47 828	33 162	
- Autres	51 945	66 153	48 582	
Electricité, gaz, eau	28 131	35 826	25 474	
Bâtiment, travaux publics	15 939	20 299	44 263	
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	110 505	140 730	176 135	
- Commerce de gros	48 696	62 015	93 810	
- Commerce de détail	36 157	46 047	49 417	
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	25 652	32 668	32 908	
Transports, entrepôts et communications	78 560	100 048	167 179	
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	54 263	69 105	98 328	
- Etablissements financiers, assurances	19 986	25 453	21 100	
- Affaires immobilières, services aux entreprises	34 276	43 652	77 228	
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	246 925	314 465	349 509	
- Services divers fournis à la collectivité	13 690	17 435	16 305	
- Prêts aux particuliers	174 685	222 465	263 305	
- Autres	58 550	74 564	69 898	
TOTAL	693 198	882 804	995 238	

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2015	2016	2017(*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	1 798	1 657	2 532
- Agriculture, chasse	1 761	1 623	2 496
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	37	34	36
Industries extractives	3 337	3 076	5 923
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	1 199
- Autres	3 337	3 076	4 724
Industries manufacturières	76 637	70 629	70 927
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	13 950	12 857	13 702
- Textiles, habillement, cuir	207	191	220
- Industries chimiques	17 799	16 404	20 116
- Autres	44 681	41 178	36 889
Electricité, gaz, eau	20 340	18 746	10 874
Bâtiment, travaux publics	79 402	73 178	66 626
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	186 198	171 601	209 114
- Commerce de gros	144 143	132 843	161 823
- Commerce de détail	39 341	36 257	42 633
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 714	2 501	4 657
Transports, entrepôts et communications	47 402	43 686	52 084
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	14 372	13 245	12 374
- Etablissements financiers, assurances	2 618	2 413	1 116
- Affaires immobilières, services aux entreprises	11 754	10 832	11 258
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	13 637	12 568	12 479
- Services divers fournis à la collectivité	3 326	3 065	3 712
- Prêts aux particuliers	9 140	8 423	7 346
- Autres	1 171	1 080	1 421
TOTAL	443 124	408 386	442 932

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2015	2016	2017(*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	213	286	269
- Agriculture, chasse	213	273	257
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	13	12
Industries extractives	2 659	932	544
- Pétrole brut et gaz naturel	1 056	217	0
- Autres	1 604	715	544
Industries manufacturières	13 447	6 871	7 115
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	4 281	2 067	1 703
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	6 569	3 392	3 410
- Autres	2 597	1 412	2 001
Electricité, gaz, eau	8 883	37 352	30 817
Bâtiment, travaux publics	97 907	120 126	121 396
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	75 319	90 598	94 103
- Commerce de gros	57 334	69 136	74 644
- Commerce de détail	9 449	12 814	13 241
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 536	8 648	6 218
Transports, entrepôts et communications	39 640	46 404	69 516
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	8 475	8 285	10 227
- Etablissements financiers, assurances	3 198	1 822	1 506
- Affaires immobilières, services aux entreprises	5 278	6 463	8 721
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	89 748	105 670	120 410
- Services divers fournis à la collectivité	5 974	7 412	7 681
- Prêts aux particuliers	79 728	96 539	108 784
- Autres	4 046	1 719	3 945
TOTAL	336 292	416 525	454 397

(*) Les données à fin décembre 2017 sont des estimations.

Source : BCEAO.

UMOA – MOUVEMENTS DE BILLETS ENTRE AGENCES

Exercice 2015									
Agences de retrait	Agences d'émission								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total des entrées
	Millions de francs CFA								
Bénin	0	70 273	97 691	813	22 096	95 625	12 590	212 965	512 053
Burkina	8 182	0	128 605	0	27 320	25 077	1 541	65 912	256 637
Côte d'Ivoire	13 872	50 042	0	512	31 293	14 870	13 139	72 080	195 807
Guinée-Bissau	395	451	341	0	1 475	235	21 119	1 657	25 674
Mali	2 284	29 725	40 515	202	0	7 994	16 228	8 825	105 772
Niger	34 726	10 815	15 215	125	5 857	0	2 892	18 194	87 823
Sénégal	1 656	3 223	10 145	24 982	15 188	1 801	0	809	57 802
Togo	219 481	105 664	148 939	335	9 899	36 436	3 639	0	524 394
Total des sorties	280 595	270 191	441 451	26 968	113 127	182 038	71 149	380 442	1 765 961

Source : BCEAO.

Exercice 2016									
Agences de retrait	Agences d'émission								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total des entrées
	Millions de francs CFA								
Bénin	0	58 634	122 670	472	11 700	90 656	5 046	124 964	414 143
Burkina	25 950	0	124 848	888	66 672	28 709	6 463	11 209	264 739
Côte d'Ivoire	19 958	49 558	0	1 175	42 305	8 767	10 950	22 649	155 362
Guinée-Bissau	220	240	0	0	675	115	23 460	130	24 840
Mali	3 984	37 621	186 120	1 913	0	7 870	91 186	2 537	331 231
Niger	40 642	22 717	51 322	225	9 460	0	4 304	10 227	138 897
Sénégal	7 916	7 436	46 023	73 403	60 468	3 916	0	2 885	202 048
Togo	171 925	147 865	253 869	0	12 925	9 800	4 050	0	600 434
Total des sorties	270 595	324 070	784 852	78 078	204 206	149 833	145 459	174 601	2 131 694

Source : BCEAO.

Exercice 2017									
Agences de retrait	Agences d'émission								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total des entrées
	Millions de francs CFA								
Bénin	0	86 832	170 588	1 359	30 413	45 124	15 125	225 025	574 465
Burkina	9 979	0	128 959	221	47 739	25 300	10 440	8 604	231 243
Côte d'Ivoire	28 947	11 118	0	1 993	53 407	8 303	21 041	11 149	135 957
Guinée-Bissau	0	290	0	0	770	125	21 972	0	23 157
Mali	16 239	43 046	84 126	11 323	0	2 454	86 229	10 676	254 094
Niger	23 560	20 215	36 502	190	7 944	0	3 311	5 371	97 093
Sénégal	2 586	8 752	37 056	89 864	46 311	3 332	0	411	188 312
Togo	195 454	141 057	163 713	153	26 534	40 909	10 949	0	578 769
Total des sorties	276 765	311 310	620 944	105 103	213 118	125 548	169 065	261 235	2 083 089

Source : BCEAO.

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Prélèvements		Versements	
	31/12/16	31/12/17	31/12/16	31/12/17
	<i>Milliers de signes monétaires</i>			
Billets	2 383 833	2 372 827	2 331 461	2 351 046
10 000	1 272 680	1 399 463	1 254 838	1 365 686
5 000	550 619	503 194	539 014	518 268
2 500	0	0	0	0
2 000	176 758	164 610	164 230	156 117
1 000	195 664	144 080	194 299	157 076
500	188 113	161 480	179 080	153 899
Pièces	128 988	95 647	9 539	10 979
5 000	2	1	0	0
500	84	10	2 986	3 904
ANC 500 BC		0	0	162
250	105	92	654	905
200	1 952	1 409	1 893	2 274
100	48 080	31 666	2 747	2 464
50	34 749	26 077	542	580
25	16 609	13 783	332	292
10	15 133	11 638	325	334
5	12 105	10 856	20	19
1	170	115	39	45
Total	2 512 821	2 468 474	2 341 000	2 362 025
	<i>Millions de francs CFA</i>			
Billets	16 123 125	17 064 639	15 856	16 794 456
			12 548 380	
10 000	12 726 795	13 994 630	2 695 072	13 656 858
5 000	2 753 094	2 515 969	0	2 591 338
2 500	0	0		0
2 000	353 516	329 220	328 460	312 234
1 000	195 664	144 080	89 540	157 077
500	94 056	80 740	194 299	76 949
			89 540	
Pièces	7 639	5 299	15 855 751	3 000
			0	
5 000	8	4	0	0
500	42	5	1 493	1 952
ANC 500 BC			0	81
250	26	23	164	226
200	390	282	379	455
100	4 808	3 167	275	246
50	1 737	1 304	27	29
25	415	345	8	7
10	151	116	3	3
5	61	54	0	1
1	0	0	0	
			0	
Total	16 130 765	17 069 938	15 858 100	16 797 456

Source : BCEAO.

LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO

PUBLICATIONS PERIODIQUES

Publications annuelles

- 1 - Annuaire des banques et établissements financiers
- 2 - Annuaire statistique
- 3 - Etats financiers de la BCEAO
- 4 - Balance des paiements et position extérieure globale des Etats membres de l'UMOA
- 5 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers
- 6 - Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA
- 7 - Rapport annuel de la BCEAO
- 8 - Rapport annuel de la Commission Bancaire de l'UMOA
- 9 - Rapport annuel sur les systèmes de paiement de la BCEAO
- 10 - Rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA et perspectives
- 11 - Rapport sur le commerce extérieur de l'UEMOA
- 12 - Rapport sur la compétitivité des économies de l'UEMOA
- 13 - Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA
- 14 - Situation des services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA

Publication semestrielle

- 15 - Revue Economique et Monétaire

Publications trimestrielles

- 16 - Bulletin trimestriel de statistiques
- 17 - Note d'information
- 18 - Rapport sur la Politique Monétaire

Publications mensuelles

- 19 - Bulletin mensuel de statistiques économiques de l'UEMOA
- 20 - Bulletin de statistiques monétaires et financières

OUVRAGES

- 21 - Billets et pièces de monnaie dans la Zone UMOA (des origines à 2012). BCEAO, Dakar, 2012.
- 22 - Histoire de l'UMOA (3 tomes en français et en anglais). Georges Israël Editeur, Paris, 2000.
- 23 - Intégration monétaire et mutations du système financier international : défis et perspectives. BCEAO, L'Harmattan, Dakar, 2014.
- 24 - Méthodologie d'analyse financière. BCEAO, Dakar, 2004.
- 25 - Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (4 volumes). BCEAO, Dakar, 1994.
- 26 - Quel secteur bancaire pour le financement des économies de l'UEMOA. Editions BCEAO, L'Harmattan, Dakar, 2011.
- 27 - Recueil des textes légaux et réglementaires régissant l'activité bancaire et financière dans l'UMOA. BCEAO, 1^{ère} éd. 2003, 2^e éd. 2016.
- 28 - Recueil des textes législatifs et réglementaires applicables aux systèmes financiers décentralisés dans l'UMOA. BCEAO, 2013.
- 29 - Référentiel comptable spécifique des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA. BCEAO, 2009.
- 30 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) (4 tomes).
- Plan comptable général des entreprises. Edition Foucher, Paris, 1996.
 - Guide d'application. Edition Foucher, Paris, 1997.
 - Système minimal de trésorerie. Edition Foucher, Paris, 1997.
 - Tableaux de passage. Edition Foucher, Paris, 1997.
- 31 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA). Liste intégrale des comptes et états financiers – BCEAO, Dakar, 2005.
- 32 - Livre d'or du 40^e anniversaire de la BCEAO. Georges Israël Editeur, Paris, 2004.
- 33 - Collection des œuvres d'art contemporain de la BCEAO. Georges Israël Editeur, Paris, 2005.

Achevé d'imprimer sur les Presses
de l'Imprimerie de la BCEAO
Mars 2018



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int